

Département de la Vienne (86)
Commune de SÈVRES-ANXAUMONT

Prescription	20/06/2014
Arrêt de Projet	22/06/2018
Approbation	12/04/2019

Vu pour être annexé à la délibération du Conseil Communautaire de Grand Poitiers Communauté urbaine pour approbation en date du 12 Avril 2019.

Le Président, M. Alain CLAEYS



PLAN LOCAL D'URBANISME

Pièce I. Rapport de présentation

Volume II. Rapport d'évaluation environnementale

SOMMAIRE

Rappel réglementaire	4
Justification de la démarche d'évaluation environnementale	6
Manière dont l'évaluation a été effectuée	8
Résumé non-technique.....	9
I. COMPATIBILITÉ DU DOCUMENT D'URBANISME AVEC LES AUTRES PLANS ET PROGRAMMES.....	17
Contexte réglementaire.....	18
Le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) du Seuil du Poitou.....	20
Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) Loire-Bretagne	24
Le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) du Clain	26
Le Schéma Régional de Cohérence Écologique (SRCE) Poitou-Charentes	28
Les Plans Climat-Énergie Territoriaux (PCET)	32
Les autres plans et programmes.....	34
II. PERSPECTIVES D'ÉVOLUTION DE L'ÉTAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT	39
Rappel de l'état initial de l'environnement.....	40
Rappel du projet de territoire	69
Perspectives globales d'évolution en l'absence de mise en œuvre du PLU	77
Zones susceptibles d'être touchées de manière notable par la mise en œuvre du plan	79
III. CONSÉQUENCES ÉVENTUELLES DE L'ADOPTION DU PLAN	95
Conséquences éventuelles sur les espaces protégés pour la biodiversité	96
Conséquences éventuelles sur les espaces importants pour la biodiversité	99
Conséquences éventuelles sur les éléments de la Trame verte et bleue	103
Conséquences éventuelles sur la ressource en eau.....	105
Conséquences éventuelles sur les espaces naturels, agricoles et forestiers	108
Conséquences éventuelles en matière de risques.....	112
Conséquences éventuelles en matière de pollutions	115
Conséquences éventuelles en matière de nuisances.....	119
Conséquences éventuelles en matière de préservation des paysages et de la qualité du cadre de vie	121
Synthèse des conséquences éventuelles	124
IV. EXPLICATION DES CHOIX RETENUS POUR LE PROJET	127
Choix retenus au regard des objectifs de protection établis	128
Choix retenus au regard des solutions de substitution raisonnables.....	129
V. MESURES ENVISAGÉES POUR ÉVITER, RÉDUIRE OU COMPENSER LES CONSÉQUENCES DOMMAGEABLES.....	131
Mesures d'évitement.....	132
Mesures de réduction.....	135
Mesures de compensation	135
VI. CRITÈRES, INDICATEURS ET MODALITÉS RETENUS POUR L'ANALYSE DES RÉSULTATS.....	137
Modalités de suivi.....	138
Indicateurs de suivi des effets du plan sur l'environnement	139
Indicateurs de suivi des effets du plan sur le site Natura 2000.....	143

■ RÉGLEMENTATION AU TITRE DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT

Article R122-20 du Code de l'Environnement

I. - L'évaluation environnementale est proportionnée à l'importance du plan, schéma, programme et autre document de planification, aux effets de sa mise en œuvre ainsi qu'aux enjeux environnementaux de la zone considérée.

II. - Le rapport environnemental, qui rend compte de la démarche d'évaluation environnementale, comprend un résumé non technique des informations prévues ci-dessous :

1° Une présentation générale indiquant, de manière résumée, les objectifs du plan, schéma, programme ou document de planification et son contenu, son articulation avec d'autres plans, schémas, programmes ou documents de planification et, le cas échéant, si ces derniers ont fait, feront ou pourront eux-mêmes faire l'objet d'une évaluation environnementale ;

2° Une description de l'état initial de l'environnement sur le territoire concerné, les perspectives de son évolution probable si le plan, schéma, programme ou document de planification n'est pas mis en œuvre, les principaux enjeux environnementaux de la zone dans laquelle s'appliquera le plan, schéma, programme ou document de planification et les caractéristiques environnementales des zones qui sont susceptibles d'être touchées par la mise en œuvre du plan, schéma, programme ou document de planification. Lorsque l'échelle du plan, schéma, programme ou document de planification le permet, les zonages environnementaux existants sont identifiés ;

3° Les solutions de substitution raisonnables permettant de répondre à l'objet du plan, schéma, programme ou document de planification dans son champ d'application territorial. Chaque hypothèse fait mention des avantages et inconvénients qu'elle présente, notamment au regard des 1° et 2° ;

4° L'exposé des motifs pour lesquels le projet de plan, schéma, programme ou document de planification a été retenu notamment au regard des objectifs de protection de l'environnement ;

5° L'exposé :

a) Des effets notables probables de la mise en œuvre du plan, schéma, programme ou autre document de planification sur l'environnement, et notamment, s'il y a lieu, sur la santé humaine, la population, la diversité biologique, la faune, la flore, les sols, les eaux, l'air, le bruit, le climat, le patrimoine culturel architectural et archéologique et les paysages. Les effets notables probables sur l'environnement sont regardés en fonction de leur caractère positif ou négatif, direct ou indirect, temporaire ou permanent, à court, moyen ou long terme ou encore en fonction de l'incidence née du cumul de ces effets. Ils prennent en compte les effets cumulés du plan, schéma, programme avec d'autres plans, schémas, programmes ou documents de planification ou projets de plans, schémas, programmes ou documents de planification connus ;

b) De l'évaluation des incidences Natura 2000 mentionnée à l'article L.414-4 ;

6° La présentation successive des mesures prises pour :

a) Éviter les incidences négatives sur l'environnement du plan, schéma, programme ou autre document de planification sur l'environnement et la santé humaine ;

b) Réduire l'impact des incidences mentionnées au a ci-dessus n'ayant pu être évitées ;

c) Compenser, lorsque cela est possible, les incidences négatives notables du plan, schéma, programme ou document de planification sur l'environnement ou la santé humaine qui n'ont pu être ni évités ni suffisamment réduits. S'il n'est pas possible de compenser ces effets, la personne publique responsable justifie cette impossibilité. Les mesures prises au titre du b du 5° sont identifiées de manière particulière.

7° La présentation des critères, indicateurs et modalités-y compris les échéances-retenus :

a) Pour vérifier, après l'adoption du plan, schéma, programme ou document de planification, la correcte appréciation des effets défavorables identifiés au 5° et le caractère adéquat des mesures prises au titre du 6° ;

b) Pour identifier, après l'adoption du plan, schéma, programme ou document de planification, à un stade précoce, les impacts négatifs imprévus et permettre, si nécessaire, l'intervention de mesures appropriées ;

- 8° Une présentation des méthodes utilisées pour établir le rapport sur les incidences environnementales et, lorsque plusieurs méthodes sont disponibles, une explication des raisons ayant conduit au choix opéré ;
- 9° Le cas échéant, l'avis émis par l'État membre de l'Union européenne consulté conformément aux dispositions de l'article L. 122-9 du présent code.

■ RÉGLEMENTATION AU TITRE DU CODE DE L'URBANISME

Article R.151-3 du Code de l'Urbanisme

Au titre de l'évaluation environnementale lorsqu'elle est requise, le rapport de présentation :

- 1° Décrit l'articulation du plan avec les autres documents d'urbanisme et les plans ou programmes mentionnés à l'article L.122-4 du Code de l'Environnement avec lesquels il doit être compatible ou qu'il doit prendre en compte ;
- 2° Analyse les perspectives d'évolution de l'état initial de l'environnement en exposant, notamment, les caractéristiques des zones susceptibles d'être touchées de manière notable par la mise en œuvre du plan ;
- 3° Expose les conséquences éventuelles de l'adoption du plan sur la protection des zones revêtant une importance particulière pour l'environnement, en particulier l'évaluation des incidences Natura 2000 mentionnée à l'article L.414-4 du Code de l'Environnement ;
- 4° Explique les choix retenus mentionnés au premier alinéa de l'article L.151-4 au regard notamment des objectifs de protection de l'environnement établis au niveau international, communautaire ou national, ainsi que les raisons qui justifient le choix opéré au regard des solutions de substitution raisonnables tenant compte des objectifs et du champ d'application géographique du plan ;
- 5° Présente les mesures envisagées pour éviter, réduire et, si possible, compenser, s'il y a lieu, les conséquences dommageables de la mise en œuvre du plan sur l'environnement ;
- 6° Définit les critères, indicateurs et modalités retenus pour l'analyse des résultats de l'application du plan mentionnée à l'article L.153-27 et, le cas échéant, pour le bilan de l'application des dispositions relatives à l'habitat prévu à l'article L.153-29. Ils doivent permettre notamment de suivre les effets du plan sur l'environnement afin d'identifier, le cas échéant, à un stade précoce, les impacts négatifs imprévus et envisager, si nécessaire, les mesures appropriées ;
- 7° Comprend un résumé non technique des éléments précédents et une description de la manière dont l'évaluation a été effectuée.

Le rapport de présentation au titre de l'évaluation environnementale est proportionné à l'importance du plan local d'urbanisme, aux effets de sa mise en œuvre ainsi qu'aux enjeux environnementaux de la zone considérée.

Article R.151-4 du Code de l'Urbanisme

Le rapport de présentation identifie les indicateurs nécessaires à l'analyse des résultats de l'application du plan mentionnée à l'article L.153-27 et, le cas échéant, pour le bilan de l'application des dispositions relatives à l'habitat prévue à l'article L.153-29.

JUSTIFICATION DE LA DÉMARCHE D'ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE

La collectivité a soumis le projet de révision du Plan Local d'Urbanisme de Sèvres-Anxaumont à l'avis de la Mission Régionale d'Autorité Environnementale Nouvelle Aquitaine, dans le cadre de la procédure d'examen « au cas par cas », au titre des articles R.104-28 et suivants du Code de l'Urbanisme.

Par décision n°MRAe 2017DKNA78 du 8 Juin 2017, la révision du PLU de Sèvres-Anxaumont est soumise à évaluation environnementale. L'avis délivré par la MRAE est reproduit ci-dessous. Le présent document constitue la réponse à cette demande.

**Décision de la Mission régionale d'autorité environnementale
après examen au cas par cas portant,
en application de l'article R. 104-28 du Code de l'urbanisme,
sur la révision du plan local d'urbanisme de la
commune de Sèvres-Anxaumont (Vienne)**

n°MRAe 2017DKNA78

dossier KPP-2017-n°4734

**Le Président de la Mission Régionale d'Autorité environnementale
Nouvelle-Aquitaine**

Vu la directive 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement ;

Vu le Code de l'urbanisme, notamment ses articles L. 104-1 et suivants et R. 104-8 et suivants ;

Vu le décret du n° 2016-519 du 28 avril 2016 portant réforme de l'Autorité environnementale ;

Vu l'arrêté du 12 mai 2016 portant nomination des membres des Missions Régionales d'Autorité environnementale (MRAe) du Conseil général de l'environnement et du développement durable ;

Vu la décision du 14 juin 2016 de la Mission Régionale d'Autorité environnementale portant délégation de compétence aux membres permanents pour statuer sur les demandes d'examen au cas par cas présentées au titre des articles R. 122-18 du Code de l'environnement et R. 104-28 du Code de l'urbanisme ;

Vu la demande d'examen au cas par cas transmise par la communauté d'agglomération du Grand Poitiers, reçue le 18 avril 2017, par laquelle celle-ci demande à la Mission régionale d'autorité environnementale s'il est nécessaire de réaliser une évaluation environnementale à l'occasion de la révision du plan local d'urbanisme de la commune de Sèvres-Anxaumont ;

Vu l'avis de l'Agence régionale de santé en date du 15 mai 2017 ;

Considérant que la commune de Sèvres-Anxaumont (2 026 habitants en 2014, estimée dans le dossier à 2085 en 2016, sur un territoire de 15,49 km²) a prescrit, le 20 juin 2014, une révision de son plan local d'urbanisme approuvé le 11 avril 2007 ;

Considérant que la commune envisage l'accueil de 208 habitants supplémentaires entre 2016 et 2026 ;

Considérant que le projet communal souhaite ainsi permettre la construction d'environ 170 logements ;

Considérant que, pour cela, la commune mobilise 18,6 hectares de zones à urbaniser en extension urbaine,

toutes destinations confondues (habitat pour 14,3 hectares, activités économiques pour 2,2 hectares, équipements publics pour 2,1 hectares) ;

Considérant que le dossier indique que le bourg dispose de nombreux espaces aptes au développement de l'habitat au sein de l'enveloppe urbaine mais n'explicite pas les surfaces concernées ; que le projet envisage également de permettre la densification de hameaux et villages sans indiquer leur capacité résiduelle ; qu'il est ainsi impossible d'évaluer la réelle consommation foncière de la commune et les densités associées ;

Considérant que la commune est concernée par deux réservoirs de biodiversité, un corridor écologique et deux zones de conflit potentiel entre des espaces naturels et des espaces anthropisés identifiés dans le schéma régional de cohérence écologique (SRCE) de Poitou-Charentes, sans que le dossier ne permette d'appréhender la prise en compte de ces enjeux environnementaux dans le projet communal ;

Considérant que le dossier ne décrit pas la sensibilité écologique des secteurs ouverts à l'urbanisation ;

Considérant qu'il indique que les investigations de terrain ont été menées au cours de l'hiver 2014-2015 ; que cette saison est la moins favorable pour l'observation de la faune et de la flore ; qu'ainsi l'absence de milieux ou espaces présentant des enjeux environnementaux n'est pas suffisamment démontrée ;

Considérant que le dossier comprend une cartographie de pré-localisation des zones humides ; que les espaces à dominante humide couvrent une surface importante évaluée à 75 hectares ; qu'aucune visite de terrain ne semble avoir été réalisée pour préciser la carte de pré-localisation ; qu'aucune information sur la prise en compte des éléments de connaissance disponibles n'est fournie, notamment pour les zones humides situées en bordures des secteurs urbanisés ou à urbaniser ;

Considérant que la prise en compte du risque remontée de nappe dans les secteurs ouverts à l'urbanisation concernés par une sensibilité forte à très forte n'est pas explicitée ;

Considérant qu'il ne ressort ni des éléments fournis par le pétitionnaire, ni de l'état des connaissances actuelles, que le projet de révision du plan local d'urbanisme de la commune de Sèvres-Anxaumont ne soit pas susceptible d'avoir des incidences significatives sur la santé humaine et l'environnement au sens de l'annexe II de la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement ;

Décide :

Article 1^{er} :

En application de l'article R. 104-28 du Code de l'urbanisme, le projet de révision du plan local d'urbanisme de la commune de Sèvres-Anxaumont (86) **est soumis à évaluation environnementale**.

Article 2 :

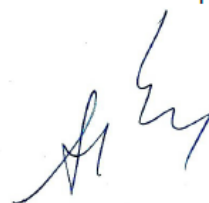
La présente décision, délivrée en application de l'article R. 104-28 du Code de l'urbanisme ne dispense pas des autres procédures auxquelles le projet peut être soumis.

Article 3 :

La présente décision sera publiée sur le site Internet de la formation Autorité environnementale du CGEDD <http://www.mrae.developpement-durable.gouv.fr> .

Fait à Bordeaux, le 8 juin 2017

Le Membre permanent titulaire
de la MRAe Nouvelle-Aquitaine



Hugues AYPHASSORHO

MANIÈRE DONT L'ÉVALUATION A ÉTÉ EFFECTUÉE

L'évaluation environnementale du Plan Local d'Urbanisme a été réalisée conformément aux dispositions prévues à l'article R.151-3 du Code de l'Urbanisme. Le rapport de présentation du Plan Local d'Urbanisme reprend la trame démonstrative prévue par la Loi :

- Analyse de la compatibilité du document d'urbanisme avec les autres plans et programmes.
- Analyse des perspectives d'évolution de l'état initial de l'environnement.
- Description des caractéristiques des zones susceptibles d'être touchées de manière notable.
- Analyse des conséquences éventuelles de l'adoption du plan.
- Explication des choix retenus et solutions de substitution envisagées.
- Présentation de mesures mises en œuvre pour éviter, réduire ou compenser les conséquences dommageables.
- Définition d'indicateurs pour le suivi des effets du plan sur l'environnement.
- Rédaction d'un résumé non technique.

La prise en compte de l'environnement a été réalisée selon une **approche itérative** tout au long de l'élaboration du projet. La synthèse des données récoltées lors de l'état initial de l'environnement a ainsi révélé les grands enjeux environnementaux qui concernent le territoire communal. Ces enjeux ont constitué un cadre fixe au sein duquel le projet de développement de la collectivité a été progressivement constitué.

L'approche itérative a permis à la collectivité de décider des premières orientations du projet dans une logique de moindre incidence sur l'environnement. La définition de l'environnement comme « porte d'entrée » du projet permet ainsi d'éviter de générer des conséquences dommageables dans les décisions d'aménagement du territoire.

L'évaluation environnementale a également été réalisée dans une **logique de proportionnalité**. Le choix des secteurs pouvant être le support du développement résidentiel a été réalisé en conservant comme priorité la protection de la richesse biologique du territoire, ainsi que le maintien de la fonctionnalité écologique des continuités écologiques identifiées. La prise en compte de ces enjeux a conduit à localiser le projet de développement de l'habitat, des équipements et des activités économiques dans le Bourg de Sèvres-Anxaumont et les principaux villages, majoritairement en espaces interstitiels, et à limiter les possibilités de construction de nouveaux logements en dehors du Bourg aux seuls villages de « Chantelle », « Anxaumont » et « Le Chiron des Trois Fusées ». Cette prise en compte justifie également la délimitation d'un vaste secteur naturel « N » sur le territoire communal et celle du secteur agricole « A » dans les espaces majoritairement agricoles. Les réponses réglementaires sont, en ce sens, proportionnées aux enjeux identifiés à l'état initial de l'environnement

Cette démarche de projet (approche itérative et logique de proportionnalité) évite que l'adoption du plan ne génère des conséquences dommageables sur la biodiversité, et notamment sur les zones revêtant une importance particulière pour l'environnement. La réponse apportée aux besoins anthropiques ne contraint pas le développement biologique.

PRÉSENTATION GÉNÉRALE DE LA COMMUNE

La commune est située à 8 kilomètres à l’Est de Poitiers, chef-lieu du département et ancien chef-lieu de région. Située sur la RD 951 (axe Poitiers / Chauvigny / Le Blanc, en Indre) qui marque pour partie sa limite Sud, Sèvres-Anxaumont est limitrophe des communes de Bignoux, Lavoux, Mignaloux-Beauvoir, Poitiers, Saint-Julien-l’Ars et Savigny-Lévescault.

Cartographie générale du territoire communal



p.9/143

La commune comporte de nombreuses surfaces boisées. Les unités les plus denses sont localisées en parties Nord et Est de la commune (prolongement du Bois de Lirec, sur la commune de Bignoux). De nombreuses unités de taille plus modeste sont réparties sur le territoire communal.

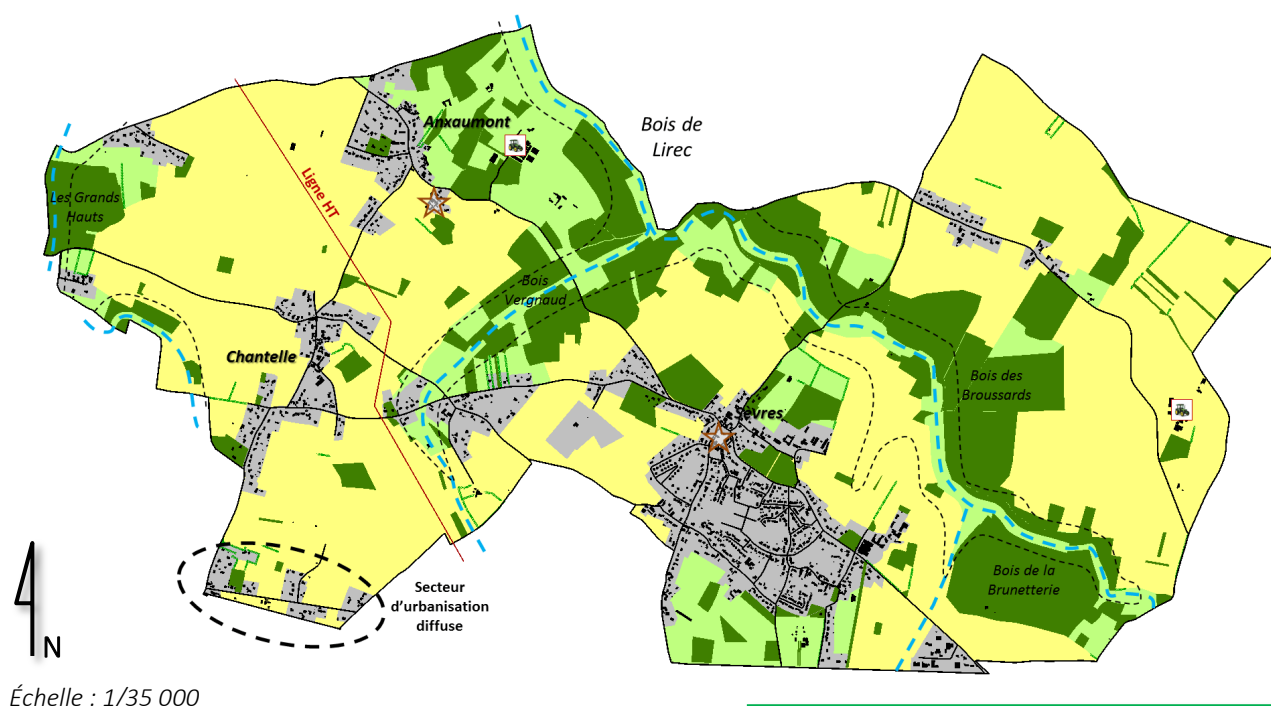
Le territoire de la commune de Sèvres-Anxaumont est occupé comme suit : à 70,1% de terres agricoles, à 19,8% de forêts et milieux semi-naturels et à 10,1% de terres artificialisées (Bourg et espaces bâtis).¹ Les espaces naturels de la commune sont divers : forêts (19,8%) et prairies à vocation agricole (1,6%).

Plusieurs continuités bâties sont répertoriées par la base CORINE Land Cover. Il s'agit en premier lieu du tissu urbain du Bourg, installé en partie Sud de la commune. Le Bourg d'Anxaumont et les villages de « Chantelle » et « Le Chiron des Trois Fusées » sont également considérés comme un tissu bâti. Enfin, au Sud-Ouest du territoire communal, le groupement des lieux-dits « La Vallée des Touches » et « Banlègre », en bordure de la RD 951, forment également un ensemble bâti.

■ CONTEXTE PAYSAGER ET ENVIRONNEMENTAL

Le territoire communal offre des paysages de bonne qualité du fait du modelé topographique et d'une couverture végétale pérenne, conséquentes par endroits. Dans le contexte périurbain de Poitiers, c'est un atout réel qui participe de l'attrait de la commune.

Principaux éléments composant les paysages de Sèvres Anxaumont



Échelle : 1/35 000

LÉGENDE

- Paysages ouverts
- Paysages fermés
- Boisements
- Vallées sèches
- Paysages bâtis
- Éléments patrimoniaux remarquables
- Principaux sites agricoles
- Ligne électrique HT

¹ Source : Base de données CORINE Land Cover 2012.

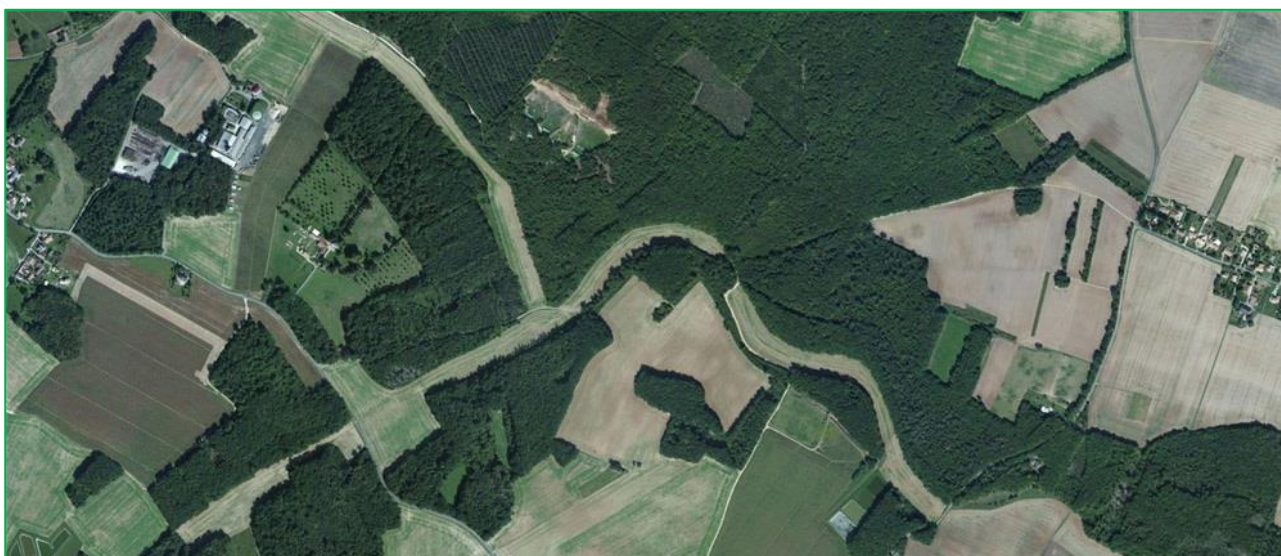
Les zones de paysages ouverts sont majoritaires sur l'ensemble de la commune. Ces zones, très sensibles du point de vue paysager, génèrent de très longues relations visuelles par-dessus les lignes de crêtes du relief et exposent tous les éléments bâtis importants (hangars, silos, bâtiments d'activités ainsi que les hameaux).

Ces secteurs se retrouvent plus particulièrement à l'Ouest et à l'Est de la commune. Elles sont souvent ponctuées de petits ensembles boisés.

Le paysage communal présente des secteurs relativement fermés sans pour autant avoir une typologie de paysage de bocage. En effet, même si l'on note la présence de quelques haies de qualité, elles ne constituent pas un maillage parcellaire. On note la présence de ces haies à l'Est et au Nord du Bourg, à proximité de « Peumartin » et de « La Tourette ».

Les secteurs de paysages fermés sont générés principalement par des mouvements de relief accompagnés des boisements qui les entourent, l'ensemble définissant des « poches visuelles » circonscrites par des barrières limitant les vues. Ces terres, comprises entre lignes de crêtes et boisements, sont occupées par des prairies et des cultures céréalières.

La commune de Sèvres-Anxaumont est parcourue en son centre par un réseau de vallées sèches. Elles sont caractérisées par la présence de boisements qui encadrent des zones de terres cultivées, situées dans le creux de la vallée, humides en hiver.



Les vallées sèches, dont les fonds, plus fertiles, sont cultivés, sont visibles dans les massifs forestiers.

Le modelé topographique et la présence de nombreux bois et bosquets constituent la base du potentiel biologique de la commune. Au Nord du territoire communal, la ZNIEFF du « Bois de Lirec », d'une superficie totale de 189 hectares, occupe 44 hectares sur Sèvres-Anxaumont. C'est le seul élément notable en matière environnementale. Toutefois, cette « nature ordinaire » ne doit pas être négligée dans le contexte actuel d'érosion de la biodiversité. Tout espace naturel doit être perçu comme un refuge.

Enfin, les enjeux doivent être perçus à un niveau global intercommunal, sans négliger la porosité entre les différents espaces. Ainsi, à Sèvres-Anxaumont, la présence d'espaces boisés en périphérie immédiate du Bourg et même au sein du tissu pavillonnaire est riche de possibilités.

■ PROJET DE LA COLLECTIVITÉ

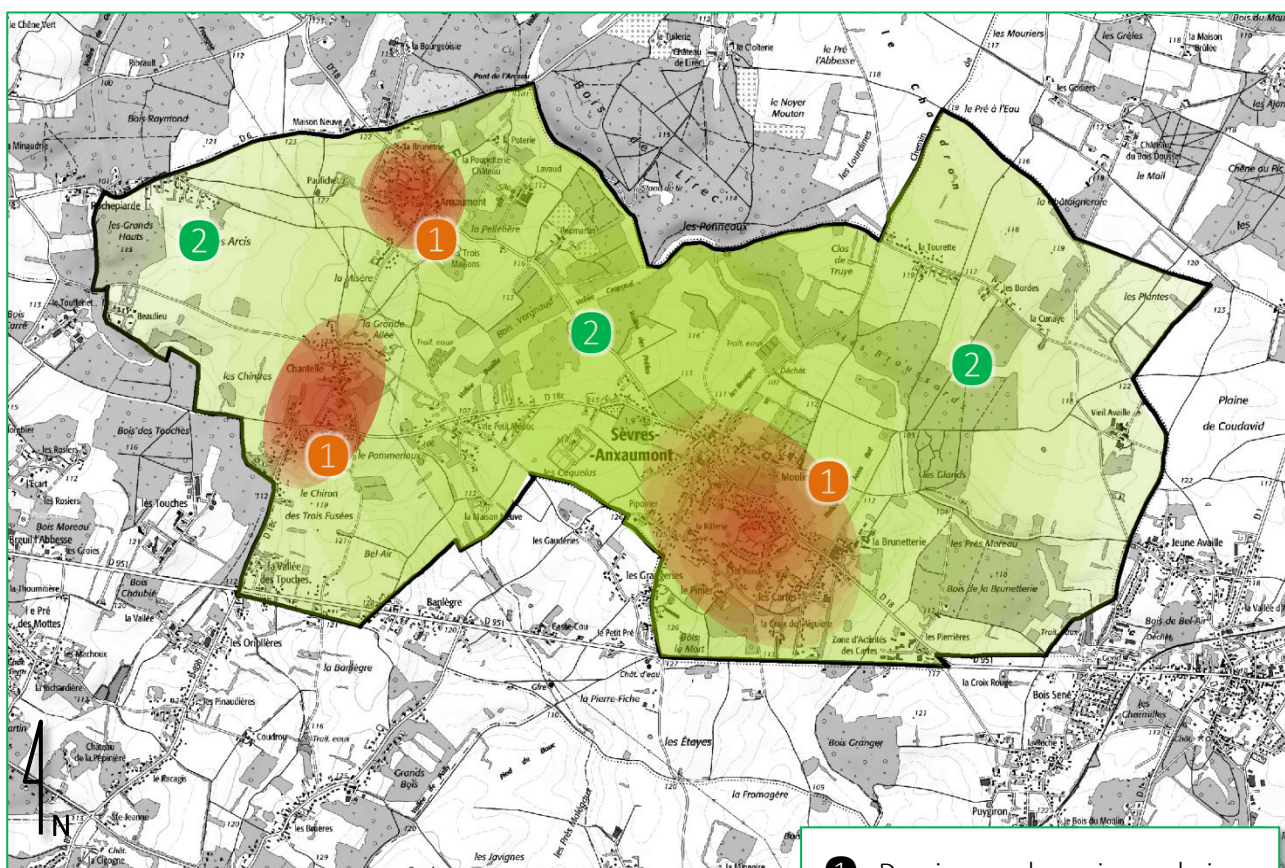
Le projet de la collectivité est détaillé au sein du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD), qui synthétise en trois volets (environnemental, social et économique) les grandes orientations retenues à Saint-Sauvant pour les dix ans à venir.

Orientations environnementales

Le projet porté par le Plan Local d'Urbanisme ne porte pas de conséquence dommageable pour l'environnement en raison d'une prise en compte de cette dimension dès l'engagement de la procédure et tout au long de l'élaboration du projet.

Cet évitement des conséquences dommageables est caractérisé par :

- La **centralisation du projet résidentiel** sur le Bourg et trois des principaux villages, évitant un mitage du territoire par le bâti. La cartographie ci-après traduit cette réalité du projet.



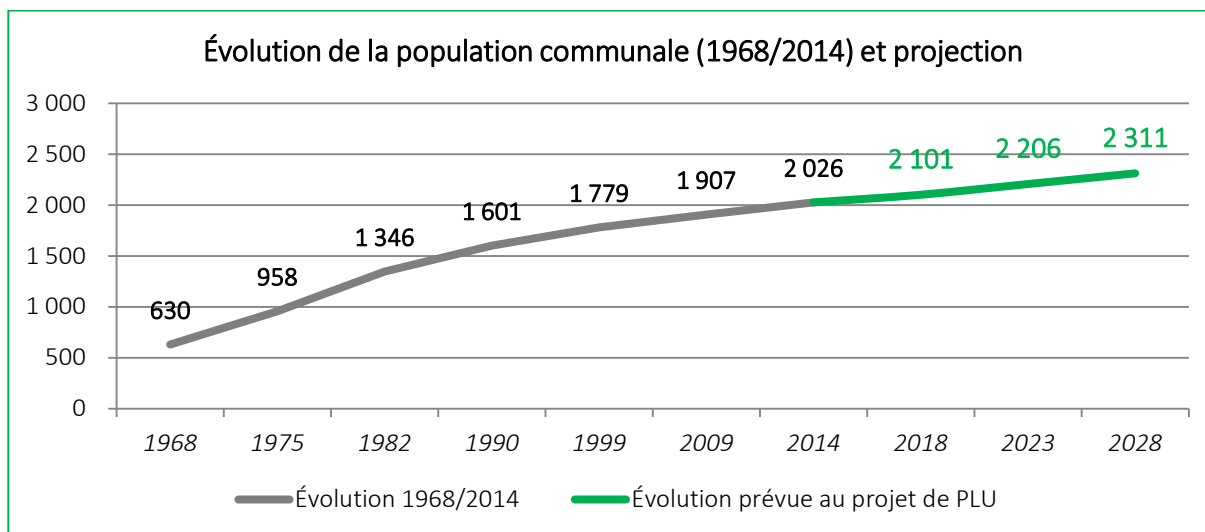
Source : SIG Parcours, cadastre PCI vecteur (DGFIP), données IGN SCAN 25 - Échelle : 1/40 000

- La **protection des éléments d'intérêt biologique**, avec le classement des espaces à enjeux biologiques en secteur naturel « N » au projet de zonage et des espaces à enjeux biologiques moindres en secteur agricole « A ». En sus, les éléments de la trame verte et bleue communale font l'objet d'une protection spécifique.

Sur le plan environnemental, la commune souhaite préserver la richesse environnementale du territoire, dans toutes ses constituantes, le cadre de vie (architecture, paysage...) et structurer le territoire de manière éco-responsable, en favorisant notamment le Bourg de Sèvres-Anxaumont comme centralité.

Orientations sociales

Sur le plan social, la commune souhaite maintenir une vitalité démographique adaptée au contexte communal périurbain et mettre en œuvre une politique de l'habitat qui réponde aux besoins diagnostiqués. Cette volonté passe par un scénario d'accroissement mesuré de la population dans les 10 ans à venir, à hauteur de 10% au total, soit l'accueil d'environ 210 nouveaux habitants



Les implications spatiales de ce projet démographique ont été maîtrisées par la **conception d'un projet démographique adapté** au contexte communal, qui a eu pour priorité de concentrer le développement de l'habitat sur la reprise du bâti vacant, la mobilisation des espaces interstitiels du Bourg et des villages, l'identification du bâti susceptible de changer de destination en zones agricole et naturelle, mobilisant ainsi tous les leviers susceptibles d'éviter les incidences significatives sur les espaces naturels, agricoles et forestiers avant d'ouvrir de nouvelles zones à l'urbanisation.

Cette démarche a permis de faire en sorte que l'essentiel du potentiel d'accueil défini au PLU soit localisé en centre-bourg et, en conséquence, favorise le « vivre-ensemble » à l'échelle de l'ensemble de la population.

Au-delà de ce principe de base, une **réflexion sur les déplacements doux** a été conduite afin de les favoriser, notamment dans les secteurs ouverts à l'urbanisation afin de favoriser les liens entre périphéries et centre-bourg.

Outre cette démarche spatiale, la commune s'est attachée à renforcer son niveau d'équipements et de services, à savoir :

- **Renforcer prioritairement les équipements du centre-bourg afin de conforter sa fonction de centralité**
 - Maintien des équipements scolaires en centre-bourg et augmentation de leurs capacités, en appui sur les équipements proches.
 - Extension d'un pôle de santé sur la place Sadebria, regroupant des services et des professions libérales liés à ce secteur.
 - Aménagement léger du parc de la Maison des Sadébriens pour les usages de loisirs et de tourisme, tout en respectant son rôle de réservoir de biodiversité.

- **Anticiper l'évolution des besoins globaux à long terme**

- Maintien, à long terme, d'une réserve foncière au Nord du bourg afin de disposer d'un site d'accueil pour un nouvel équipement, justifié par des besoins locaux ou intercommunaux.
- Accompagnement de la collectivité dans l'équipement numérique du territoire, en partenariat avec les collectivités compétentes.

Orientations économiques

En tant que commune périurbaine, Sèvres-Anxaumont porte des enjeux économiques très divers.

En ce qui concerne les **enjeux liés à l'espace agricole et à la présence de boisements**, le projet défini s'attache aux objectifs suivants :

- **Organiser le développement des entreprises agricoles dans un contexte périurbain**

- Prise en compte des besoins des entreprises et application d'un principe de regroupement des aménagements et constructions agricoles, en continuité des sites d'exploitation existants, afin d'améliorer la compatibilité entre agriculture, habitat et environnement.
- Application du principe de gestion économe des sols afin de limiter le prélèvement de foncier agricole et protection des espaces agricoles contre l'urbanisation diffuse par la maîtrise de l'urbanisation, notamment sur les villages et lieux-dits.

- **Prendre en compte les activités sylvicoles**

- Délimitation d'une zone naturelle et forestière sur les principaux secteurs boisés, autorisant les constructions et installations liées et nécessaires à l'exploitation sylvicole.

En ce qui concerne les **enjeux liés à une fonction commerciale de plus en plus présente**, du fait de l'augmentation de la population et de la volonté de préserver, voire d'amplifier, le potentiel d'emploi à valeur ajoutée pour le territoire (artisanat, petite industrie...), le projet défini s'attache aux objectifs suivants :

- **Stimuler le développement commercial local**

- Soutien aux commerces locaux par l'accueil de nouveaux habitants à proximité immédiate du centre-bourg et la création de liaisons douces entre les espaces commerciaux et les nouveaux quartiers d'habitat.
- Renforcement du rôle central de la place Sadebria dans la vie de la commune : maintien de l'école, diversification de l'offre de logements et de commerces et aménagement des espaces publics.

- **Renforcer le tissu de petites entreprises**

- Aménagement de la zone d'activités des « Cartes » pour une meilleure attractivité et visibilité, et sécurisation de ses abords routiers.
- Réponse aux besoins de développement des PME présentes sur le territoire communal, en particulier sur les villages.

- **Accueillir de nouvelles entreprises dans le cadre intercommunal**

- Extension, à long terme, de la zone d'activités économique des « Cartes », en appui sur la future déviation routière de Saint-Julien-l'Ars.

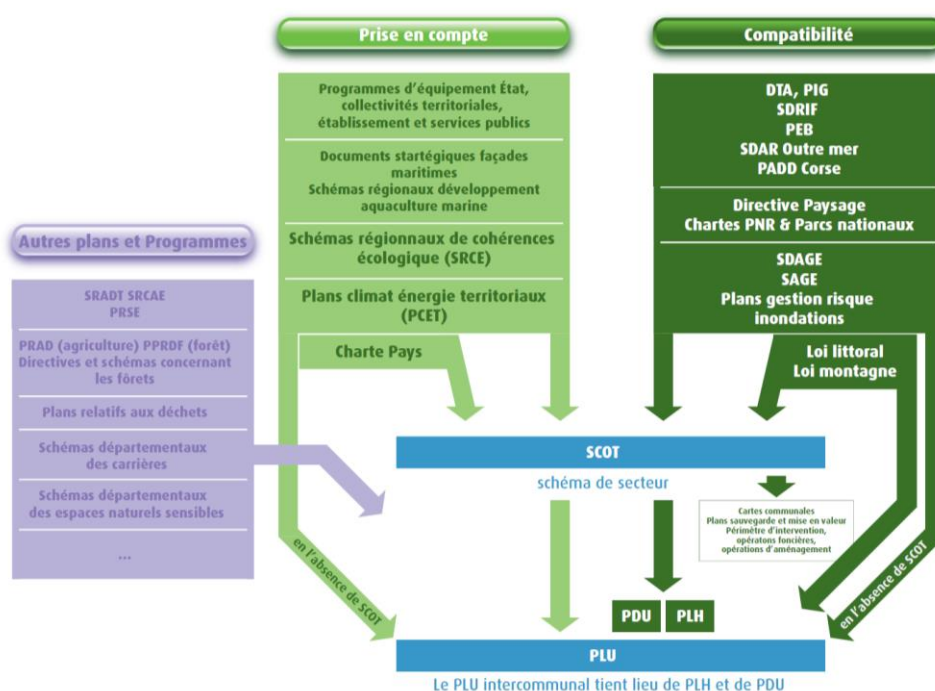
Synthèse

Le projet de Plan Local d'Urbanisme porte une réduction des surfaces urbanisables par rapport au précédent document d'urbanisme (zones urbaine et à urbaniser), dans une logique de lutte contre l'étalement urbain.

Zone	PLU d'Avril 2007	Projet de Plu (2019)	Évolution
Zone urbaine (U)	203,8 ha	157,0 ha	-46,8 ha
Zone à urbaniser (AU)	56,8 ha	18,1 ha	-38,7 ha
Zone naturelle (N)	497,4 ha	608,0 ha	+110,6 ha
Zone agricole (A)	807,4 ha	765,9 ha	-41,5 ha

Au bilan global, le projet permet de réduire la consommation d'espace potentielle en réduisant les surfaces ouvertes à l'urbanisation de 70,31 hectares.

I. COMPATIBILITÉ DU DOCUMENT D'URBANISME AVEC LES AUTRES PLANS ET PROGRAMMES



■ OBLIGATIONS DE COMPATIBILITÉ ET DE PRISE EN COMPTE DES PLANS LOCAUX D'URBANISME (RAPPEL RÉGLEMENTAIRE)

Article L.131-4 du Code de l'Urbanisme

Les plans locaux d'urbanisme et les documents en tenant lieu ainsi que les cartes communales sont compatibles avec :

- 1° Les schémas de cohérence territoriale prévus à l'article L.141-1 ;*
- 2° Les schémas de mise en valeur de la mer prévus à l'article 57 de la Loi n° 83-8 du 7 Janvier 1983 ;*
- 3° Les plans de déplacements urbains prévus à l'article L.1214-1 du Code des Transports ;*
- 4° Les programmes locaux de l'habitat prévus à l'article L.302-1 du Code de la Construction et de l'Habitation ;*
- 5° Les dispositions particulières aux zones de bruit des aéroports conformément à l'article L.112-4.*

Article L.131-5 du Code de l'Urbanisme

Les plans locaux d'urbanisme et les documents en tenant lieu prennent en compte le plan climat-air-énergie territorial prévu à l'article L.229-26 du Code de l'Environnement.

Article L.131-7 du Code de l'Urbanisme

En l'absence de schéma de cohérence territoriale, les plans locaux d'urbanisme, les documents en tenant lieu et les cartes communales sont compatibles, s'il y a lieu, avec les documents énumérés aux 1° à 10° de l'article L.131-1 et prennent en compte les documents énumérés à l'article L.131-2.

Lorsqu'un de ces documents est approuvé après l'approbation d'un plan local d'urbanisme, d'un document en tenant lieu ou d'une carte communale, ces derniers sont, si nécessaire, rendus compatibles ou les prennent en compte dans un délai de trois ans.

■ OBLIGATIONS DE COMPATIBILITÉ ET DE PRISE EN COMPTE DES PLANS LOCAUX D'URBANISME EN L'ABSENCE DE SCHÉMA DE COHÉRENCE TERRITORIALE APPROUVÉ

Article L.131-1 du Code de l'Urbanisme

Les schémas de cohérence territoriale sont compatibles avec :

- 1° Les dispositions particulières au littoral et aux zones de montagne prévues aux chapitres I et II du titre II ou les modalités d'application de ces dispositions particulières lorsqu'elles ont été précisées pour le territoire concerné par une directive territoriale d'aménagement prévue par l'article L.172-1 ;*
- 2° Les règles générales du fascicule du schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires prévu à l'article L.4251-3 du Code Général des Collectivités Territoriales pour celles de leurs dispositions auxquelles ces règles sont opposables ;*
- 3° Le schéma directeur de la région d'Île-de-France prévu à l'article L.123-1 ;*
- 4° Les schémas d'aménagement régional de la Guadeloupe, la Guyane, la Martinique, Mayotte et La Réunion prévus à l'article L.4433-7 du code général des collectivités territoriales ;*

5° Le plan d'aménagement et de développement durable de Corse prévu à l'article L.4424-9 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

6° Les chartes des parcs naturels régionaux prévues à l'article L.333-1 du Code de l'Environnement ;

7° Les chartes des parcs nationaux prévues à l'article L.331-3 du Code de l'Environnement ;

8° Les orientations fondamentales d'une gestion équilibrée de la ressource en eau et les objectifs de qualité et de quantité des eaux définis par les schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux prévus à l'article L.212-1 du Code de l'Environnement ;

9° Les objectifs de protection définis par les schémas d'aménagement et de gestion des eaux prévus à l'article L.212-3 du Code de l'Environnement ;

10° Les objectifs de gestion des risques d'inondation définis par les plans de gestion des risques d'inondation pris en application de l'article L.566-7 du Code de l'Environnement, ainsi qu'avec les orientations fondamentales et les dispositions de ces plans définies en application des 1° et 3° du même article L.566-7 ;

[...]

Article L.131-2 du Code de l'Urbanisme

Les schémas de cohérence territoriale prennent en compte :

1° Les objectifs du schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires prévu à l'article L.4251-3 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

2° Les schémas régionaux de cohérence écologique prévus à l'article L.371-3 du Code de l'Environnement ;

3° Les schémas régionaux de développement de l'aquaculture marine prévus à l'article L.923-1-1 du Code Rural et de la Pêche maritime ;

4° Les programmes d'équipement de l'État, des collectivités territoriales et des établissements et services publics ;

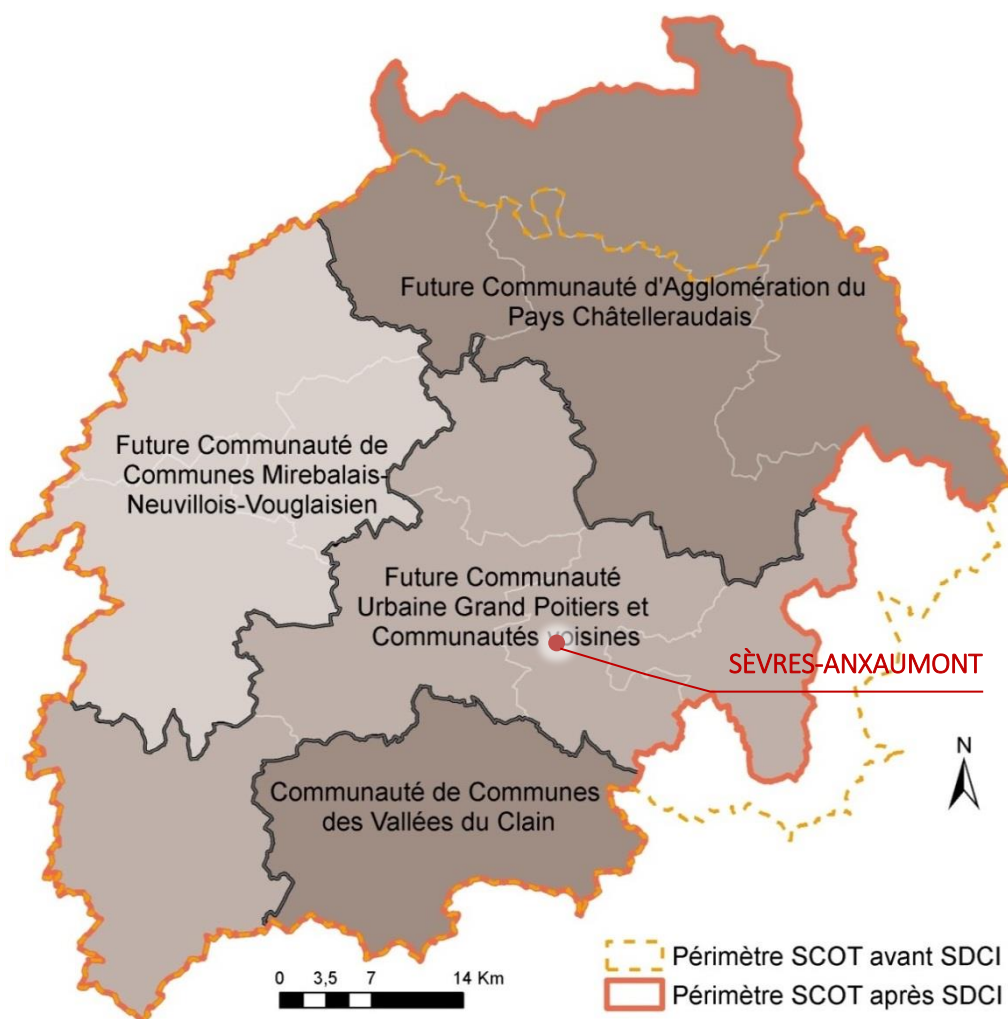
5° Les schémas régionaux des carrières prévus à l'article L.515-3 du Code de l'Environnement.

En l'absence de Schéma de Cohérence Territoriale approuvé sur la commune de Sèvres-Anxaumont, la prise en compte des plans et programmes détaillés aux articles L.131-1 et L.131-2 du Code de l'Urbanisme est décrite ci-après.

LE SCHÉMA DE COHÉRENCE TERRITORIALE (SCOT) DU SEUIL DU POITOU

■ CONTEXTE TERRITORIAL ET INSTITUTIONNEL

La commune de Sèvres-Anxaumont est incluse dans le périmètre arrêté du Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) du Seuil du Poitou, animé par le Syndicat Mixte pour l'Aménagement du Seuil du Poitou (SMASP). Le périmètre de ce SCoT a été publié par Arrêté Préfectoral en date du 22 Août 2008 (Arrêté n°2008-ATDL-SCOT-1).



Source : Site internet du SMASP (Mars 2016)

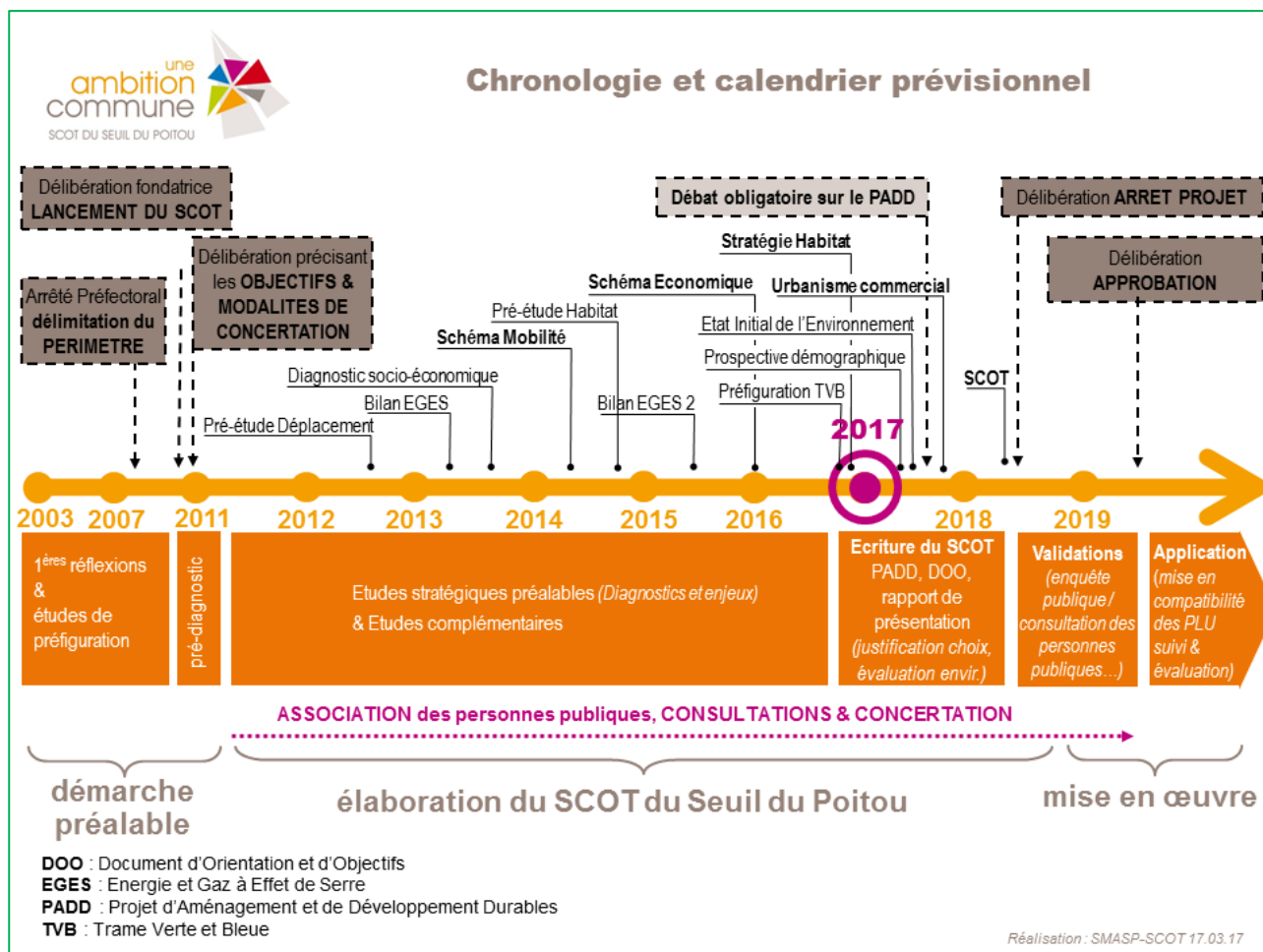
La modification du Schéma Départemental de Coopération Intercommunale (SDCI) en Mars 2016 a entraîné une modification du périmètre du SCoT à compter de Janvier 2017 afin de tenir compte des nouvelles intercommunalités. Le SCoT couvre les agglomérations de Poitiers et Châtelleraut et, désormais, un total de 140 communes et 340 000 habitants (chiffres 2013).

Après une phase de pré-diagnostic (2011/2012) et la réalisation d'un diagnostic territorial (période 2012/2017), le SCoT est en cours d'écriture (PADD et DOO en 2017/2018), comme indiqué sur le calendrier prévisionnel suivant.

Un schéma de mobilités a été validé en 2014 et un schéma de développement et d'aménagement économique finalisé en Novembre 2015.

Parallèlement, des études complémentaires sont conduites sur les consommations énergétiques et les émissions de gaz à effet de serre, sur l'état de la biodiversité et les dynamiques d'évolution associées, ou encore sur les tendances et évolutions démographiques à venir.

Calendrier prévisionnel d'élaboration du SCOT des aires urbaines de Poitiers et Châtelleraut



Source : Site internet du SMASP (Mai 2018)

Au moment de l'élaboration du PLU, seuls les grands enjeux émergents du SCOT définis lors de la phase de pré-diagnostic, sont connus. Ceux-ci s'articulent autour de trois axes :

- Axe 1 : Comment développer l'attractivité et la compétitivité du territoire ? (pilier économique)
- Axe 2 : Comment faire face aux défis environnementaux et énergétiques ? (pilier environnemental)
- Axe 3 : Comment améliorer la qualité de vie en faisant jouer la solidarité territoriale ? (pilier social)

■ COMPATIBILITÉ DU PLAN LOCAL D'URBANISME AVEC LES PREMIERS ENJEUX DU SCOT

Le Plan Local d'Urbanisme est compatible avec les enjeux du SCOT du Seuil du Poitou. La cohérence établie entre les deux documents est la suivante.

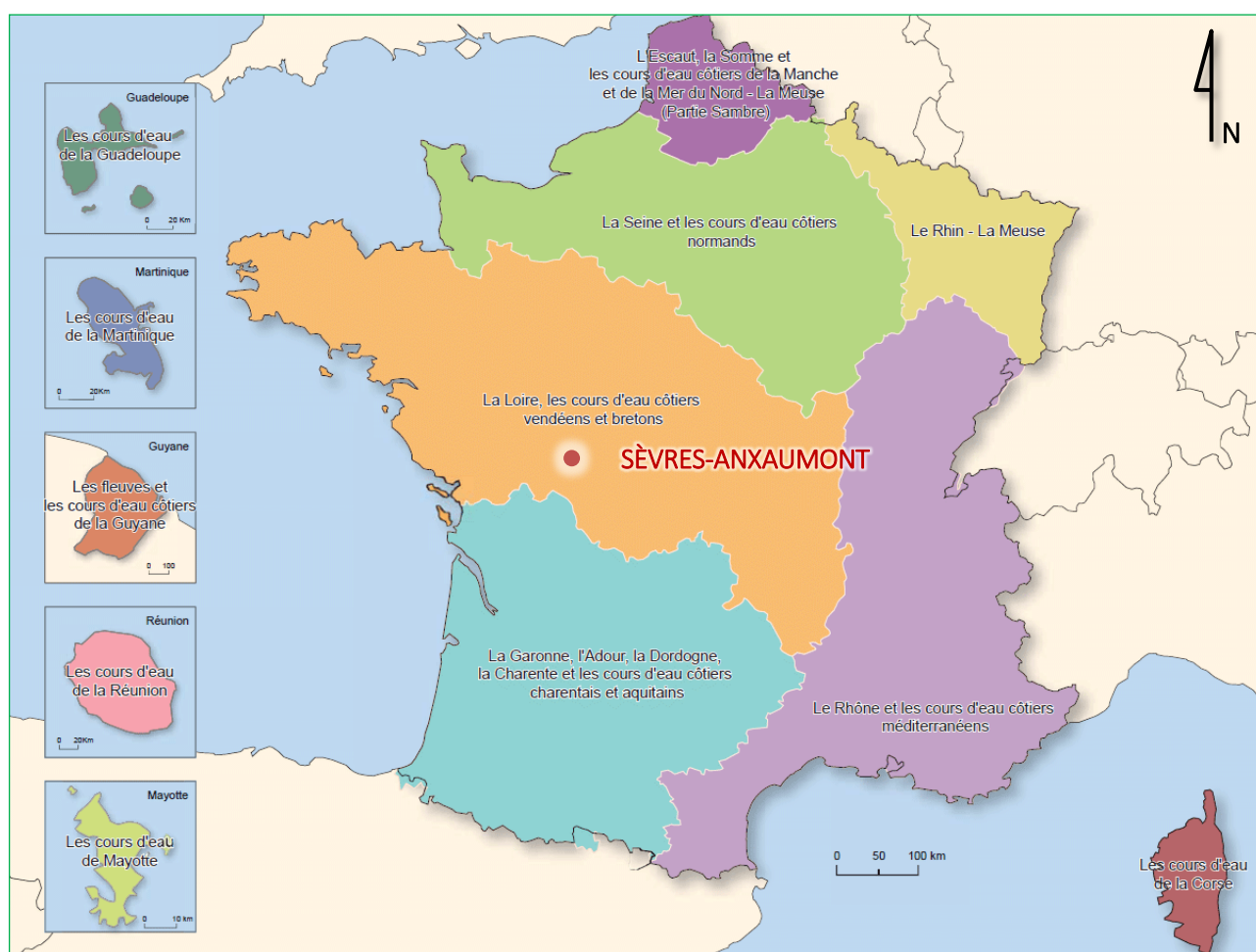
Enjeux du Schéma de Cohérence Territoriale du Seuil du Poitou	Réponse à ces enjeux au Plan Local d'Urbanisme
Positionner le territoire du SCOT dans le Grand Ouest Atlantique.	Sans objet.
Saisir l'opportunité de la croissance démographique.	Ces enjeux sont traités à travers l'orientation n°4 du Projet d'Aménagement et de Développement Durables « Maintenir la vitalité démographique en proposant une offre élargie de logements ».
Construire une stratégie de développement économique dans une approche intégrée, au service de l'attractivité du territoire et de la qualité de vie des habitants.	Ces enjeux sont traités à travers l'orientation n°9 du Projet d'Aménagement et de Développement Durables « Développer les activités économiques locales pour équilibrer le territoire ».
Économiser l'espace et limiter l'artificialisation des sols.	Les espaces dédiés à l'urbanisation sont principalement localisés en espaces interstitiels du Bourg et des principaux villages. Le PLU propose par ailleurs une consommation d'espace modérée (10,0 hectares) et une réduction des zones ouvertes à l'urbanisation de 70,3 hectares par rapport au document d'urbanisme précédent.
Préserver les ressources naturelles et les paysages.	Ces enjeux sont traités à travers les orientations n°1 et n°2 du Projet d'Aménagement et de Développement Durables « Protéger les éléments naturels » et « Préserver un cadre de vie harmonieux ».
Limiter les risques et nuisances.	Le PLU intègre un diagnostic des risques et les secteurs définis comme constructibles en tiennent compte.
Favoriser l'adaptation du territoire aux changements climatiques et à la nouvelle donne énergétique.	Ces enjeux sont traités à travers l'orientation n°3 du Projet d'Aménagement et de Développement Durables : « Contribuer à la lutte contre le réchauffement climatique et s'y adapter ».
Adapter l'offre de logements aux besoins et répartir cette offre sur le territoire de manière à faciliter l'accès des habitants aux emplois et aux services.	Ces enjeux sont traités à travers les orientations n°5 et n°6 du Projet d'Aménagement et de Développement Durables « Renforcer le Bourg par l'accueil prioritaire de nouveaux habitants » et « Maîtriser le développement de l'habitat sur l'espace rural ».
Permettre la mobilité de tous et limiter les nuisances liées à l'automobile en articulant développement urbain et réseaux de transport collectif.	Les enjeux de limitation des nuisances automobiles sont pris en compte à travers l'orientation n°8 du Projet d'Aménagement et de Développement Durables : « Organiser et sécuriser les déplacements sur le territoire ».

Enjeux du Schéma de Cohérence Territoriale du Seuil du Poitou	Réponse à ces enjeux au Plan Local d'Urbanisme
Permettre un accès facilité de tous aux services et équipements de proximité en assurant un maillage régulier du territoire en pôles de services.	Les enjeux de limitation des nuisances automobiles sont pris en compte à travers l'orientation n°7 du Projet d'Aménagement et de Développement Durables : « Adapter le niveau d'équipements et de services ».
S'organiser pour bénéficier des retombées économiques du développement de la locomotive régionale.	Ces enjeux sont traités à travers l'orientation n°8 du Projet d'Aménagement et de Développement Durables : « Développer les activités économiques locales pour équilibrer le territoire ».

LE SCHÉMA DIRECTEUR D'AMÉNAGEMENT ET DE GESTION DES EAUX (SDAGE) LOIRE- BRETAGNE

■ CONTEXTE TERRITORIAL ET INSTITUTIONNEL

La commune de Sèvres-Anxaumont est concernée par le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du bassin Loire-Bretagne, approuvé par Arrêté Préfectoral du 18 Novembre 2015.



■ COMPATIBILITÉ DU PLAN LOCAL D'URBANISME AVEC LES ORIENTATIONS DU SDAGE

Le Plan Local d'Urbanisme est compatible avec les orientations du SDAGE Loire-Bretagne. La cohérence établie entre les deux documents est la suivante :

Orientations du SDAGE Loire-Bretagne	Réponse à ces enjeux au Plan Local d'Urbanisme
Repenser les aménagements de cours d'eau	Sans objet en l'absence de cours d'eau sur le territoire communal.
Réduire la pollution par les nitrates	Hors champ réglementaire du PLU.
Réduire la pollution organique	Les ouvrages de traitement des eaux usées sont suffisamment dimensionnés et fonctionnels pour traiter les effluents supplémentaires produits par l'augmentation de la population.
Maîtriser la pollution par les pesticides	Hors champ réglementaire du PLU.
Maîtriser les pollutions dues aux substances dangereuses	Hors champ réglementaire du PLU.
Protéger la santé en protégeant l'environnement	L'objectif de protection de l'environnement est une des grandes orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durables.
Maîtriser les prélèvements d'eau	Hors champ réglementaire du PLU.
Préserver les zones humides et la biodiversité	L'étude de prélocalisation des espaces à dominante humide réalisée par la DREAL a servi de cadrage au projet d'urbanisme. Aucun secteur de développement n'est localisé dans ces espaces. Sur ce point ainsi que sur l'ensemble des éléments de biodiversité, des mesures réglementaires sont prises pour protéger une très large partie des éléments constituant la Trame verte et bleue locale.
Rouvrir les rivières aux poissons migrateurs	Sans objet sur la commune.
Préserver le littoral	Sans objet sur la commune.
Préserver les têtes de bassin versant	Sans objet sur la commune.
Réduire le risque d'inondation par les cours d'eau	Sans objet sur la commune.
Renforcer la cohérence des territoires et des politiques publiques	Hors champ réglementaire du PLU.
Mettre en place des outils réglementaires et financiers	Hors champ réglementaire du PLU.
Informier, sensibiliser, favoriser les échanges	Les informations relatives à la gestion des eaux et contenues dans le PLU sont mises à la disposition du public.

LE SCHÉMA D'AMÉNAGEMENT ET DE GESTION DES EAUX (SAGE) DU CLAIN

■ CONTEXTE TERRITORIAL ET INSTITUTIONNEL

La commune de Sèvres-Anxaumont est intégralement située versant du Clain.

Un Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux est en cours d'élaboration. Les acteurs de l'eau délibérant sur le contenu du SAGE du Clain sont représentés depuis 2010 au sein de la Commission Locale de l'Eau (CLE), regroupant des élus, des usagers, les services de l'État.

Le Clain, dans le périmètre arrêté par le SAGE en 2009, draine un bassin versant de 2 882 km². Le SAGE a pour objet de fixer des conditions d'utilisation, de mise en valeur, de reconquête ou de préservation des ressources en eau superficielles et souterraines, des écosystèmes aquatiques et des zones humides. Une prélocalisation des zones humides à l'échelle du SAGE est par ailleurs en cours.

L'état initial du SAGE a été validé le 29 Juin 2011 et le diagnostic validé le 12 Novembre 2012. L'élaboration d'une stratégie et la rédaction des prescriptions du SAGE est en cours. Les scénarii alternatifs ont été validés le 7 Septembre 2016.



■ COMPATIBILITÉ DU PLU AVEC LES ORIENTATIONS DU SAGE DU CLAIN

Le Plan Local d'Urbanisme est compatible avec les enjeux du SAGE du Clain. La cohérence établie entre les deux documents est la suivante.

Enjeux connus du SAGE du Clain	Pistes d'action	Compatibilité du Plan Local d'Urbanisme
Sécurisation de l'approvisionnement en eau potable	Définir les modalités de gestion de l'infra-Toarcien, diversifier les ressources	La protection de l'approvisionnement en eau potable est assurée par une localisation des espaces de développement hors périmètre de protection éloignée du captage qui impacte le territoire communal.
Réduction de la pollution par les nitrates et les pesticides	Établir un plan de réduction de l'usage des pesticides, limiter l'impact des eaux de drainage.	Hors champ réglementaire du PLU.

Enjeux connus du SAGE du Clain	Pistes d'action	Compatibilité du Plan Local d'Urbanisme
Partage de la ressource et atteinte de l'équilibre entre besoins et ressources	Économiser l'eau dans tous les usages	Hors champ réglementaire du PLU.
Réduction de la pollution organique	Améliorer le fonctionnement des stations d'épuration et des réseaux, résorber les points noirs de l'assainissement non collectif.	La conformité des équipements épuratoires du Bourg et des principaux villages de la commune aux réglementations est attestée (2016 et prévisionnel 2017).
Maîtrise de la pollution par les substances dangereuses	Réduire l'impact des rejets d'eaux pluviales en zones urbaines	Sans objet sur la commune.
Réduction de l'aléa inondation et de la vulnérabilité des biens et des personnes	Limiter l'imperméabilisation, préserver et restaurer les zones d'expansion de crues	Aucun cours d'eau permanent n'est présent sur la commune.
Restauration de la qualité physique et fonctionnelle des cours d'eau	Restaurer la continuité écologique, restaurer la qualité hydromorphologique des rivières.	Aucun cours d'eau permanent n'est présent sur la commune.
Restauration, préservation et gestion des zones humides et des têtes de bassin versant pour maintenir leurs fonctionnalités	Inventorier les zones humides, les préserver et les gérer.	Les espaces à dominante humide prélocalisés par la DREAL sont reportés au plan de zonage pour une meilleure prise en compte et assortis de prescriptions réglementaires en cas de confirmation de présence d'une zone humide.
Réduction de l'impact des plans d'eau, notamment en tête de bassin versant		Sans objet sur la commune.
Pérennisation du portage du SAGE, coordination et appui à la mise en œuvre des actions du SAGE	Faire émerger et/ou pérenniser les maîtrises d'ouvrages, accompagner techniquement et économiquement les acteurs.	Hors champ réglementaire du PLU.
Sensibilisation et information des acteurs de l'eau et des citoyens		Les informations relatives à la gestion des eaux et contenues dans le PLU sont mises à la disposition du public.
Maîtrise des coûts de la gestion de l'eau		Hors champ réglementaire du PLU.

LE SCHÉMA RÉGIONAL DE COHÉRENCE ÉCOLOGIQUE (SRCE) POITOU-CHARENTES

■ CONTEXTE TERRITORIAL ET INSTITUTIONNEL

En attente d'une refonte du SRCE dans le cadre de la Région Nouvelle-Aquitaine, le territoire de Sèvres-Anxaumont est concerné par le Schéma Régional de Cohérence Écologique (SRCE) Poitou-Charentes.

Le Préfet de Région Poitou-Charentes et le Président du Conseil Régional ont arrêté conjointement le projet de Schéma Régional de Cohérence Écologique (SRCE) Poitou-Charentes le 7 Novembre 2014.

Afin de recueillir leur avis sur ce projet, en application de l'article R.371-32 du Code de l'Environnement, la consultation officielle des collectivités a été organisée du 20 Novembre 2014 au 20 Février 2015. L'enquête publique s'est déroulée du 20 Mai au 23 Juin 2015 inclus. La commission d'enquête publique a rendu, le 23 Juillet 2015, un avis favorable à l'unanimité sur le Schéma Régional de Cohérence Écologique Poitou-Charentes.

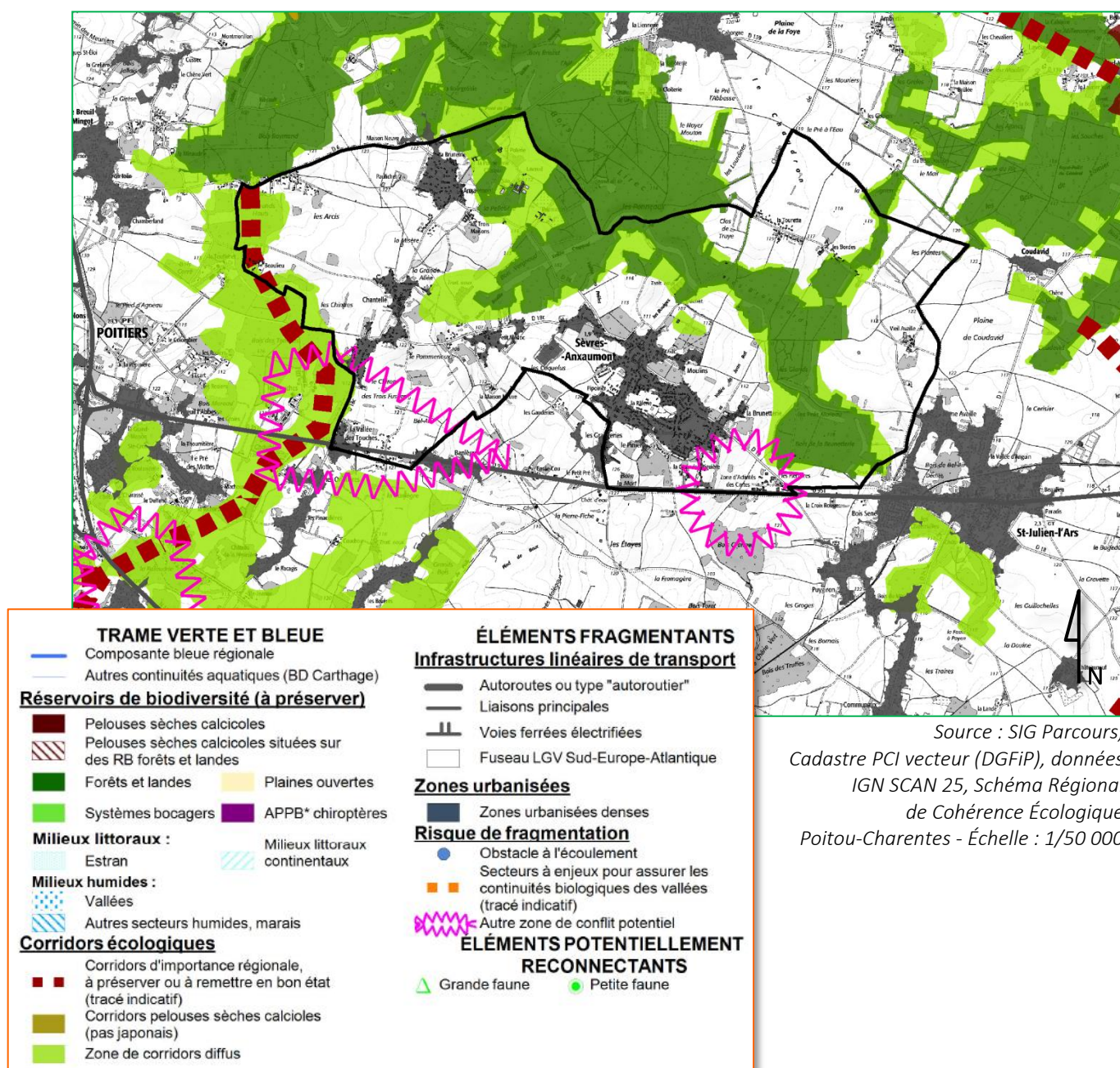
La publication des résultats destinés à identifier la Trame verte et bleue régionale permet d'analyser globalement le fonctionnement écologique du territoire de Sèvres-Anxaumont, qui comporte ainsi :

- **Deux réservoirs de biodiversité de la sous-trame « forêts et landes »**, repérés en vert foncé sur la carte précédente, depuis le Bois de Lirec (par ailleurs classée en ZNIEFF), situé au-delà de la limite Nord du territoire communal, sur la commune limitrophe de Bignoux. Ces deux réservoirs s'étendent vers le Sud-Ouest et le village de « Chantelle », à travers la « vallée Crapaud » et la « vallée Bazille » et vers le Sud-Est jusqu'en limite de Saint-Julien-l'Ars, à travers la « vallée de la Prune ».
- **Un corridor écologique d'importance régionale**, formant la limite occidentale de la commune et formant un lien entre l'ensemble du Bois de Lirec et du Bois de Mortier, au Nord, lui-même dans le prolongement de la Forêt domaniale de Moulière, et les boisements épars situés sur la commune de Mignaloux-Beauvoir, au Sud.
- Il est à noter que les réservoirs de la sous-trame « forêts et landes » sont compris dans des **zones de corridors diffus**, favorables au déplacement des espèces entre les réservoirs des différentes sous-trames et jouant un rôle « d'effet-lisière ». À l'Ouest du territoire communal, le corridor d'importance régionale joignant l'ensemble du Bois de Lirec et du Bois de Mortier, au Nord, aux boisements de Mignaloux-Beauvoir, au Sud, est également compris dans une zone de corridor diffus.

Il convient également de noter que certains **éléments fragmentants** peuvent entrer en conflit avec les corridors écologiques reliant ces nombreux réservoirs de biodiversité. C'est le cas notamment de la RD 951 (11 985 véhicules/jour en 2015²), qui marque la limite Sud de la commune, au droit du corridor écologique d'importance régionale cité précédemment, ainsi qu'au droit de la zone d'activité économique des « Cartes ».

² Source : Département de la Vienne, comptages routiers 2015.

Composantes de la Trame Verte et Bleue régionale à l'échelle de la commune et des alentours



■ COMPATIBILITÉ DU PLU AVEC LES ORIENTATIONS DU SRCE

Le Plan Local d'Urbanisme est compatible avec les orientations du Schéma Régional de cohérence Écologique de Poitou-Charentes. La cohérence établie entre les deux documents est la suivante :

Orientations du SRCE Poitou-Charentes	Réponse à ces enjeux au Plan Local d'Urbanisme
Améliorer, organiser et capitaliser les connaissances sur les milieux naturels, les espèces et les continuités écologiques.	L'orientation n°1 du PADD a pour objectif de mieux connaître l'environnement pour mieux le protéger.
Sensibiliser et former pour prendre en compte les continuités écologiques.	L'état initial de l'environnement a permis d'apporter des connaissances supplémentaires sur les milieux naturels. L'élaboration du PLU a constitué l'opportunité de préciser les continuités écologiques régionales et de délimiter les continuités écologiques locales.
Préserver les bocages et les espaces agricoles favorables à la biodiversité.	Le PLU met en place des outils de préservation des espaces bocagers : 10,8 kilomètres de haies sont inscrites en tant qu'éléments de paysage à protéger et 39 arbres sont identifiés en tant qu'espaces boisés classés.
Préserver les espaces forestiers et de landes.	Le PLU met en place des outils de préservation des espaces forestiers : 275,0 hectares sont inscrits en espaces boisés classés et 29,8 hectares en éléments de paysage à protéger.
Préserver les pelouses sèches.	Sans enjeux sur la commune.
Préserver les milieux à enjeux pour les chiroptères et les connexions aériennes.	Les espaces intéressants pour la conservation de l'avifaune sont classés en secteur naturel. Il n'y a pas de connaissance spécifique sur la commune au regard des Chiroptères.
Restaurer la connectivité des milieux à enjeux terrestres.	Les réservoirs de biodiversité situés à l'interface des corridors écologiques d'importance régionale classés en secteur naturel.
Préserver le littoral.	Sans enjeux sur la commune.
Préserver les zones humides du littoral	Sans enjeux sur la commune.
Préserver les milieux humides et aquatiques.	Le PLU met en place des outils de préservation des milieux humides et aquatiques : 28 mares sont inscrites en tant qu'éléments de paysage à protéger.
Restaurer la continuité des milieux aquatiques.	Sans enjeux sur la commune.
Préserver et restaurer les connexions entre les milieux aquatiques et terrestres.	Sans enjeux sur la commune.
Améliorer la transparence des infrastructures et des ouvrages, équipements et projet d'aménagement vis à vis de la Trame Verte et Bleue.	Sans enjeux sur la commune.
Lutter contre les nuisances altérant le fonctionnement des écosystèmes.	Le PLU prend en compte l'ensemble des risques, pollutions et nuisances pouvant présenter des incidences sur l'environnement.

Orientations du SRCE Poitou-Charentes	Réponse à ces enjeux au Plan Local d'Urbanisme
Préserver la nature dans les villes, les bourgs et les villages.	Ces enjeux sont traités à travers les orientations n°1 et n°2 du Projet d'Aménagement et de Développement Durables « Protéger les éléments naturels » et « Préserver un cadre de vie harmonieux ».
Assurer la connectivité des milieux dans les zones urbaines, périurbaines et rurales.	

LES PLANS CLIMAT-ÉNERGIE TERRITORIAUX (PCET)

■ CADRE JURIDIQUE

La région, les départements, les communautés d'agglomération ainsi que les communes et les communautés de communes de plus de 50 000 habitants doivent adopter un plan climat-énergie territorial (PCET) avant le 31 Décembre 2012.

Ces documents sont un nouvel élément de planification territoriale puisqu'ils constituent les plans d'action du Schéma Régional « Climat, Air, Énergie » (SRCAE) avec lequel ils doivent être compatibles et sont ensuite pris en compte dans les documents d'urbanisme. Ils comprennent un bilan des émissions de gaz à effet de serre et définissent des objectifs stratégiques et opérationnels tant sur l'atténuation que l'adaptation au changement climatique, un plan d'action couvrant l'ensemble du périmètre de compétence de la collectivité ainsi qu'un dispositif de suivi et d'évaluation.

Les PCET doivent respecter les dispositions fixées par les articles R.229-45 et suivants du Code de l'Environnement. Ils permettent l'émergence d'un projet territorial qui vise à :

- Améliorer l'efficacité énergétique,
- Augmenter la production d'énergie renouvelable,
- Réduire l'impact des activités en matière d'émissions de gaz à effet de serre,
- Réduire la vulnérabilité du territoire : prise en compte des évolutions climatiques dans les décisions de long terme (urbanisme, conception et exploitation d'infrastructures, gestion des risques).

En l'attente d'une refonte du PCET de la région Nouvelle Aquitaine, le territoire de Sèvres-Anxaumont est concerné par les PCET de l'ancienne Région Poitou-Charentes.

■ CONTEXTE TERRITORIAL

Le PCET 2012/2017 du Conseil Régional Poitou-Charentes

Le PCET 2012/2017 du Conseil Régional Poitou-Charentes a été approuvé le 17 Décembre 2012.

Il définissait 48 actions à mener à l'horizon de 2017, réunies autour de 3 grands types d'actions :

I – Actions de l'institution régionale

1. Mettre en place un Budget Carbone pour mieux contrôler l'impact environnemental des actions régionales.
2. Renforcement le plan de déplacement des agents domicile-travail pour favoriser l'éco-mobilité.
3. Développer l'éco-mobilité dans le parc de véhicules de la Région Poitou-Charentes.
4. Maîtriser les consommations d'énergie dans les lycées.
5. Poursuivre la dynamique engagée par les travaux récents et programmes de rénovation en cours au niveau de la Maison de la Région.
6. Amplifier l'utilisation des clauses environnementales dans les marchés publics.
7. Participer au Réseau Grand Ouest « Commande publique et développement durable » pour améliorer l'intégration des critères du développement durable dans les marchés publics.
8. Promouvoir les circuits courts en restauration collective des lycées pour une alimentation à faible impact carbone.

II – Actions en matière d’atténuation d’émissions des gaz à effet de serre

9. Poursuivre la mise en œuvre du Schéma de formation et d’éducation à l’environnement pour faire évoluer les comportements.
10. Poursuivre la mise en place du Plan régional pour la qualité de l’air, ATMO Poitou-Charentes.
11. Poursuivre les actions d’information sur l’énergie.
12. S’appuyer sur le Schéma Régional de la Mobilité Durable pour développer l’éco-mobilité.
13. Amplifier l’usage des transports collectifs de voyageurs, dont le TER.
14. Favoriser l’usage du ferroviaire pour le transport des marchandises.
15. Promouvoir l’usage du vélo pour différents types de déplacements.
16. Développer la mobilité individuelle durable.
17. Lutter contre l’étalement urbain et l’artificialisation des sols et promouvoir un urbanisme de la proximité et des déplacements doux.
18. Réhabiliter énergétiquement le parc social existant.
19. Produire des logements neufs très performants « Effinergie + ».
20. Lutter contre la précarité énergétique avec le programme « 10 000 toitures ».
21. Maîtriser les consommations d’énergie dans les bâtiments publics.
22. Accompagner technologiquement et former les professionnels de la construction aux évolutions induites par le changement climatique.
23. Conduire les appels à projet suscités par l’Agence Régionale de l’Innovation en faveur de la lutte contre le réchauffement climatique.
24. Développer la filière « carbone renouvelable ».
25. Aider la Recherche publique et les transferts technologiques pour l’Excellence environnementale et les Éco-industries.
26. Développer les démarches éco-responsables (management, écolabel, RSE, éco-produits, éco-procédés, circuits courts...) ainsi que la Responsabilité Sociétale des Entreprises et des Organisations (RSE, RSO).
27. Étendre le Contrat de mutation écologique et l’engagement des réseaux d’entreprises.
28. Poursuivre le développement du Pôle des Éco-Industries de Poitou-Charentes.
29. Promouvoir un tourisme éco-responsable.
30. Faire monter en puissance le Plan régional Énergies Renouvelables 2020.
31. Développer les énergies issues de la biomasse.
32. Valoriser les gisements en énergie éolienne.
33. Implanter les énergies solaires dans les territoires.
34. Exploiter les énergies marines.
35. Soutenir les projets durables des partenaires sur le territoire régional par la politique contractuelle de la Région (CRDD et FRIL).
36. Utiliser le levier des Contrat Locaux Initiative Climat pour mobiliser les partenaires du territoire régional.
37. Mettre en place le Programme éclairage public.

III – Actions en matière d’adaptation au changement climatique

38. Favoriser l’Agriculture Biologique et l’agriculture durable.
39. Encourager les cultures marines durables.
40. Mobiliser le potentiel forestier régional.
41. Développer les jardins potagers collectifs.
42. Améliorer la qualité de la ressource en eau.
43. Économiser la ressource en eau.
44. Poursuivre la mise en œuvre du Plan régional biodiversité 2010/2015.
45. Enrichir les Trames Verte et Bleue.
46. Poursuivre le Plan de reconquête des paysages régionaux.
47. Protéger le littoral et prévenir les risques de submersion.
48. L’Observatoire Régional de l’Énergie et des Gaz à Effet de Serre (OREGES).

La compatibilité du Plan Local d’Urbanisme est évaluée de manière positive et de façon globale avec le PCET de l’ancien Conseil Régional Poitou-Charentes, sans prétendre à une exhaustivité sur l’ensemble des mesures dont la plupart sont en rapport avec l’institution régionale en elle-même.

LES AUTRES PLANS ET PROGRAMMES

■ LE PLAN DE GESTION DES RISQUES D'INONDATION (PGRI) DU BASSIN LOIRE-BRETAGNE

La commune de Sèvres-Anxaumont ne se situe pas dans un Territoire à Risque d'Inondation (TRI) identifié au PGRI. De ce fait, la mise en place d'une SLGRI (Stratégie Locale de Gestion du Risque d'Inondation) n'est pas nécessaire. Néanmoins, le PLU est compatible avec les orientations générales du PGRI. La cohérence établie entre les deux documents est la suivante.

Objectifs du Plan de Gestion des Risques d'Inondation (PGRI) du bassin Loire-Bretagne	Réponse à ces enjeux dans le plan local d'urbanisme
Objectif n°1 : Préserver les capacités d'écoulement des crues ainsi que les zones d'expansion des crues et les capacités de ralentissement des submersions marines	Sans objet sur la commune en l'absence de risque répertorié d'inondation
Objectif n°2 : Planifier l'organisation et l'aménagement du territoire en tenant compte du risque	
Objectif n°3 : Réduire les dommages aux personnes et aux biens implantés en zone inondable	
Objectif n°4 : Intégrer les ouvrages de protection contre les inondations dans une approche globale	
Objectif n°5 : Améliorer la connaissance et la conscience du risque d'inondation	
Objectif n°6 : Se préparer à la crise et favoriser le retour à la normale	

■ LE SCHÉMA DE MISE EN VALEUR DE LA MER (SMVM)

La commune de Sèvres-Anxaumont n'est pas concernée un Schéma de Mise en Valeur de la Mer.

■ LE PLAN DE DÉPLACEMENTS URBAINS (PDU)

La commune de Sèvres-Anxaumont n'est pas située dans le périmètre d'un Plan de Déplacements Urbains.

■ LE PROGRAMME LOCAL DE L'HABITAT (PLH)

La commune de Sèvres-Anxaumont n'est pas située dans le périmètre d'un Plan Local de l'Habitat en vigueur. Une démarche d'élaboration a été entamée à l'échelle de Grand Poitiers Communauté urbaine.

■ LES DISPOSITIONS RELATIVES AUX ZONES DE BRUIT DES AÉRODROMES

La commune de Sèvres-Anxaumont n'est pas concernée par les dispositions relatives aux zones de bruit (Plan d'Exposition au Bruit de l'aéroport de Poitiers-Biard).

■ DISPOSITIONS PARTICULIÈRES AU LITTORAL ET AUX ZONES DE MONTAGNE

La commune de Sèvres-Anxaumont n'est pas concernée par les dispositions relevant d'une Directive Territoriale d'Aménagement.

■ SCHÉMA RÉGIONAL D'AMÉNAGEMENT, DE DÉVELOPPEMENT DURABLE ET D'ÉGALITÉ DES TERRITOIRES (SRADDET)

La Loi n°2015-991 du 7 Août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe), publiée au Journal Officiel du 8 Août 2015, introduit le Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires (SRADDET). Ce document est la fusion des plans et schémas suivants :

- Schéma Régional « Climat, Air, Énergie » (SRCAE).
- Schéma Régional Transport Intermodalité (SRTI).
- Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD).

Le SRADDET Nouvelle Aquitaine n'a pas encore été élaboré.

■ CHARTE DE PARC NATUREL RÉGIONAL, CHARTE DE PARC NATIONAL

La commune de Sèvres-Anxaumont n'est pas incluse dans un périmètre de Parc National ou de Parc Naturel Régional.

■ SCHÉMA RÉGIONAL DE DÉVELOPPEMENT DE L'AQUACULTURE MARINE (SRDAM)

La commune de Sèvres-Anxaumont n'est pas concernée par les dispositions relevant d'un Schéma Régional de Développement de l'Aquaculture Marine.

■ PROGRAMMES D'ÉQUIPEMENT DE L'ÉTAT, DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES ET DES ÉTABLISSEMENTS ET SERVICES PUBLICS

Il n'y a pas de programme d'équipement de l'état, des collectivités territoriales et des établissements et services publics en cours sur la commune de Sèvres-Anxaumont.

■ SCHÉMA RÉGIONAL DES CARRIÈRES

La Loi n°93-3 du 4 Janvier 1993 relative aux carrières a introduit dans son article 8 l'obligation d'élaborer un Schéma Départemental des Carrières. Le Décret n°94-603 du 11 Juillet 1994 en a précisé le contenu et les modalités d'élaboration.

Dans la Vienne, le Schéma Départemental des Carrières a été approuvé par Arrêté Préfectoral n°99-D2/B3-206 du 09 Juin 1999.

Par application de l'article L.515-3 du Code de l'Environnement, un Schéma Régional des Carrières devra être adopté dans un délai de 5 ans à compter du 1^{er} Janvier 2015.

Il n'y a pas de carrière en activité sur le territoire de la commune de Sèvres-Anxaumont.

■ LE PLAN RÉGIONAL SANTÉ ENVIRONNEMENT (PRSE 3) NOUVELLE-AQUITAINE

Au niveau régional, le PRSE 3 Nouvelle Aquitaine a été signé le 11 Juillet 2017 par le Préfet de Région Nouvelle-Aquitaine, le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Nouvelle-Aquitaine et le Président du Conseil Régional Nouvelle-Aquitaine. Le plan couvre la période 2017/2021.

Le PLU est compatible avec les orientations générales du PRSE 3. La cohérence établie entre les deux documents est la suivante.

Objectifs stratégiques du PRSE 3	Actions	Compatibilité du Plan Local d'Urbanisme
1. Agir sur les pesticides et les risques émergents ou qui progressent	1. Contribuer à l'amélioration des connaissances sur les pesticides et à leur diffusion	Hors champ réglementaire du PLU.
	2. Mettre en place une stratégie de réduction des expositions aux pesticides	
	3. Améliorer et intensifier l'information sur la lutte contre la prolifération du moustique tigre	
	4. Intensifier l'information sur les risques allergiques liés aux pollens	
	5. Promouvoir et accompagner le dispositif national mis en place pour limiter l'extension de l'ambroisie	

Objectifs stratégiques du PRSE 3	Actions	Compatibilité du Plan Local d'Urbanisme
	6. Faire progresser les connaissances sur les risques émergents : perturbateurs endocriniens et nanomatériaux	
	7. Accompagner l'évolution des comportements et des pratiques en matière de réduction des expositions aux ondes électromagnétiques	
2. Promouvoir un environnement favorable à la santé et adapté aux caractéristiques des territoires	8. Renforcer la prise en compte des composantes santé environnement dans les décisions publiques	La prise en compte des composantes santé et environnement est assurée à travers l'analyse de compatibilité avec le PLU.
	9. Caractériser les inégalités environnementales de santé	Hors champ réglementaire du PLU.
	10. Agir avec une approche globale et intégrée pour l'amélioration de l'air intérieur dans l'habitat	
3. Améliorer la qualité de l'eau potable et l'accès à une alimentation saine et durable	11. Agir sur la ressource en amont pour améliorer la qualité et la fiabilité de l'eau potable	La protection de l'approvisionnement en eau potable est assurée par une localisation des espaces de développement hors périmètre de protection éloignée du captage qui impacte le territoire communal.
	12. Inciter les personnes responsables de la production et de la distribution de l'eau à mettre en œuvre des Plans de Gestion de la Sécurité Sanitaire de l'Eau (PGSSE)	Hors champ réglementaire du PLU.
	13. Favoriser l'accès pour tous à une alimentation saine et durable	
4. Protéger la santé des femmes enceintes, des jeunes enfants et des jeunes	14. Former et outiller les professionnels de la périnatalité	Hors champ réglementaire du PLU.
	15. Sensibiliser les élus et les personnels des établissements accueillant de jeunes enfants	
	16. Prévenir les risques auditifs chez les jeunes de façon coordonnée et harmonisée en Nouvelle-Aquitaine	
5. Permettre à chacun d'être acteur de sa santé	17. Développer la formation en santé environnement des professionnels de santé	Hors champ réglementaire du PLU.
	18. Mobiliser les relais de proximité pour la diffusion d'informations santé environnement fiables, ciblées et accessibles à la population	
	19. Adapter le portail santé environnement aux besoins des acteurs et des territoires de Nouvelle-Aquitaine	
	20. Sensibiliser les jeunes adultes pour une meilleure prise en compte de la santé environnementale dans leur quotidien	

Objectifs stratégiques du PRSE 3	Actions	Compatibilité du Plan Local d'Urbanisme
	21. Sensibiliser à la santé environnementale les enfants de 7/11 ans	

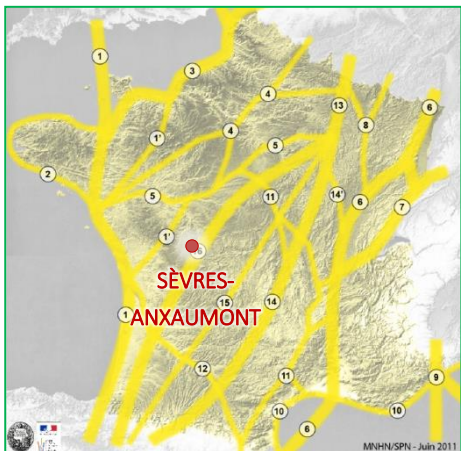
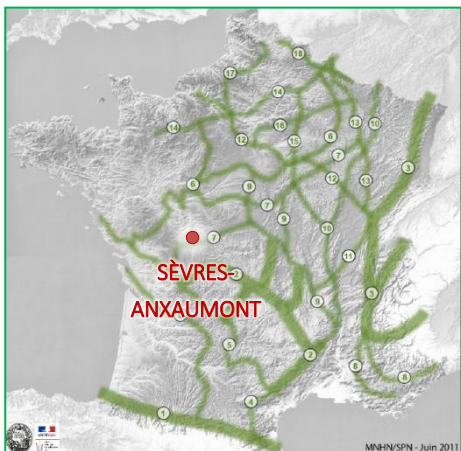
II. PERSPECTIVES D'ÉVOLUTION DE L'ÉTAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT

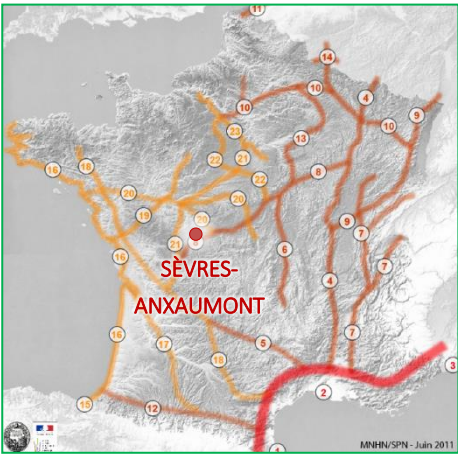
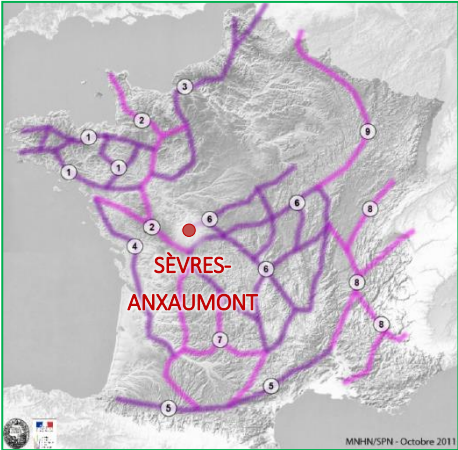
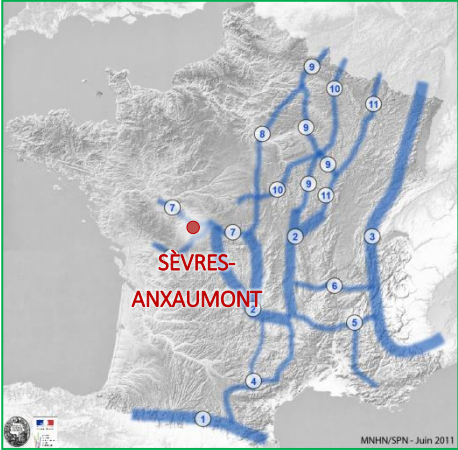


RAPPEL DE L'ÉTAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT

■ LA COMMUNE DANS LE RÉSEAU NATIONAL DES CONTINUITÉS ÉCOLOGIQUES

Les informations contenues dans le document-cadre d'orientations nationales pour la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques permettent de localiser le territoire de Sèvres-Anxaumont au sein des grandes continuités écologiques suivantes.

Localisation	Continuité(s) écologique(s) nationale(s) et description
VOIES D'IMPORTANCE NATIONALE DE MIGRATIONS DE L'AVIFAUNE	
	<p>N°16 : Axe Nord-Est/Sud-Ouest passant par le nord du Massif central</p> <p>Voie essentiellement utilisée en migration retour depuis l'Europe du Nord et de l'Est vers la péninsule ibérique et contournant le Massif central par le Nord. En prénuptial, ces axes peuvent être empruntés par certains oiseaux effectuant des migrations plus diffuses (divers canards, chevaliers...). Certains oiseaux peuvent également bifurquer vers le littoral atlantique par la voie n°5, en suivant <i>la Seine</i> et/ou <i>la Loire</i>.</p> <p>Il faut noter par ailleurs que les voies n°14, n°15, n°16 et même n°1 sont en liaison à flanc des Pyrénées atlantiques, notamment en migration postnuptiale. Un certain nombre d'oiseaux parviennent en effet jusqu'aux Pyrénées par l'une ou l'autre des voies puis longent la chaîne pyrénéenne jusqu'à trouver des cols franchissables en fonction de l'altitude et des courants de masses d'air favorables.</p>
CONTINUITÉS ÉCOLOGIQUES D'IMPORTANCE NATIONALE DE MILIEUX BOISÉS	
	<p>N°7 : Axe longeant le Nord-Ouest du Massif Central. En se mêlant au 9, il se prolonge ensuite jusqu'à la Lorraine</p> <p>Longe le Massif Central au Nord-Ouest (répartition de <i>Hordelymus europaeus</i>), rejoint la Sologne puis remonte jusqu'à la Lorraine en passant par la Bourgogne et la Champagne-Ardenne.</p> <p>En Champagne-Ardenne, cette continuité de milieux fermés et plutôt calcicoles traverse le Sud du département de l'Aube (Barrois aubois) jusqu'au Barrois haut marnais.</p>

Localisation	Continuité(s) écologique(s) nationale(s) et description
CONTINUITÉS ÉCOLOGIQUES D'IMPORTANCE NATIONALE DE MILIEUX OUVERTS THERMOPHILES	
	<p>N°8 : Axe Ouest/Est au Nord du Massif central (Poitou / Champagne-Ardenne)</p> <p>Certaines espèces végétales comme <i>Linum tenuifolium</i>, <i>Helianthemum apenninum</i> ou <i>Limodorum abortivum</i> permettent de faire ressortir une continuité écologique thermophile à tendance plutôt calcicole, longeant tout le Nord du Massif central depuis le Sud de Poitiers jusqu'au Nord de Dijon.</p> <p>Cette continuité traverse donc entre autres le Sud du département de l'Aube : le Barrois auboisi (Barséquanaise et Barsurauboise, succession de plateaux d'âges jurassique supérieur (Oxfordien, Kimméridgien-Tithonien)) et le Barrois haut-marnais. De par leur situation méridionale et leur configuration, les pelouses du Barséquanaise bien que généralement peu étendues et fortement fragmentées, sont encore parmi les plus vastes de la région Champagne-Ardenne. Deux espèces thermophiles calcicoles, <i>Teucrium montanum</i> et <i>Linum tenuifolium</i> caractérisent particulièrement bien cette continuité.</p>
CONTINUITÉS ÉCOLOGIQUES D'IMPORTANCE NATIONALE DE MILIEUX BOCAGERS	
	<p>N°6 : Complexe bocager du Massif Central et de sa périphérie</p> <p>Le Massif central et sa périphérie constituent un complexe bocager important en France.</p> <p>On peut distinguer tout d'abord un réseau « central » formé par un ensemble de secteurs bocagers en Auvergne et en Limousin. On note par exemple le Bourbonnais ou encore les Monts de la Marche. Enfin, dans le Sud du Massif central, d'autres secteurs bocagers sont importants et débute les axes bocagers du Sud-Ouest décrits en 7.</p> <p>Deux ensembles de bocage peuvent par ailleurs être rattachés à ce complexe bocager du Massif central : le bocage bourguignon et le bocage berrichon.</p>
CONTINUITÉS ÉCOLOGIQUES D'IMPORTANCE NATIONALE DE MILIEUX OUVERTS FRAIS À FROIDS	
	<p>N°7 : Continuité longeant les contreforts du Massif Central dans sa partie Nord puis rejoignant la vallée de Germigny</p> <p>Le Sud et le Nord de Poitiers apparaissent comme participant d'une même continuité reliée au Nord du Massif Central. Cette continuité suit ensuite les contreforts du Massif Central pour remonter par la vallée de Germigny.</p>

Source : Document-cadre « Orientations nationales pour la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques » - Annexe au Décret n°2014-45 du 20 Janvier 2014

Ces grandes continuités écologiques sont déclinées dans le Schéma Régional de Cohérence Écologique (SRCE), présenté ci-après.

■ LA COMMUNE DANS LE CADRE DU SCHÉMA RÉGIONAL DE COHÉRENCE ÉCOLOGIQUE (SRCE)

La publication des résultats destinés à identifier la Trame verte et bleue régionale permet d'analyser globalement le fonctionnement écologique du territoire de Sèvres-Anxaumont, qui comporte ainsi :

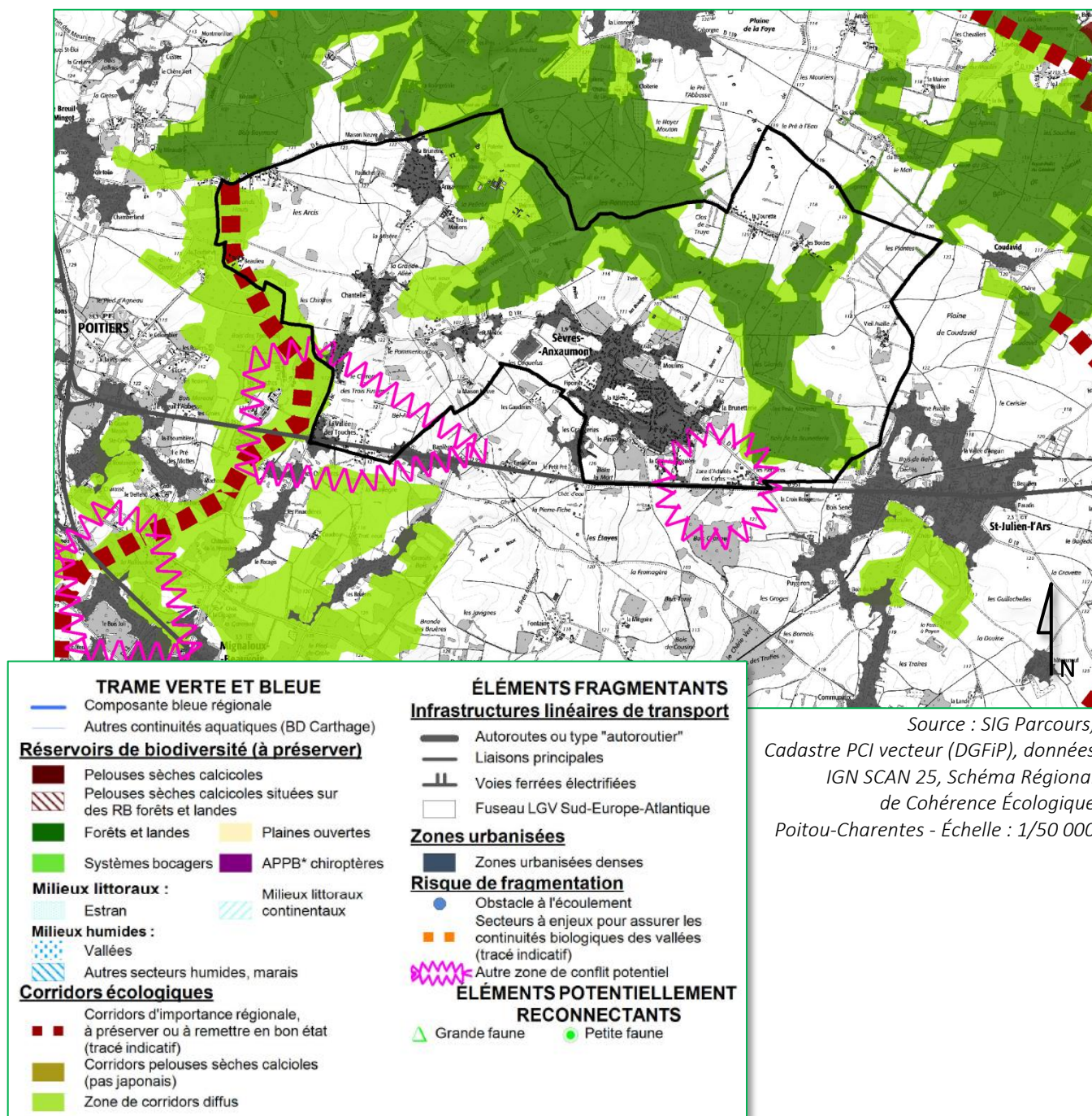
- **Deux réservoirs de biodiversité de la sous-trame « forêts et landes »**, repérés en vert foncé sur la carte précédente, depuis le Bois de Lirec (par ailleurs classée en ZNIEFF), situé au-delà de la limite Nord du territoire communal, sur la commune limitrophe de Bignoux. Ces deux réservoirs s'étendent vers le Sud-Ouest et le village de « Chantelle », à travers la « vallée Crapaud » et la « vallée Bazille » et vers le Sud-Est jusqu'en limite de Saint-Julien-l'Ars, à travers la « vallée de la Prune ».
- **Un corridor écologique d'importance régionale**, formant la limite occidentale de la commune et formant un lien entre l'ensemble du Bois de Lirec et du Bois de Mortier, au Nord, lui-même dans le prolongement de la Forêt domaniale de Moulière, et les boisements épars situés sur la commune de Mignaloux-Beauvoir, au Sud.
- Il est à noter que les réservoirs de la sous-trame « forêts et landes » sont compris dans des **zones de corridors diffus**, favorables au déplacement des espèces entre les réservoirs des différentes sous-trames et jouant un rôle « d'effet-lisière ». À l'Ouest du territoire communal, le corridor d'importance régionale joignant l'ensemble du Bois de Lirec et du Bois de Mortier, au Nord, aux boisements de Mignaloux-Beauvoir, au Sud, est également compris dans une zone de corridor diffus.

Il convient également de noter que certains **éléments fragmentants** peuvent être en conflit avec les corridors écologiques reliant ces nombreux réservoirs de biodiversité. C'est le cas notamment de la RD 951 (11 985 véhicules/jour en 2015³), qui marque la limite Sud de la commune, au droit du corridor écologique d'importance régionale cité précédemment, ainsi qu'au droit de la zone d'activité économique des « Cartes ».

³ Source : Département de la Vienne, comptages routiers 2015.

La carte suivante, à plus grande échelle, permet de spécifier, pour le territoire de Sèvres-Anxaumont, les composantes de la Trame verte et bleue régionale jugées essentielles.

Composantes de la Trame Verte et Bleue régionale à l'échelle de la commune et des alentours



■ LA TRAME VERTE ET BLEUE COMMUNALE

Méthodologie d'élaboration

La définition de la Trame verte et bleue de Sèvres-Anxaumont a été élaborée de manière participative.

Un premier travail technique du bureau d'études a permis de collecter les données bibliographiques disponibles, de procéder à des analyses de terrain et des analyses par photo-interprétation et de concevoir un état initial de la Trame verte et bleue. Ce travail a été mené de Novembre 2014 à Mars 2015.

À l'occasion de la réunion du 18 Mars 2015, cette première approche a été présentée à un groupe de travail « Trame verte et bleue », constitué pour l'occasion et composé d'élus et de membres de la société civile. Les travaux issus du Schéma Régional de Cohérence Écologique Poitou-Charentes ont également été présentés aux membres.

Par la suite, ceux-ci ont pu confirmer, par un travail d'analyses de terrain et d'inventaires, les données compilées par le bureau d'études. À l'exception des données périmétrales réglementaires (ZNIEFF notamment), les groupes ont pu confirmer ou infirmer par des observations *in situ* la présence des boisements, haies, arbres remarquables et mares répertoriés en première approche.

Les éléments exposés ci-après sont le résultat de ces deux approches.

Par juxtaposition, ces éléments ont permis de dresser la structure de la trame verte et bleue communale et de faire émerger les enjeux.

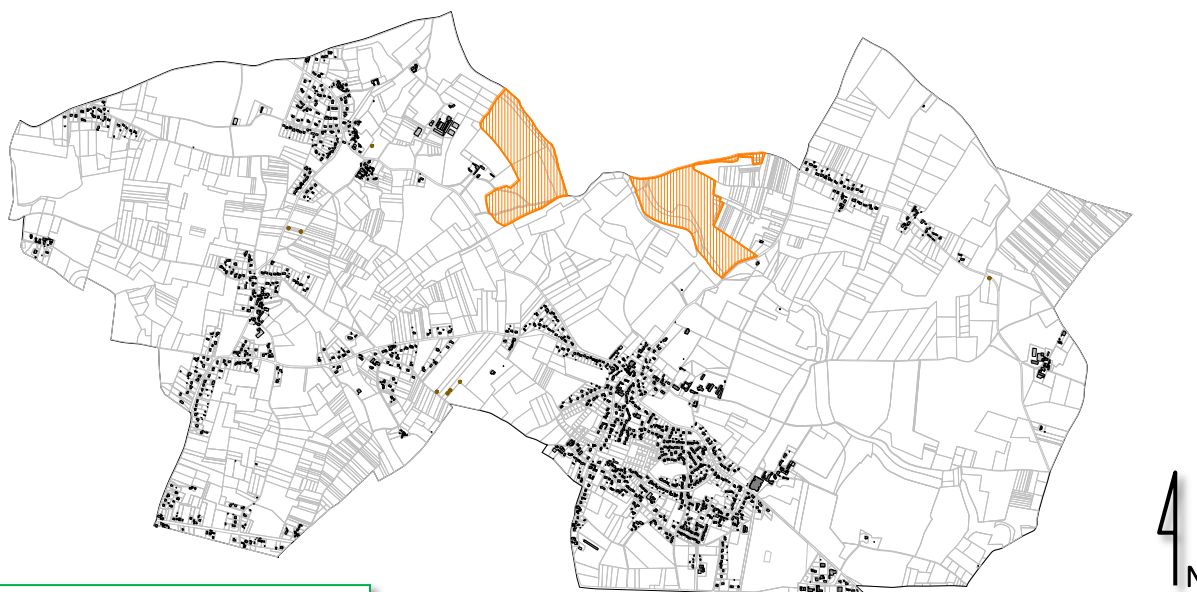
Les espaces protégés pour la préservation de la biodiversité

La commune de Sèvres-Anxaumont ne comporte pas d'espace protégé pour la préservation de la biodiversité. L'analyse des incidences sur les sites les plus proches est réalisée au chapitre « Conséquences éventuelles sur les espaces protégés pour la biodiversité » du présent document.

Les espaces importants pour la préservation de la biodiversité

Comme illustré ci-dessous, la commune n'est concerné que par un seul espace important pour la préservation de la biodiversité : la ZNIEFF de type I « Bois de Lirec ». D'une superficie totale de 189 hectares, répartis sur les communes de Bignoux et Sèvres-Anxaumont, elle occupe **44 hectares** sur cette dernière, soit 23,3% de l'ensemble.

Périmètre des sites importants pour la préservation de la biodiversité sur la commune



LÉGENDE



Espaces importants pour la biodiversité (ZNIEFF)

Source : Cadastre DGFIP, données INPN – Échelle : 1/40 000

■ Présentation du site

À une dizaine de kilomètres seulement à l'Est de l'agglomération de Poitiers, le Bois de Lirec s'insère dans le chapelet de boisements - satellites privés - ceinturant le grand complexe forestier de la Forêt domaniale de Moulière. Il s'agit d'une chênaie traitée en futaie, incluant des secteurs mixtes feuillus/résineux et quelques coupes de régénération, l'ensemble étant clôturé par un grillage de 2 mètres de hauteur. La structure et l'âge des peuplements forestiers ainsi que la proximité du grand massif de Moulière expliquent la présence d'un important cortège d'oiseaux sylvoles qui, dans l'état actuel des connaissances, constitue l'essentiel de son intérêt patrimonial.

■ Intérêt

L'intérêt du site est avant tout ornithologique.

La nidification de l'**Autour des Palombes**, espèce rare en France et dont la population totale n'excède pas 3 000 couples, représente l'élément majeur du bois. Ce rapace sédentaire, affectionnant les grands massifs boisés où il est à l'abri des dérangements, a longtemps été persécuté par l'homme en raison de sa prédilection pour les oiseaux de basse-cour et, notamment, les pigeons domestiques, de capture plus aisée que ses proies sauvages (geais, pigeons, tourterelles, corneilles). Dès le mois de Janvier, le mâle recharge ou construit une ou plusieurs aires volumineuses à grande hauteur (généralement le long d'un tronc de chêne mature) qu'il propose à la femelle avec laquelle il s'appariera en Mars. La ponte est déposée dans le courant du mois d'Avril et les 2 à 3 jeunes éclosent en Mai après 38 jours d'incubation ; ils séjourneront au nid durant 7 semaines



Autour des Palombes (Accipiter gentilis)

environ mais, même après leur envol, resteront encore 3 semaines au moins autour de l'aire où ils continueront à être nourris par la femelle.

En Poitou-Charentes, l'Autour des Palombes est présent dans les quatre départements mais semble plus abondant dans la Vienne où son effectif est estimé à 50/100 couples nicheurs (pour une population régionale de 180/280). Espèce très sensible aux dérangements, l'Autour des Palombes a besoin d'une tranquillité maximale lors de tout son cycle de nidification, ce qui conduit à proscrire les travaux forestiers perturbants entre le 15 Mars et le 15 Juillet. La conservation d'un habitat intact - la futaie caducifoliée âgée - et non artificialisé (limitation des introductions de résineux) est également un facteur essentiel pour le maintien de l'espèce.

Sur le site, l'Autour est accompagné par quelques espèces sylvoles peu communes, voire franchement rares : Grosbec casse-noyaux, un passereau au régime alimentaire original constitué par les akènes, graines et baies de divers arbres et arbustes ; Pouillot siffleur, un passereau insectivore inféodé aux forêts âgées à canopée élevée ; Bouvreuil pivoine, espèce plutôt nordique et « montagnarde », très disséminée en Poitou-Charentes.

La flore du site n'est pas connue et mériterait un inventaire approfondi en raison des fortes potentialités du milieu.



Espèces déterminantes de faune

Oiseaux

Autour des Palombes *Accipiter gentilis* (PN)

Grosbec casse-noyaux *Coccothraustes cocco.* (PN)

Bouvreuil pivoine *Pyrrhula pyrrhula* (PN)

Huppe fasciée *Upupa epops* (PN)

Engoulevent d'Europe *Caprimulgus europaeus* (DO, PN)

Pouillot siffleur *Phylloscopus sibilatrix* (PN)

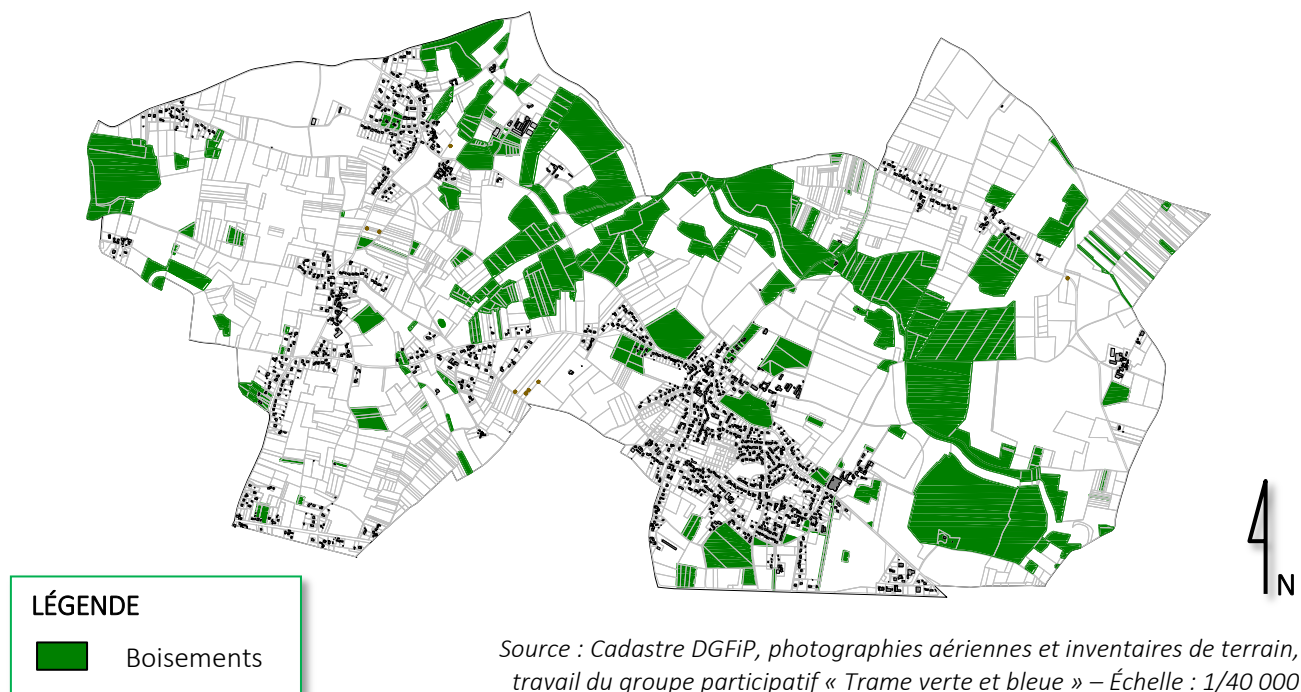
DO : espèce inscrite à la Directive européenne 79/409/CEE, dite Directive « Oiseaux »

PN : espèce protégée au niveau national

Les boisements

Les forêts contribuent à assurer des fonctions de production (bois d'œuvre, bois d'énergie), de protection (espèces, qualité des eaux) et sociales (accueil du public). Les forêts les plus anciennes ou implantées dans des conditions écologiques particulières (pentes, bords des cours d'eau...) abritent en général la biodiversité la plus forte. La commune est située dans la sylvoécocorégion « Brenne et Brandes ».

Boisements recensés sur la commune

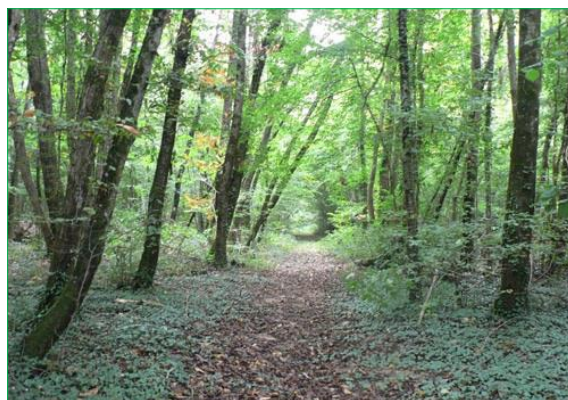


À Sèvres Anxaumont, l'inventaire réalisé lors de l'élaboration du PLU révèle l'existence de 127 unités boisées, qui couvrent une superficie totale de **310,4 hectares**.

Rapporté à la superficie de la commune, le taux de boisement est ainsi de 20 %, alors qu'il est de 16b % à l'échelle du département de la Vienne. Il est à noter que les peupleraies et vergers, considérées comme des cultures, ne sont pas comprises dans ce calcul.

Les boisements présents sur la commune sont des composantes essentielles de la trame verte en assurant à la fois la fonction de réservoirs de biodiversité et de corridors écologiques. Dans le Plan Local d'Urbanisme, leur pérennité pourra être assurée par :

- Une protection stricte par une identification en tant qu'espace boisé classé ;
- Une préservation souple par une identification en tant qu'élément de paysage.



Le Bois des Esseppes, dans le Bourg de Sèvres

Le déploiement de ces outils réglementaires sera conditionné par les enjeux écologiques et paysagers propres à chaque boisement, en référence notamment à leur rôle dans le Schéma Régional de Cohérence Écologique.

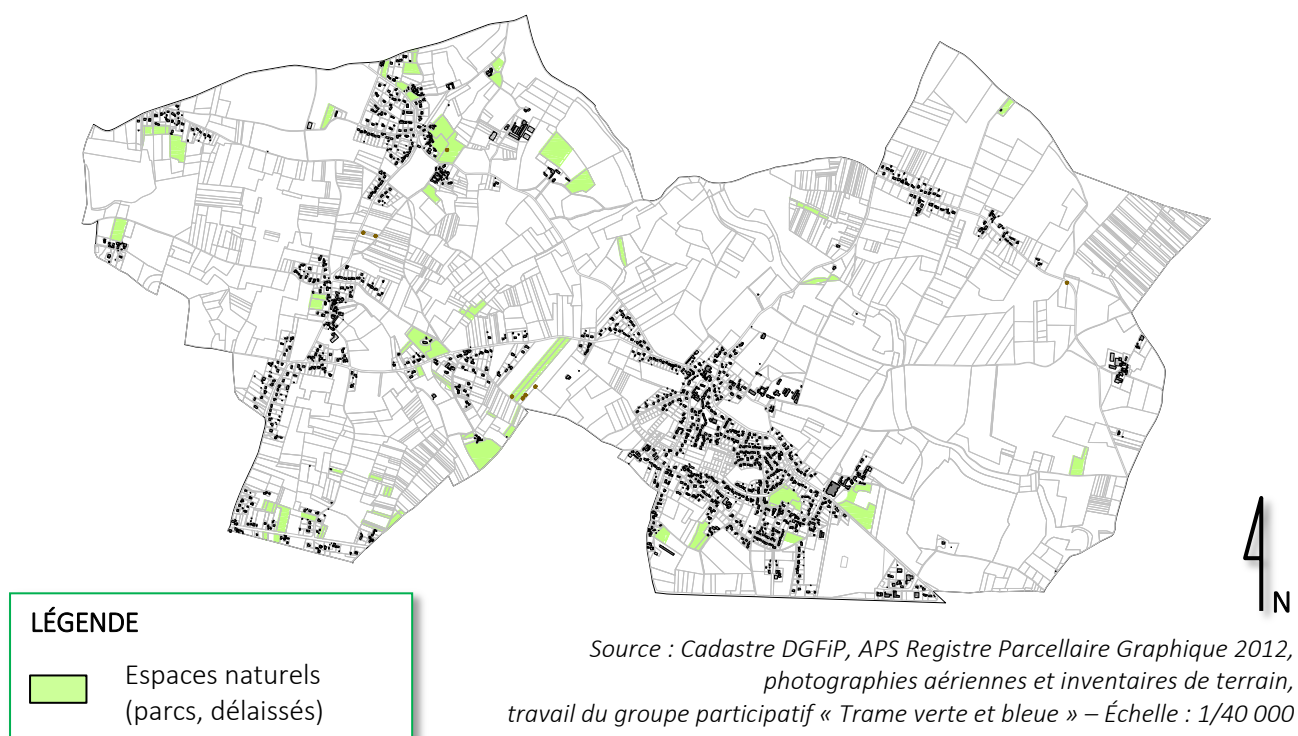
Les espaces naturels

La présence de milieux naturels riches et diversifiés permet d'offrir des conditions favorables à l'accueil de nombreuses espèces pour l'accomplissement de leur cycle vital (reproduction, alimentation, déplacement, refuge). À l'échelle communale, les espaces naturels peuvent être identifiés comme étant des surfaces :

- qui ne possèdent pas de vocation agricole ;
- qui ne possèdent pas de vocation forestière ;
- qui ne sont pas densément urbanisées.

À Sèvres Anxaumont, ces espaces sont majoritairement constitués de grands parcs résidentiels et urbains, de friches et de délaissés. Les informations présentées ci-dessous sont issues de l'analyse des bases de données sur l'occupation du sol en 2012, complétée par des observations de terrain réalisées en 2014.

Espaces naturels présents sur la commune



Selon cet inventaire, Sèvres Anxaumont comporte **38,3 hectares d'espaces naturels**, soit 2,5% de son territoire. Ils sont essentiellement présents sur le bourg de Sèvres (trame verte urbaine des parcs et jardins), autour du « Petit Médoc », à Anxaumont et sur la vallée des Touches. Ils assurent de fait un rôle de tampon entre les zones résidentielles et agricoles et favorisent l'intégration paysagère des nouvelles constructions.

Les espaces naturels participent directement à la trame verte en constituant des corridors écologiques discontinus (en « pas japonais ») pour la circulation des espèces animales et végétales.

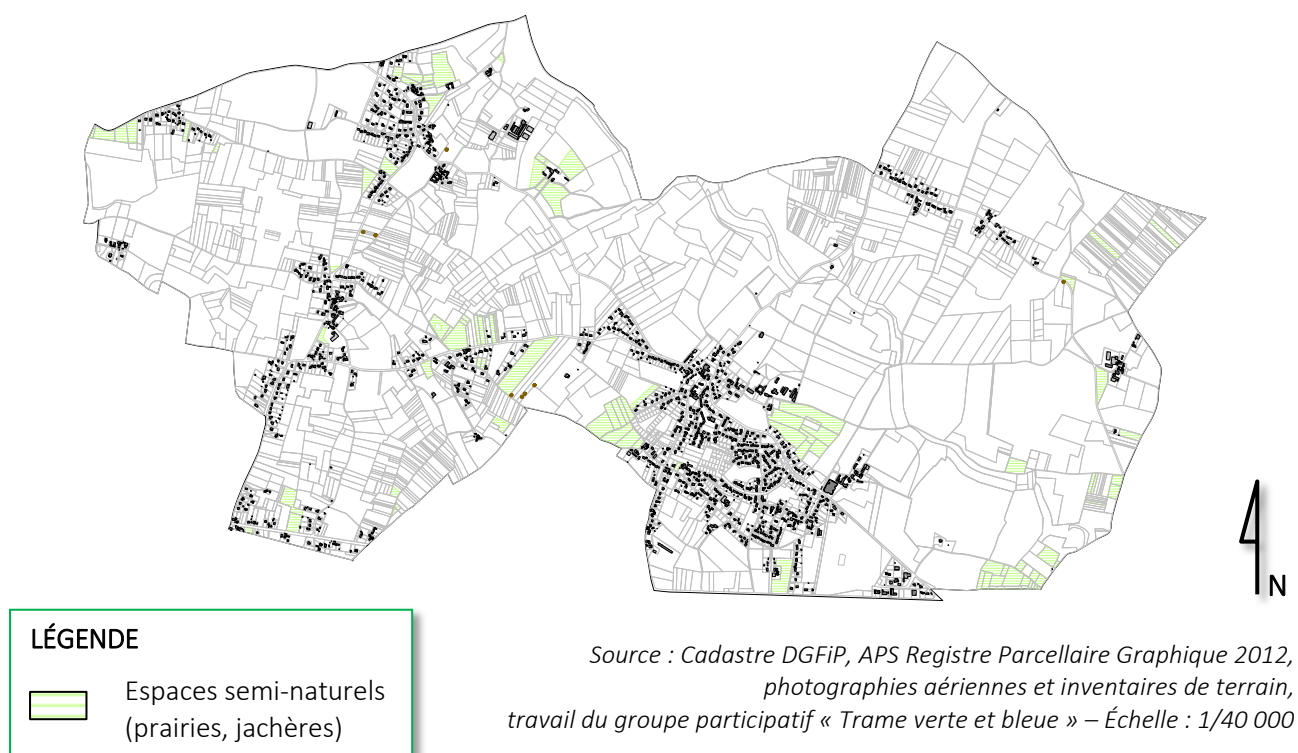
Les espaces semi-naturels

Il s'agit de surfaces agricoles qui présentent un intérêt écologique par leur mode d'exploitation. Celles-ci incluent les espaces suivants :

- Les prairies permanentes (mises en place pour une durée de 5 ans) ;
- Les estives et landes ;
- Les jachères et gels.

Le Registre Parcellaire Graphique établi en 2012 permet de cartographier ces espaces. Les informations présentées ci-dessous sont issues de cette base de données, amendée par les observations de terrain effectuées en 2014 (disparition de prairies, remise en cultures de jachères...).

Espaces semi-naturels présents sur la commune



Selon cet inventaire, Sèvres Anxaumont comporte **60,2 hectares d'espaces semi-naturels**, soit 3,9% de son territoire. Il s'agit essentiellement de prairies permanentes dédiées à l'élevage extensif (ovins notamment) et localisées près du « Petit Médoc », autour de « Peumartin » et d'Anxaumont.

Les espaces semi-naturels participent à la trame verte en améliorant la perméabilité des corridors écologiques pour la circulation des espèces animales et végétales.

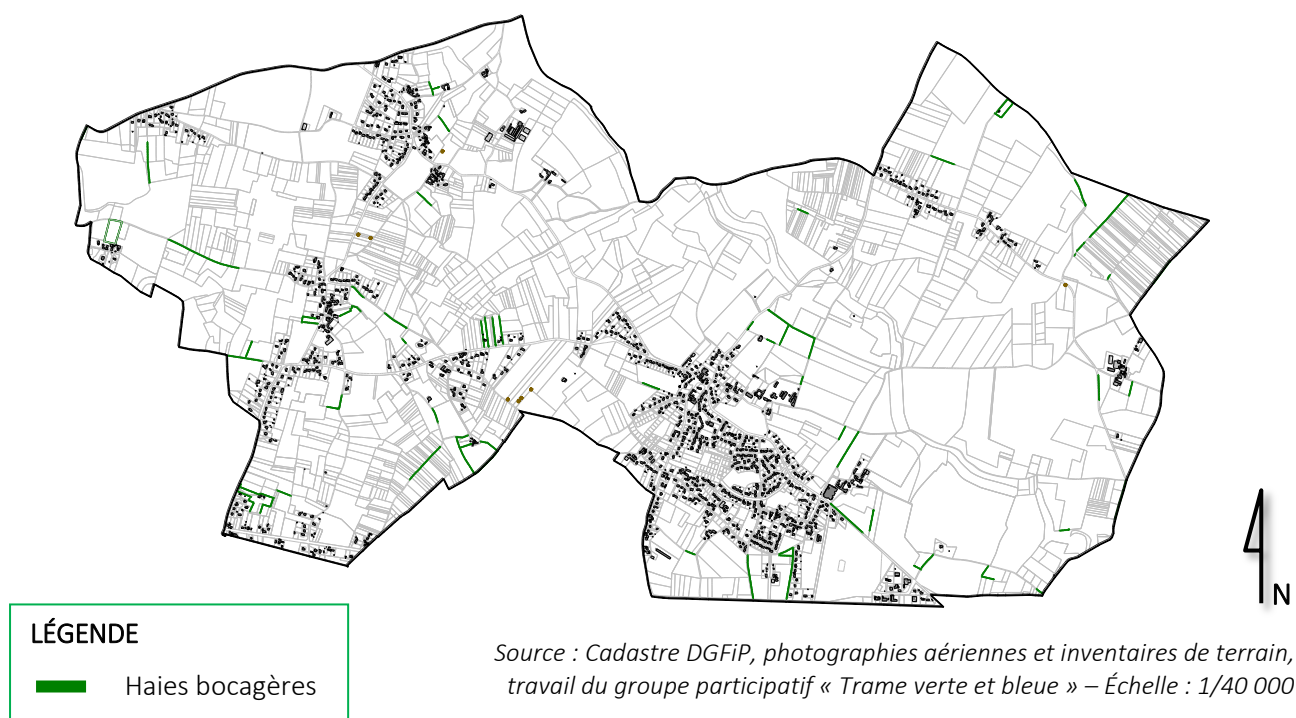
Le PLU n'a pas pour vocation de réglementer l'utilisation agricole du sol sur ces espaces qui sont évolutifs dans le temps. Les espaces semi-naturels doivent donc être compris comme un élément d'analyse du fonctionnement écologique de ma commune à un instant donné, ces surfaces pouvant être remises en usage agricole selon la rotation des cultures.

Les formations végétales linéaires ou ponctuelles reliant les réservoirs

▪ Les haies bocagères

À la fois habitats et corridors biologiques, les haies bocagères jouent de nombreux rôles dans le fonctionnement écologique, l'aménagement et le développement des territoires. Elles participent à la création de paysages divers et variés, contribuent à une meilleure qualité des eaux, permettent son infiltration et protègent ainsi contre l'érosion des sols. Elles constituent des zones de refuge pour la biodiversité, sont sources de production (bois de chauffage, fruits...), ont un rôle de régulation climatique et de nombreux intérêts agronomiques (brise vent, protection du bétail...).

Haies bocagères recensées sur la commune



Les espaces agricoles ouverts de Sèvres-Anxaumont comportent un linéaire très modéré de haies bocagères.

L'inventaire réalisé fait état de la présence d'environ **10,0 kilomètres de haies bocagères** sur le territoire. Cette reconnaissance ne prend pas en compte les haies basses (buissonnantes) ainsi que les haies ornementales situées autour des lieux d'habitation.

Les haies bocagères jouent un rôle important dans les corridors écologiques en assurant la perméabilité des espaces pour la circulation des espèces. Dans le Plan Local d'Urbanisme, leur pérennité pourra être assurée par une identification en tant qu'éléments de paysage à protéger.

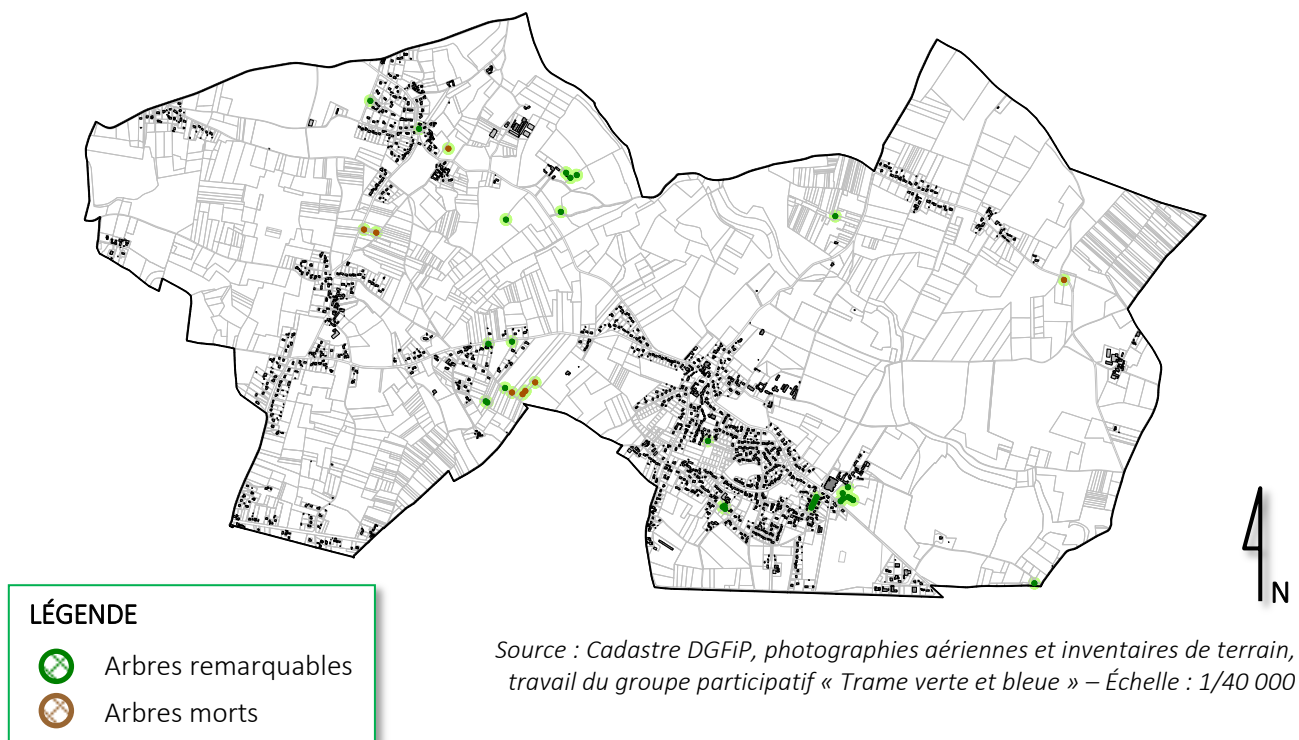


Haie bocagère au « Chiron des Trois Fusées »

▪ Les arbres isolés, arbres morts et/ou arbres remarquables

Les arbres isolés jouent un rôle de relais biologique et, notamment, de soutien à l'avifaune pour laquelle les arbres constituent des lieux d'observation, de nourrissage, voire de reproduction. Ils participent également à la qualité des paysages, dont ils sont un élément de composition notable.

Arbres isolés, morts et/ou remarquables recensés sur la commune



L'inventaire réalisé fait état de la présence de **39 arbres remarquables** pour la biodiversité. 8 d'entre eux sont morts, mais sont susceptibles de continuer à jouer un rôle écologique pour l'hébergement des insectes et les cycles biologiques de l'avifaune. Leur maintien, jusqu'à leur fin « naturelle », est donc souhaitable.



Arbre remarquable à « Gatte-Bourse »



Sujets morts au Nord de « Chantelle »

Les cours d'eau

Les cours d'eau, du ruisseau jusqu'au fleuve, forment, avec la diversité des espaces à dominante humide adjacents qui en dépendent, un réseau écologique et paysager particulier qui constitue l'élément phare de la trame bleue. La diversité biologique des cours d'eau dépend directement de la quantité et de qualité physico-chimique de la ressource en eau tout au long de l'année et de l'état des habitats aquatiques. Pour de nombreuses espèces aquatiques, notamment les grands poissons migrateurs, les possibilités de déplacements sont des conditions indispensables à leur survie.

Sèvres-Anxaumont ne comporte aucun cours d'eau sur son territoire. La nature calcaire des sols entraîne en effet une infiltration rapide des eaux de pluie qui alimentent des nappes souterraines et ressortent en sources et résurgences dans les vallées voisines.

Les couvertures végétales permanentes le long des cours d'eau

Mises en place dans le cadre du Grenelle de l'Environnement, ces couvertures végétales sont destinées à protéger la ressource en eau contre les pollutions et à favoriser le développement d'écosystèmes naturels. Elles sont définies par l'article L.211-14 du Code de l'Environnement :

« Le long de certains cours d'eau, sections de cours d'eau et plans d'eau de plus de dix hectares, l'exploitant ou, à défaut, l'occupant ou le propriétaire de la parcelle riveraine est tenu de mettre en place et de maintenir une couverture végétale permanente composée d'espèces adaptées à l'écosystème naturel environnant sur le sol d'une largeur d'au moins cinq mètres à partir de la rive, hors les espaces déjà imperméabilisés ou occupés par des bâtiments, cours, terrains clos de murs, sans préjudice des règles d'urbanisme applicables auxdits espaces. »

La liste des cours d'eau, sections de cours d'eau et plans d'eau le long desquels s'applique cette obligation est arrêtée par l'autorité administrative.

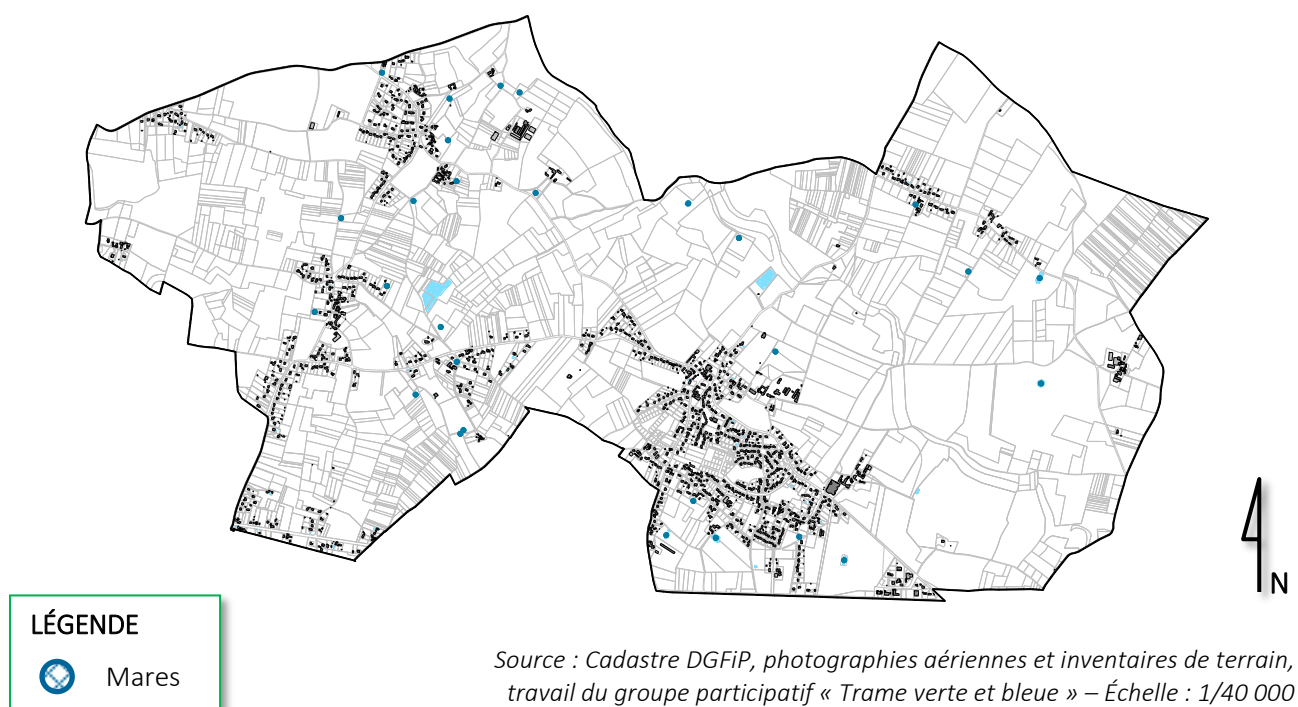
Sèvres-Anxaumont ne comporte pas de cours d'eau permanent. En conséquence, aucune couverture végétale n'est mise en place sur le territoire de la commune.

Les mares

Les mares sont des étendues d'eau de faible surface, pérennes ou non, de profondeur limitée. L'alimentation en eau provient du ruissellement ou de la remontée du plafond de la nappe phréatique, avec parfois un ruisseau temporaire, ou un apport par débordement périodique d'un cours d'eau. La plupart des mares ont été créées par l'homme, notamment pour répondre aux besoins en eau des habitants (mares communautaires), du cheptel ou suite à des activités extractives (argile, marne, pierres meulières). Très riches au niveau botanique, elles jouent un rôle majeur pour les batraciens (tritons, grenouilles), les reptiles (couleuvres) et les libellules.

La disparition des petites mares par comblement est rapide dans les zones d'abandon de l'élevage. Elles constituent pourtant des espaces symboliques du patrimoine rural et sont essentielles pour le maintien de la biodiversité.

Mares identifiées sur la commune



Malgré un contexte géologique perméable, Sèvres-Anxaumont comporte un nombre modéré de points d'eau maintenus par les argiles de surface. L'inventaire réalisé fait état de la présence de **28 mares régulièrement réparties sur le territoire**. Ce recensement ne prend pas en compte les étendues d'eau artificialisées (bassins d'orages, bassins bâchées...) ou servant à l'irrigation agricole.

La majorité de ces mares est d'origine agricole, mais certaines d'entre elles ont été aménagées sur des domaines résidentiels privés.

Les espaces à dominante humide

D'après la Loi sur l'Eau du 3 Janvier 1992, les zones humides sont « *les terrains, exploités ou non, habituellement inondés ou gorgés d'eau douce, salée ou saumâtre de façon permanente ou temporaire ; la végétation, quand elle existe, y est dominée par des plantes hygrophiles pendant au moins une partie de l'année* ». Les zones humides remplissent de nombreuses fonctions utiles aux équilibres naturels et aux activités humaines : écrêtement des crues et soutien d'étiage, épuration naturelle, réservoirs de biodiversité, support de loisirs et de tourisme...

Cette définition a été complétée à plusieurs reprises. L'Arrêté du 1^{er} Octobre 2009, modifiant l'Arrêté du 24 Juin 2008, pris en application de l'article R.211-108 du Code de l'Environnement, précise :

I. - Les critères à retenir pour la définition des zones humides mentionnées au 1° du I de l'article L.211-1 sont relatifs à la morphologie des sols liée à la présence prolongée d'eau d'origine naturelle et à la présence éventuelle de plantes hygrophiles. Celles-ci sont définies à partir de listes établies par région biogéographique. En l'absence de végétation hygrophile, la morphologie des sols suffit à définir une zone humide.

II. - La délimitation des zones humides est effectuée à l'aide des cotes de crue ou de niveau phréatique, ou des fréquences et amplitudes des marées, pertinentes au regard des critères relatifs à la morphologie des sols et à la végétation définis au I.

III. - Un Arrêté des Ministres chargés de l'environnement et de l'agriculture précise, en tant que de besoin, les modalités d'application du présent article et établit notamment les listes des types de sols et des plantes mentionnés au I.

IV. - Les dispositions du présent article ne sont pas applicables aux cours d'eau, plans d'eau et canaux, ainsi qu'aux infrastructures créées en vue du traitement des eaux usées ou des eaux pluviales.

Ainsi, les morphologies de sols propices à la présence de zones humides sont fixées en annexe de l'Arrêté cité ci-dessus :

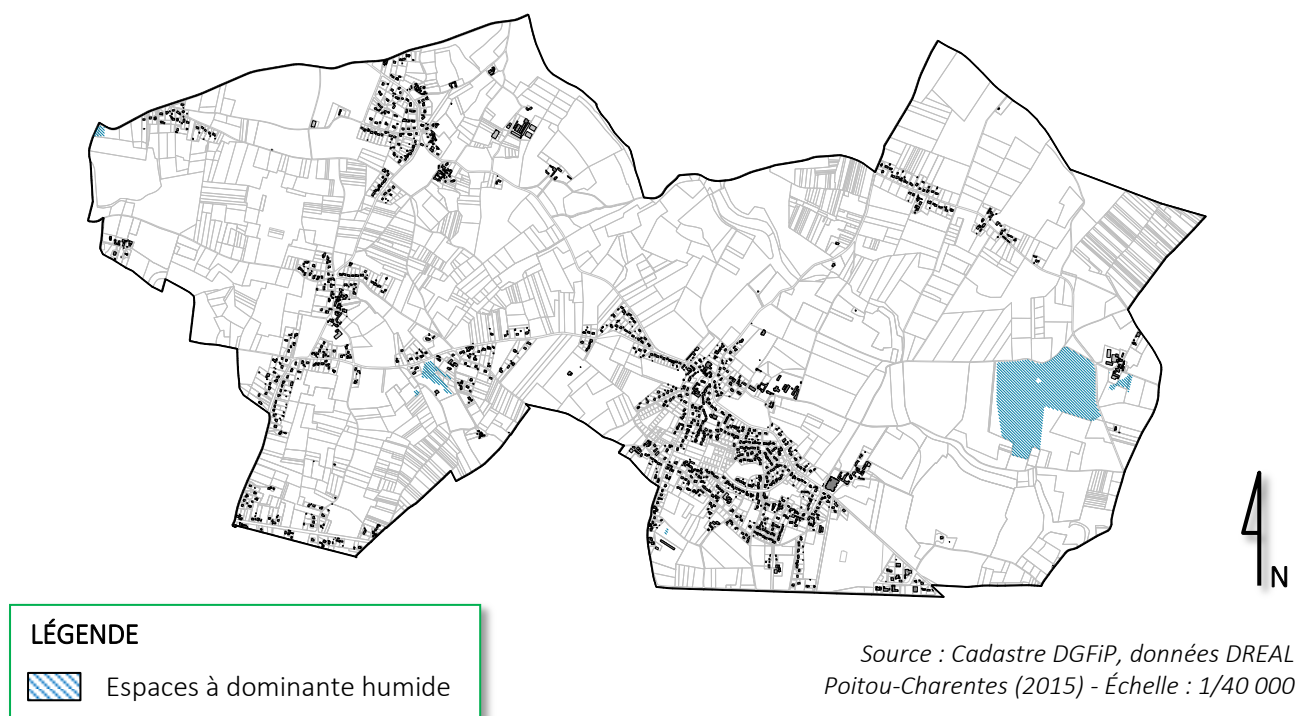
Toutes références d'Histosols, toutes références de Réductisols, les Rédoxisols (pro parte), les Fluviosols bruts rédoxisols (pro parte), les Fluviosols typiques rédoxisols (pro parte), les Fluviosols brunifiés rédoxisols (pro parte), toutes références de Thalassosols rédoxisols, les Planosols typiques (pro parte), les Luvisols dégradés rédoxisols (pro parte), les Luvisols typiques rédoxisols (pro parte), toutes références de Sols salsodiques, toutes références de Pélosols rédoxisols, les Colluviosols rédoxisols, les Podzosols humiques et podzosols humoduriques.

Un inventaire de « prélocalisation des zones humides » a été réalisé pour le compte de la DREAL Poitou-Charentes en 2015. Ce travail a été conduit sur la base d'une interprétation visuelle, au 1/5 000, de l'orthophotoplan de 2011, de la carte IGN au 1/25 000 et de la carte d'État-major de 1860.

Cet inventaire de prélocalisation ne répond pas aux principes définis par l'Arrêté du 1^{er} Octobre 2009 et par l'article R.211-108 du Code de l'Environnement. Il est donc reporté à titre informatif en tant que « prélocalisation d'espaces à dominante humide » et doit être compris comme la localisation d'enveloppes de probabilité.

En tout état de cause, tout projet d'aménagement dans ces espaces devra s'accompagner d'une étude réalisée dans le respect de l'objectif 8 du SDAGE Loire-Bretagne et selon les modalités du Guide de la méthode nationale d'évaluation des fonctions des zones humides édité par l'ONEMA en 2016.

Espaces à dominante humide sur la commune (DREAL Poitou-Charentes)



L'inventaire a permis d'identifier **29,2 hectares** d'espaces à dominante humide, soit 1,9 % du territoire communal. Ces secteurs sont essentiellement localisés à l'Est de la commune, au niveau du lieu-dit « Les Prés Moreau » ainsi que, dans une moindre mesure, au Sud du hameau de « La Vallée ».

Au sein de ces enveloppes de probabilité, tout projet d'aménagement devra faire l'objet d'études de qualification de la morphologie des sols, au regard de l'article R.211-108 du Code de l'Environnement, pour attester de l'existence d'une zone humide, le cas échéant.

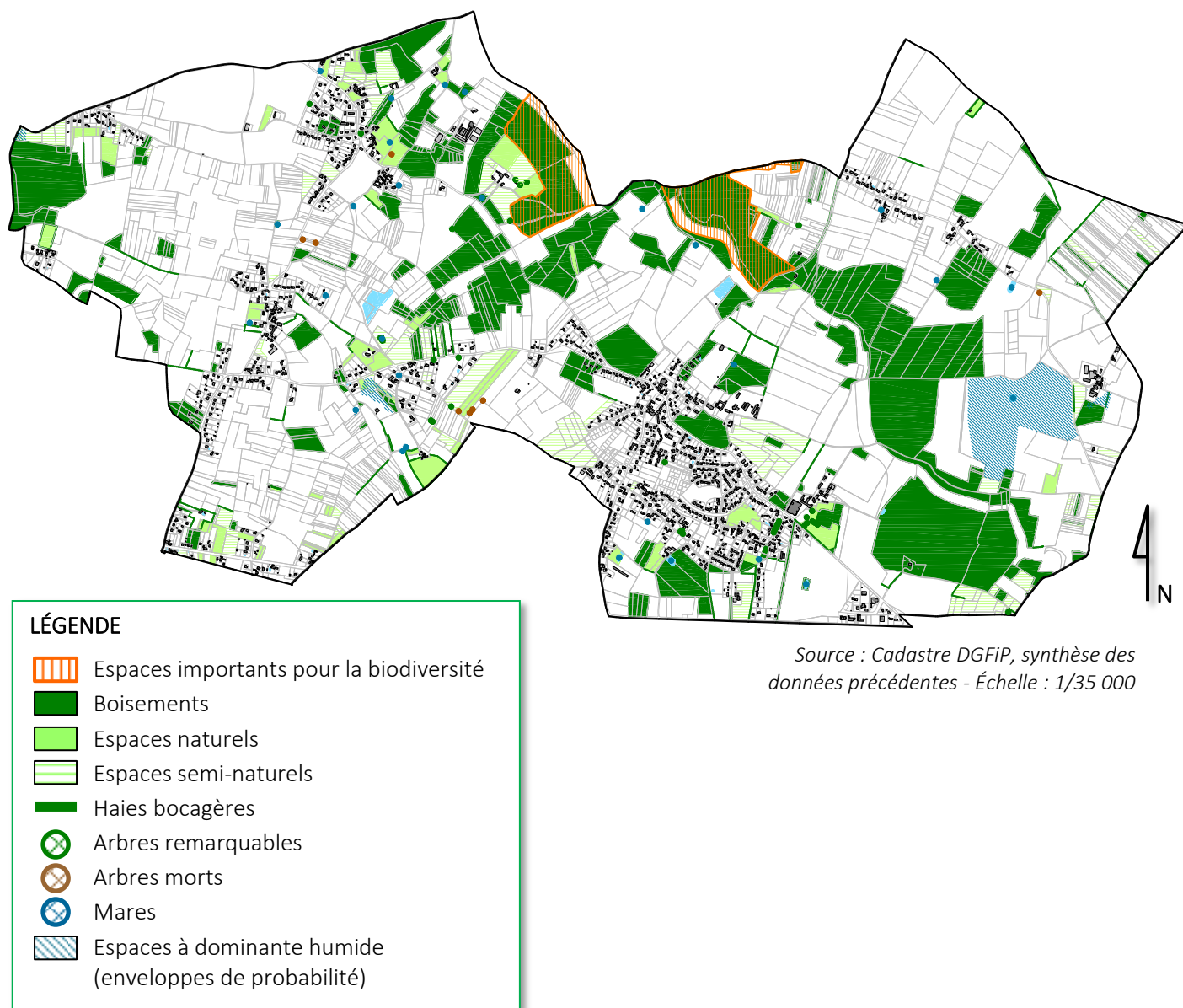
Synthèse de la Trame verte et bleue communale

La trame verte et bleue à Sèvres-Anxaumont est essentiellement représentée par sa composante verte. L'eau est en effet très peu présente sur ce plateau calcaire et karstique (existence de gouffres dans la Forêt de Moulière) et les variations importantes du niveau de la nappe phréatique ne favorisent pas le développement de zones humides supports d'une biodiversité spécifique. Cette rareté de l'eau renforce l'enjeu de protection et de restauration des mares, ainsi que des possibilités de connexion entre elles.

Les boisements constituent les éléments de biodiversité les plus présents. Leur petite taille et leur grand nombre favorise les « effets de lisière ». La richesse biologique est susceptible d'être importante aux interfaces entre ces boisements et les espaces ouverts. Ils sont régulièrement répartis sur le territoire, à l'exception des parties Ouest et Est de la commune, composées de paysages agricoles ouverts.

Les espaces naturels et semi-naturels viennent compléter ce schéma et peuvent être considérés comme des corridors écologiques diffus de la trame verte, tels que mentionnés dans le Schéma Régional de Cohérence Écologique. Ces espaces assurent des fonctions essentielles de perméabilité pour la circulation des espèces sur le territoire. En raison de leur localisation fréquente entre espaces de grandes cultures agricoles et urbanisation, ils sont pourtant soumis à de multiples pressions pour l'utilisation du sol et constituent en ce sens les éléments écologiques les plus menacés du territoire.

Éléments constitutifs de la trame verte et bleue locale à Sèvres-Anxaumont



■ LE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU ÉCOLOGIQUE LOCAL

Richesse biologique potentielle des milieux naturels

■ Préambule

Les investigations de terrain ont été réalisées au cours de l'hiver 2014/2015. De ce fait, compte-tenu de la période et dans un souci de rigueur scientifique, il ne sera évoqué que des potentialités. La présence ou l'absence d'espèces est corrélée à de nombreux facteurs qui sont propres à chaque site. Ces facteurs sont liés aux conditions édaphiques des sols, à la gestion anthropique, à l'histoire du site, aux variations du climat (réchauffement climatique), à la dynamique des populations animales ou végétales (populations isolées, système métapopulationnel, etc.), à la biocénose (espèces liées les unes aux autres), et bien d'autres ; autant de rouages qui, si un élément venait à être modifié, entraîneraient l'absence d'espèces alors que tout semble propice. *A contrario*, des espèces dont la biologie est méconnue sont observées sur des sites où on ne les attendait pas.

En d'autres termes, seule l'observation directe d'une espèce peut permettre d'affirmer sa présence. A l'inverse, l'absence de preuve n'étant pas la preuve de l'absence, des espèces peuvent passer inaperçues lors d'une saison, selon leur biologie (cycles), les facteurs extérieurs (météorologie, fluctuation des effectifs et des comportements...), etc. Qui plus est, en écologie, les observations sont issues de données prises à un instant donné, dans un environnement spécifique qui est lui-même amené à évoluer, de façon naturelle ou anthropique.

Toutefois, avec l'expérience acquise par la connaissance des milieux et des espèces locales, il est possible pour un naturaliste de pointer les potentialités des milieux selon les secteurs et leur contexte. C'est ce que les données présentées ci-après s'attachent à illustrer.

De plus, un site où une espèce n'est pas observée depuis plusieurs années peut tout à fait la voir réapparaître à la faveur d'une gestion conservatoire. Ceci est fonction de l'écologie de l'espèce et de ses habitats ; ce peut être le cas dans un système métapopulationnel avec des zones sources et des zones puits, connectées par des corridors écologiques. Ce concept est matérialisé par la trame verte et bleue.

La commune de Sèvres-Anxaumont est une commune à la fois rurale et périurbaine, proche de l'agglomération de Poitiers.

Au-delà de l'urbanisation concentrée, elle est essentiellement composée de champs (cultures), de peu de prairies, d'un linéaire de haies assez faible et de boisements bien présents.

Il n'y a pas de cours d'eau permanent.

Contrairement aux communes voisines, aucune carrière (active ou passée), n'a été localisée.

Il n'a pas été noté la présence de milieux exceptionnels ou remarquables. Toutefois la présence d'une nature « ordinaire » est à considérer dans les aménagements dans le contexte actuel de disparition de la biodiversité. De nombreuses espèces dites « communes » se raréfient également avant de disparaître.

Malgré ce caractère relativement pauvre d'un point de vue biodiversité, ou du moins non exceptionnel, il é été noté la présence de nombreux aménagements montrant une volonté de faire œuvre de pédagogie et de sensibilisation par rapport au patrimoine naturel.

Les enjeux environnementaux sont liés aux milieux rencontrés sur la commune, mais également au contexte local (au-delà de la commune).

Ces enjeux, observés lors de la visite de terrain par entités (milieux aquatiques, prairiaux, etc.), sont listés ci-après et accompagnés de commentaires et de photographies.

▪ Milieux aquatiques

Il n'y a pas de cours d'eau permanent. Quelques fossés ont été notés au sein des milieux agricoles. Ces fossés ne sont pas propices à la présence d'espèces telles que les amphibiens ou les libellules en raison du contexte. En effet, la topographie du milieu entraîne une accumulation des produits phytosanitaires dans le fossé. De plus, l'absence de zone tampon ne permet pas de réduire cette accumulation. En outre, l'absence de végétation aquatique révèle soit un manque d'eau, soit un ruissellement des herbicides.



Fossé sur la commune



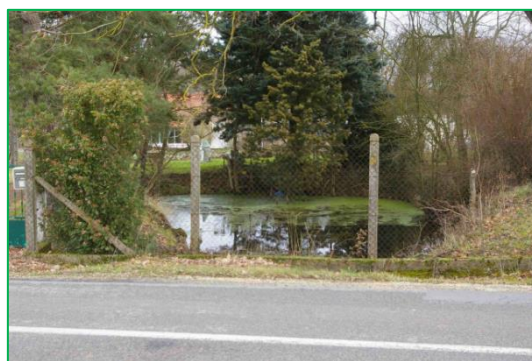
Fossé sur la commune

Il a été noté la présence de mares. Celles-ci se trouvent soit dans les hameaux, et même dans le Bourg principal, ou bien dans les zones plus agricoles (champs cultivés ou prairies). Elles présentent également des variations quant à la végétation aquatique qu'elles accueillent.

Ainsi, certaines ne présentent aucune végétation aquatique. Elles sont toutefois le support à la reproduction de certains amphibiens, comme les grenouilles et les crapauds. D'autres ont une végétation aquatique intéressante pour l'accueil d'un plus grand nombre de groupes faunistiques. En effet, la présence de massettes, de roseaux ou autres plantes plus petites, permet la reproduction d'amphibiens tels que les grenouilles et les crapauds, mais également les tritons. Au-delà des amphibiens, les odonates apprécient également ces mares avec de la végétation qu'elles utilisent comme support pour leur reproduction.



Mare sans végétation aquatique près de « La Poterie »



Mare chez des particuliers à « La Brunetrie »



Mare avec végétation aquatique à « Peumartin »



Mare avec végétation aquatique



Mare avec végétation aquatique près de « La Cunaye »



Bassin d'orage avec végétation aquatique dans le Bourg

Toutes ces mares ont un rôle à jouer dans la préservation de la biodiversité communale. La plupart semble sur le domaine privé (dans des champs ou sur des parcelles de pacage). Il est possible de valoriser et de préserver, voire d'accroître leur intérêt en sensibilisant et conseillant les propriétaires. Outre ce rôle, elles peuvent également avoir un rôle dans la sensibilisation du grand public et des scolaires, à travers des actions simples. Elles peuvent servir de supports pédagogiques pour les écoles (connaissance du vivant, entretien, etc.), à l'image d'une mini réserve naturelle.

Des milieux aquatiques moins « naturels » sont également présents. Il s'agit des sites de traitement des eaux et, plus particulièrement, les bassins de rétention d'eau. Il arrive que l'utilisation de bâches lisses crée des pièges pour les amphibiens et les mammifères, qui descendent dans l'eau et ne peuvent remonter en raison du manque d'adhérence de cette bâche. Ces bassins sont donc à surveiller, et le cas échéant, des aménagements simples sont possibles.



Bassin de rétention d'eau

▪ Milieux prairiaux

Dans ce contexte agricole et urbain, les espaces prairiaux ne sont pas majoritaires. La plupart des parcelles de prairies permanentes n'a rien d'exceptionnel, et abrite une nature ordinaire, qu'il ne faut toutefois pas négliger dans les aménagements. Ces prairies sont bien souvent les derniers lieux de nature qui sont des refuges pour la faune et la flore locales.

Sur la commune persiste ce qui semble être les vestiges de son histoire rurale, à savoir de petites parcelles prairiales dans les hameaux et même dans le Bourg, avec la présence de moutons, d'oies et autres coqs. Compte tenu du contexte, elles sont, comme indiqué plus haut, les derniers refuges pour la faune et la flore locales. Or, ces parcelles se situent dans le Bourg et les hameaux (en « dents creuses »), de telle sorte que ces refuges d'une biodiversité « ordinaire » semblent en sursis, poursuivant ainsi l'appauvrissement de la diversité biologique de la commune au profit de l'exploitation agricole (champs cultivés) et du développement urbain.



Petite parcelle pacagée vers « Les Trois Maisons »



Petite parcelle pacagée à « Chantelle »



Petite parcelle pacagée dans le Bourg



Petite parcelle pacagée à « Anxaumont »

Au-delà de ces petites parcelles, on retrouve quelques plus grandes zones prairiales qui ont un intérêt certain pour la faune et la flore dans le contexte local. C'est le cas de la « Vallée Bazille », près du « Petit Médoc ».



Prairies de la « Vallée Bazille »



Prairies de la « Vallée Bazille »

C'est également le cas près des « Pierrières » avec la présence de vaches.



Praires au second plan près de « La Croix Rouge »

Une autre zone prairiale intéressante est constituée par le « Parc de la maison des Sadébriens », près de la déchetterie. Cette zone communale a l'avantage d'être gérée par la commune qui semble soucieuse de son patrimoine naturel. Il s'agit donc d'un site multipliant les vocations.

Tout d'abord, elle agit comme zone refuge pour la biodiversité (flore, insectes, oiseaux, reptiles, petits mammifères). Cet intérêt est fonction de la gestion qui y est pratiquée, des conseils pour les plans et orientations de gestion sont possibles par des structures compétentes. Il manque cependant des zones de reproduction pour les espèces liées à l'eau telles que les libellules et les amphibiens. Des aménagements simples sont possibles dans le cadre de la problématique d'accessibilité au public.

Il y a ensuite un rôle pédagogique et de sensibilisation vers les scolaires et le grand public très intéressant.



Parc de la Maison des Sadébriens



Parc de la Maison des Sadébriens



Plan du Parc de la Maison des Sadébriens



Parc de la Maison des Sadébriens



Hôtel à insectes dans le Bourg

Il est à noter qu'outre la simple présence d'espaces prairiaux, ceux-ci ont un intérêt en fonction de la gestion qui y est pratiquée (dates de fauche, pression de pâturage, etc.).

Toutes ces zones sont alors des lieux de vie et de reproduction pour de très nombreux insectes (orthoptères, papillons, etc.), ainsi que pour de nombreuses plantes (à fleurs ou non). Elles sont également les zones de nourrissage des oiseaux.

Sur quelques zones de la commune, certaines parcelles sont livrées à elles-mêmes (absence de gestion). Suivant la nature du sol, ces prairies en évolution montrent un enrichissement avec des ronciers et des ligneux qui s'y développent. Ceci est intéressant pour la faune (insectes, mammifères et oiseaux). Toutefois, il convient de porter attention à ne pas laisser gagner l'enrichissement de façon trop importante vers un boisement car ces espaces perdraient alors de leur intérêt pour la faune.



Friche à « La Grande Allée »



Friche à « La Grande Allée »

▪ Milieux boisés

Il n'a pas été noté la présence de boisements patrimoniaux en matière d'habitat. Toutefois, ils sont globalement le lieu de vie d'espèces patrimoniales comme les oiseaux, les mammifères et de nombreux insectes.

Le milieu boisé est bien présent sur la commune. On trouve des petits bosquets et des boisements importants.

Ainsi, les boisements « Les Broussards », « Les Glands » et le « Bois de la Brunetterie » forment un massif forestier très intéressant de par sa taille, et donc sa capacité d'accueil pour la faune forestière (oiseaux, insectes, mammifères), mais également grâce à sa connexion avec le boisement de la commune voisine, à savoir le « Bois de Lirec », classé en ZNIEFF (Zone Naturelle d'Intérêt Écologique, Faunistique et Floristique).

L'autre « massif » boisé (le « Bois Vergnaud » et autour de la « Vallée Crapaud ») est, quant à lui, isolé du « Bois de Lirec » et fragmenté par les routes et les champs. Son intérêt est moindre mais non nul (zone refuge et de reproduction). Il est toutefois possible de l'accroître en reconnectant les entités grâce à des haies.

Les autres bosquets et boisements, de tailles très variables, sont relativement isolés les uns des autres et des massifs principaux.

L'exploitation forestière de petites parcelles engendre une variété de strates arbustives et arborescentes qui favorise une diversité biologique (diversité d'oiseaux nicheurs). Ces coupes sont intéressantes tant qu'il ne s'agit pas de suppression totale du boisement.



Exploitation du bois, strates arbustive et arborescente



Utilisation des bois à des fins de loisirs

Du point de vue des haies, elles sont relativement rares et isolées. Elles servent également très peu de corridors entre boisements, d'où un rôle écologique faible. Toutefois, il y a également une variété de haies (haies basses et haies plus importantes) qui servent de site de reproduction et de lieu de nourrissage pour de nombreuses espèces (insectes, oiseaux et mammifères).



Fragment de haie à conserver et à développer



Fragment de haie à conserver et à développer

Dans l'éventualité d'actions de recréation de haies, il conviendra de porter une attention particulière aux essences utilisées ainsi qu'à la manière de les planter. Il est préférable d'utiliser des essences locales et d'éviter les bâches. Ces bâches se déchirent rapidement et se retrouvent un peu partout, portées par le vent.



Exploitation du bois, strates arbustive et arborescente



Bâches plastiques utilisées lors de la plantation



Dislocation des bâches plastiques et pénétration dans l'environnement

▪ Zones de cultures

Les zones de cultures peuvent être intéressantes, en fonction de leur utilisation, pour les oiseaux de plaines (Rapaces, Œdicnèmes, etc.). C'est également le lieu de vie des messicoles, plantes compagnes des moissons (Chrysanthème des moissons, Bleuet, Adonis, Nielle des blés...) qui sont bien souvent oubliées. Toutefois, le contexte de production intensive (utilisation d'herbicides et autres phytosanitaires) rend peu probable cet aspect potentiel pour les messicoles.

Sur la commune, plusieurs types de cultures sont présents, non seulement en termes de production, mais en termes de taille et de contexte. Il existe de grandes parcelles dépourvues de haies, mais également de petites parcelles entourées de boisements et/ou de haies. La variété de milieux peut apporter un intérêt à ces milieux agricoles. Toutefois, le facteur le plus important pour la biodiversité reste la manière de les cultiver.



Grande culture



Grande culture avec épandage



Grande culture



Grande culture avec fossé et boisement

■ Arbres isolés à conserver

Les vieux arbres, dont certains sont recouverts de lierre, servent à des espèces remarquables comme les oiseaux ou les chiroptères. Même morts, ces arbres ont toujours un rôle comme abri et site de reproduction pour la biodiversité (insectes...). Il est alors intéressant d'en conserver, dans la limite du cadre de sécurité (risque de chute de branches sur les zones publiques et de passage).



Vieux arbres à conserver



Vieil arbre et lierre à conserver

Il a été noté la présence de « **fosses** » dans un champ cultivé, servant de zone de comblement. Il convient de faire attention à cette pratique et à l'impact que cela peut avoir en matière de modification du sol et de pollution.



Fosses et remblais entre « Beaulieu » et « Chantelle »



Fosses et remblais entre « Beaulieu » et « Chantelle »

De même, aux alentours des silos près de « Lavaud », il convient de faire attention aux écoulements et à l'épandage accidentel ou volontaire de produits indéterminés qui peuvent modifier la nature du sol et polluer.



Épandage ou vidange de produit indéterminé dans les bois

▪ Patrimoine bâti

Les églises sont souvent utilisées par des colonies de reproduction de chauve-souris et/ou par des rapaces nocturnes. C'est le cas de l'église de Sèvres-Anxaumont. Il conviendra de veiller à ce maintien d'accessibilité pour ces groupes d'espèces en cas de restauration. De simples recherches à de bonnes périodes permettent de mettre en évidence des colonies non connues de chauve-souris, surtout dans une région où de nombreuses carrières sont présentes.

C'est le cas également pour de vieilles bâtisses privées avec des charpentes accessibles. Il est possible de sensibiliser et d'informer le grand public pour la prise en compte de ce patrimoine lors de restaurations.



Église et clocher

▪ Conclusion

La commune de Sèvres-Anxaumont ne possède pas un patrimoine naturel exceptionnel. Toutefois, dans ce contexte de milieu *a priori* relativement pauvre, la « nature ordinaire » apparaît alors comme un refuge pour la biodiversité encore présente.

Ainsi, des milieux pouvant apparaître comme secondaires au sein de communes avec des potentiels plus importants, doivent ici être considérés comme prioritaires pour le maintien de cette biodiversité ordinaire.

Cela passe par la préservation, à travers une bonne gestion (fréquence et date de fauche) des espaces prairiaux (prairies, bords des routes et des chemins), la préservation et le renforcement des mares et des haies pour reconnecter certains bosquets et bois.

Les espaces prairiaux, relativement rares dans la commune, sont, en grande partie, constitués par ce qui semble être un vestige de l'histoire rurale de la commune. Ainsi, on retrouve de petites parcelles pâturées par des moutons et autres volailles au sein même des hameaux et du Bourg. Ces parcelles constituent des « dents creuses » qui placent alors ces quelques refuges pour la faune et la flore en sursis.

Le patrimoine naturel doit aussi être considéré en cas de restauration du patrimoine bâti (clocher par exemple) si des colonies de chauve-souris ou des oiseaux devaient y être présentes au cours de leur cycle.

L'atout principal pour la préservation de la biodiversité communale est la volonté qui semble animer la commune dans les actions de création et de valorisation de sites. C'est le cas du Parc de la Maison des Sadébriens, mais également la mise en place d'hôtels à insectes. De nombreux autres aménagements simples, favorables au maintien et au renforcement de la diversité biologique, sont réalisables. Il existe de très nombreuses structures ressources pour aider à cela.

Synthèse du fonctionnement du réseau écologique

L'objectif de cette analyse est d'identifier les **corridors écologiques** et les **réservoirs de biodiversité** constitutifs des **continuités écologiques** de la Trame verte et bleue de Sèvres-Anxaumont. L'application des dispositions du Code de l'Environnement (articles L.371-1 et R.371-19 notamment) permet de constituer le schéma de fonctionnement présenté en page suivante.

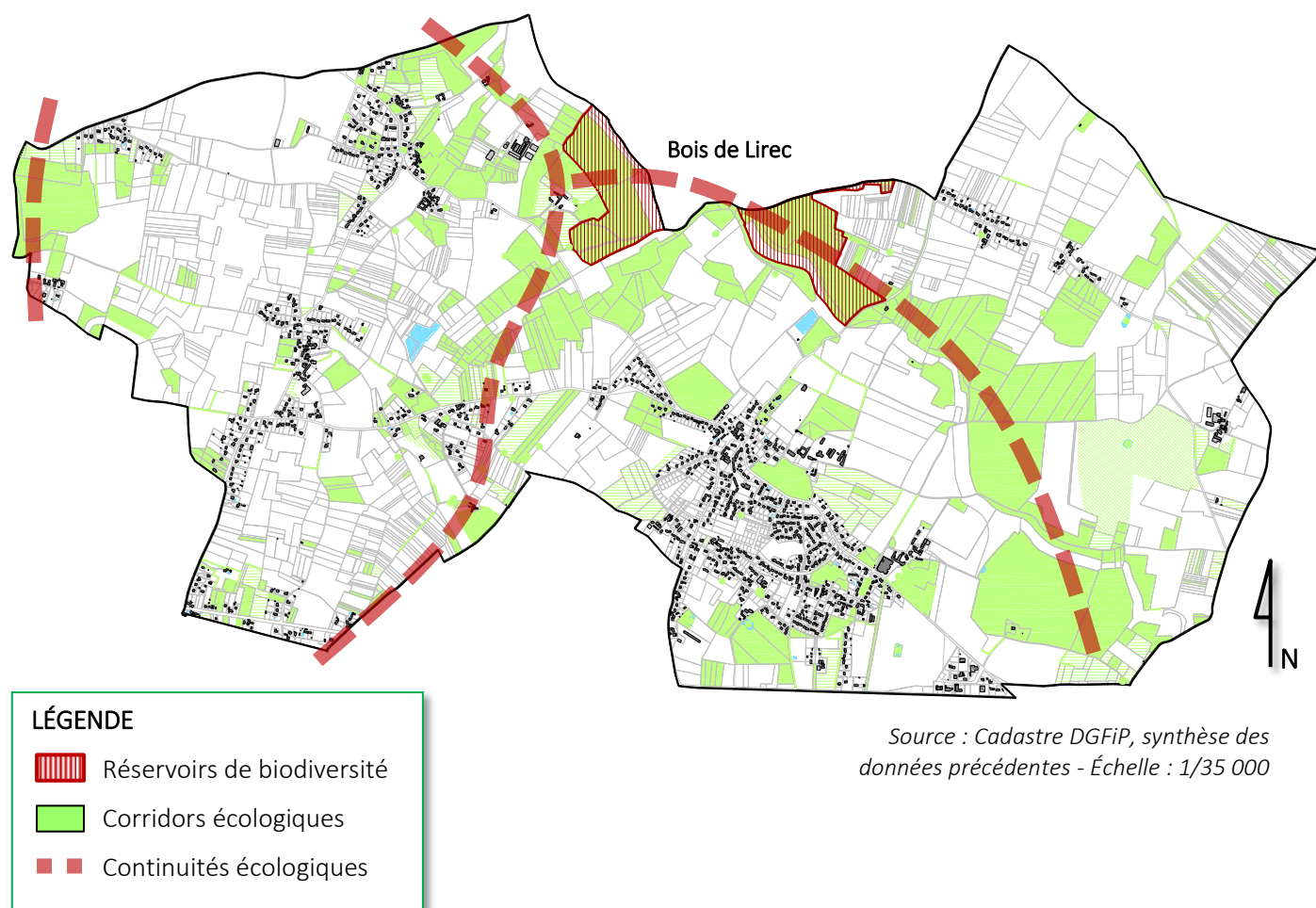
L'analyse au regard du Code de l'Environnement fait apparaître le rôle majeur du réservoir de biodiversité joué par le Bois de Lirec (Bignoux et Sèvres-Anxaumont). Celui-ci se situe en effet en position centrale d'un vaste ensemble de boisements, d'espaces naturels et semi-naturels s'étendant de Saint-Julien-l'Ars à Montamisé, en appui sur les vallées sèches.

Les continuités pouvant être identifiées sont les suivantes :

- À l'Ouest du territoire communal, le Bois des « Grands Hauts » sert d'appui à une continuité Nord/Sud ayant pour relais les différents boisements situés hors commune (Poitiers au Nord, Mignaloux-Beauvoir au Sud).
- Depuis le Bois de Lirec, une continuité s'étend vers le Sud/Sud-Ouest le long de la vallée sèches appelée par endroits « Vallée Crapaud » ou « Vallée Bazille ». Cette continuité, au Sud du hameau de « La Vallée », est plus ténue et est probablement arrêtée par la RD 951 et l'urbanisation linéaire qui y est associée au niveau du lieu-dit « La Banlègre ».
- Depuis le Bois de Lirec, une continuité s'étend vers le Sud-Est le long de la vallée sèches appelée par endroits « Vallée de la Prune », « Vallée du Rat » ou « Vallée du Grand Bois ». Cette continuité, au Sud du Bois de la Brunetterie, est arrêtée par la RD 951 et l'urbanisation liée aux faubourgs de Saint-Julien-l'Ars.

Cette analyse précise celle du schéma Régional de Cohérence Écologique, qui reconnaît la valeur importante d'une partie de ces continuités.

Celles-ci devront être préservées dans le PLU, en particulier contre le développement diffus de l'urbanisation.



Pression anthropique et risque de fragmentation

La pression anthropique est mesurée au travers de trois facteurs :

- **L'urbanisation**, qui artificialise les sols et détruit les éléments constitutifs de la trame verte et bleue ;
- **La fragmentation des milieux** par les infrastructures linéaires, qui isolent les populations ;
- **Les pollutions et les nuisances** (dont la mortalité routière) qui impactent directement les espèces.

À Sèvres-Anxaumont, les enjeux suivants peuvent être relevés en matière de pression anthropique :

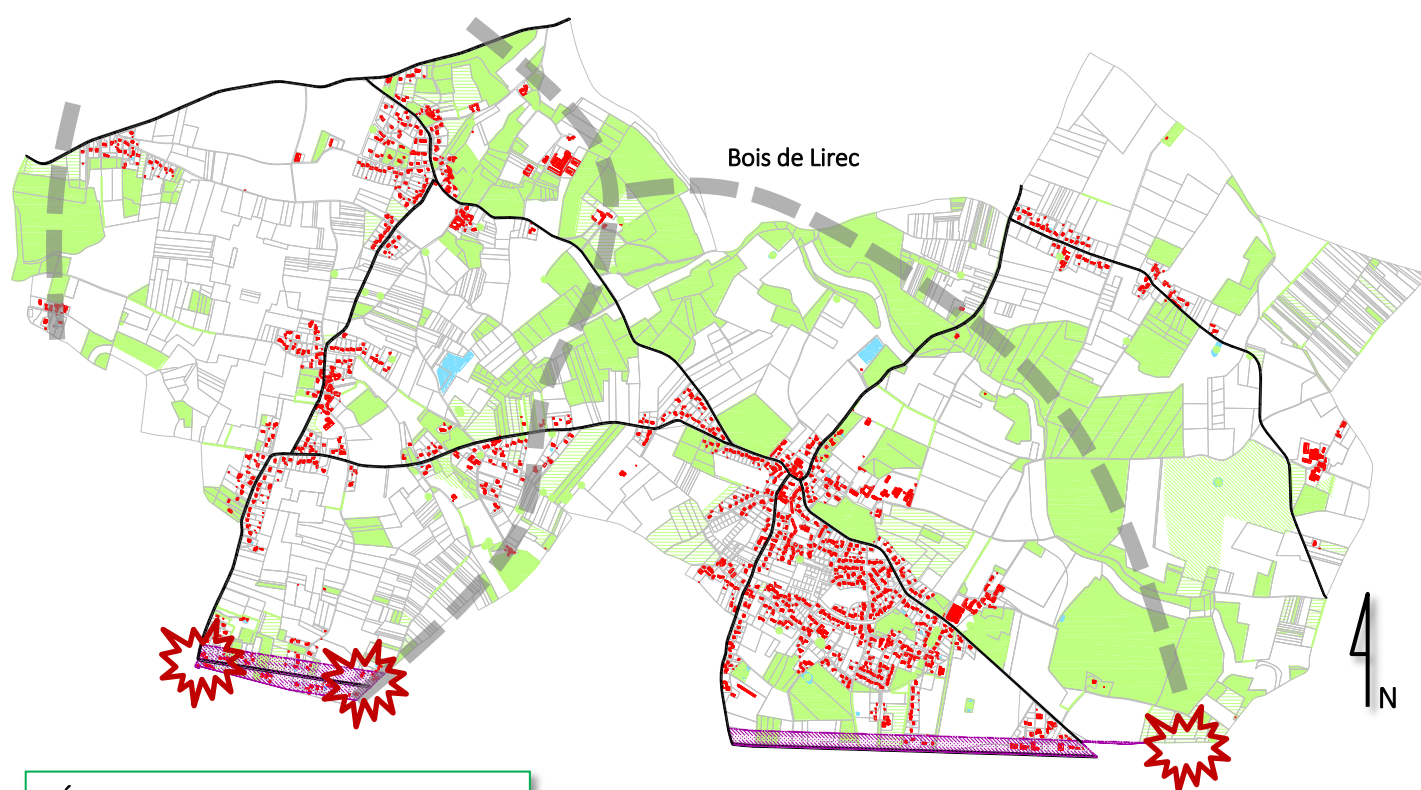
- La **pression due à l'urbanisation** est principalement concentrée sur les Bourgs de Sèvres et d'Anxaumont et, dans une moindre mesure, sur le village de « Chantelle ». Les constructions sur les espaces agricoles et naturels restent limitées et le projet de PLU devra s'attacher à préserver cet état de fait afin de protéger les continuités écologiques du territoire d'un étalement de l'urbanisation.
- La **pression due à la fragmentation** est concentrée, à Sèvres-Anxaumont, sur les voies de circulation. À l'exception de la RD 951, les routes de la commune supportent un trafic essentiellement local, qui ne présente que peu de risques de fragmentation sur les continuités écologiques. En revanche, la RD 951 supporte un trafic conséquent. Elle marque la limite Sud de la continuité écologique Nord-Ouest/Sud-Est qui n'a, au-delà de cet axe, plus de relais sur lesquels s'étendre. Elle présente également un risque de fragmentation des deux continuités Nord/Sud à l'Ouest du territoire communal, entre le vaste ensemble boisé de Poitiers, Montamisé, Bignoux et Sèvres-Anxaumont et les boisements de Mignaloux-Beauvoir.

- La **pression due aux pollutions** et à la mortalité routière des espèces ne concerne que les infrastructures à circulation importante. À Sèvres-Anxaumont, cela ne concerne, là encore, que la RD 951 (11 985 véhicules/jour en 2015).

Des actions peuvent être entreprises pour limiter la pression anthropique :







- **Préserver de l'urbanisation** les espaces agricoles et naturels de la commune afin de limiter l'étalement urbain et maintenir les fonctionnalités des continuités écologiques de la commune, encore préservées de l'urbanisation.
- **Préserver des coupures d'urbanisation** entre le Bourg et les différents villages et écarts de la commune. Il conviendra pour ce faire de limiter l'urbanisation des lieux-dits « La Vallée » et « Le Petit Médoc », situés sur une continuité écologique locale.
- Anticiper les impacts potentiels des projets d'infrastructure en évaluant les **incidences cumulées des différents projets** sur l'environnement.

Éléments participant de la pression anthropique sur la commune



Source : Cadastre DGFIP - Échelle : 1/50 000

LÉGENDE

-  Éléments de la Trame verte et bleue
-  Continuités écologiques (rappel)
-  Pression due à l'urbanisation
-  Pression due à la fragmentation
-  Pression due aux pollutions et à la mortalité routière
-  Risque de fragmentation d'une continuité écologique

RAPPEL DU PROJET DE TERRITOIRE

■ LE PROJET D'AMÉNAGEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT DURABLES

Les différentes orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durables sont détaillées ci-après et mises en relation avec les moyens d'action définis par la collectivité pour leur mise en œuvre.

Orientation n°1 - Protéger les éléments naturels

Dans le cadre de l'objectif global de lutte contre l'érosion de la biodiversité, la protection de ces éléments doit être assurée. Cet enjeu est convergent avec celui de la préservation du cadre de vie.

Pour la mise en œuvre de cette orientation, la commune a fait le choix de deux sous-orientations et de moyens d'action :

- **Orientation 1A - Protéger la biodiversité sur l'espace rural :**
 - Inscription, en tant qu'espaces boisés classés (article L.113-1 du Code de l'Urbanisme) des massifs forestiers identifiés comme réservoirs de biodiversité, ainsi que ceux participant au fonctionnement « en pas japonais » des corridors écologiques ;
 - Classement en zone naturelle des corridors écologiques : boisements situés en frange Ouest de la commune, vallées sèches, secteur permettant une connexion fonctionnelle avec Lavoux ;
 - Classement en zone naturelle des espaces à dominante humide et inscription en tant qu'éléments de paysage à protéger (article L.151-23 du Code de l'Urbanisme) des mares comportant un intérêt écologique.
- **Orientation 1B - Favoriser la biodiversité sur l'espace urbain :**
 - Maintien du caractère naturel du parc de la Maison des Sadébriens et inscription en tant qu'éléments de paysage à protéger (article L.151-23 du Code de l'Urbanisme) des boisements présents sur le Bourg, en appui sur les espaces naturels adjacents ;
 - Gestion différenciée des espaces verts et gestion douce des eaux pluviales, participant au développement de la biodiversité.

Orientation n°2 - Préserver un cadre de vie harmonieux

La préservation et l'aménagement harmonieux du cadre de vie constituent des enjeux d'intérêt général pour le bien-vivre des habitants. Leur prise en compte motive en ce sens des interventions spécifiques de la collectivité sur certains secteurs.

Pour la mise en œuvre de cette orientation, la commune a fait le choix de deux sous-orientations et de moyens d'action :

- **Orientation 2A - Préserver les éléments participant à la qualité du cadre de vie :**
 - Inscription, en tant qu'éléments de paysage à protéger (article L.151-19 du Code de l'Urbanisme), des chemins de randonnée afin de maintenir la continuité des itinéraires communaux et intercommunaux ;
 - Inscription, en tant qu'éléments de paysage à protéger (article L.151-19 du Code de l'Urbanisme), des constructions et du petit patrimoine bâti comportant un intérêt architectural ou historique ;
 - Inscription, en tant qu'éléments de paysage à protéger (article L.151-23 du Code de l'Urbanisme), des boisements présents sur le Bourg, en appui les espaces naturels adjacents.

- **Orientation 2B - Aménager des lieux de vie sur les espaces de développement résidentiel :**
 - Aménagement d'espaces verts structurants, en particulier sur les secteurs de gestion des eaux pluviales des nouveaux espaces bâtis et à l'interface entre les nouveaux espaces bâtis et les espaces agricoles ;
 - Renforcement de l'identité des lieux sur les villages d'Anxaumont et de « Chantelle », par la création d'espaces de centralité (espaces publics, stationnement, point d'accès aux transports en commun...).

Orientation n°3 - Contribuer à la lutte contre le réchauffement climatique et s'y adapter

La commune de Sèvres-Anxaumont contribue localement à la lutte contre le réchauffement climatique et prévoit l'adaptation du territoire à ses conséquences, en adoptant les orientations ci-dessous.

Pour la mise en œuvre de cette orientation, la commune a fait le choix de trois sous-orientations et de moyens d'action :

- **Orientation 3A - Diminuer les consommations d'énergie :**
 - Poursuite des actions déjà engagées pour la rénovation et l'efficacité énergétique des équipements publics et de l'éclairage ;
 - Développement des axes de transports alternatifs à l'usage individuel de l'automobile : marche à pied, vélo, accès au réseau de transports en commun...
- **Orientation 3B - Diversifier les productions d'énergie et optimiser leur distribution :**
 - Réflexion autour du développement des énergies renouvelables adaptées aux ressources locales et au contexte patrimonial et paysager communal ;
 - Maîtrise de l'urbanisation afin d'assurer une bonne corrélation entre la desserte par les réseaux d'énergie et les projets d'habitat ou d'activités
- **Orientation 3C - S'adapter aux conséquences du réchauffement climatique :**
 - Anticipation de l'augmentation de la fréquence des épisodes pluvieux intenses par la réalisation de larges espaces de gestion des eaux pluviales ;
 - Anticipation de la hausse des températures estivales par le développement de la trame végétale sur les espaces bâtis.

Orientation n°4 - Maintenir une dynamique d'accueil résidentiel

Sèvres-Anxaumont comptait 2 026 habitants au recensement INSEE de 2014. Par extrapolation, la population est estimée à environ 2 101 habitants en 2018, sur la base d'une hausse moyenne de 0,9 % par an depuis 1999. Cette croissance démographique importante s'accompagne d'une production soutenue de logements ; Sèvres-Anxaumont comptait ainsi 819 résidences principales en 2014, soit une hausse de 1,8 % par an depuis 1999.

Ces évolutions rapides reflètent une forte pression immobilière liée à la situation de la commune aux portes de Poitiers. Les besoins en habitat sont continus et croissants, ce qui a pour conséquence la quasi-absence de logements vacants, limitée à une vacance résiduelle.

La pression immobilière expose la commune au risque d'une surconsommation d'espaces agricoles et naturels, avec de brusques arrivées de population au gré de la réalisation des opérations d'habitat. Afin d'éviter un impact trop important sur l'équilibre du territoire, et de favoriser la bonne gestion des équipements publics, il est important que la croissance démographique soit régulière et maîtrisée, notamment en phasant spatialement et temporellement le développement résidentiel.

Parallèlement à cette maîtrise quantitative, il convient d'anticiper l'évolution rapide des besoins en habitat, induite par les évolutions démographiques et sociétales. L'enjeu est que le territoire reste accessible au plus grand nombre, en développant une offre diversifiée et adaptée de logements.

Pour la mise en œuvre de cette orientation, la commune a fait le choix de deux sous-orientations et de moyens d'action :

- **Orientation 4A - Maintenir une dynamique démographique soutenable pour le territoire :**
 - Maintien du rythme actuel d'augmentation de la population, soit +10 % en 10 ans, en lien avec le potentiel de développement du territoire ;
 - Perspective d'une population communale comportant environ 2 311 habitants en 2028, soit une augmentation nette d'environ 210 habitants.
- **Orientation 4B - Maîtriser le développement résidentiel pour répondre aux nouveaux besoins en logements :**
 - Prévision de réalisation d'environ 140 logements sur les dix prochaines années, pour répondre à l'augmentation des besoins. En sus de ce potentiel de logements, une réserve d'urbanisation à long terme est mise en œuvre, représentant un potentiel d'environ 55 logements en cas de rétention foncière des espaces urbanisables à court terme ;
 - Anticipation face aux nouveaux besoins induits par la diminution de la taille moyenne des ménages, par le développement de l'offre de logements de type T3 et T4 dans les opérations d'aménagement ;
 - Anticipation face aux nouveaux besoins induits par le vieillissement d'une partie de la population, avec la création d'une résidence-services pour personnes âgées autonomes.

Orientation n°5 - Renforcer le Bourg par l'accueil prioritaire de nouveaux habitants

Le renforcement du Bourg par l'accueil de nouveaux habitants nécessitera un développement de l'habitat qui devra être organisé en premier lieu sur les espaces situés au sein de l'environnement déjà bâtie.

Pour la mise en œuvre de cette orientation, la commune a fait le choix de trois sous-orientations et de moyens d'action :

- **Orientation 5A - Favoriser une densification douce, respectueuse du cadre de vie périurbain :**
 - Mise en œuvre de dispositions réglementaires favorisant l'implantation de nouveaux logements sur les parcelles non bâties au sein du Bourg, ainsi que leur insertion dans les ensembles architecturaux existants ;
 - Intégration d'une opération de renouvellement urbain, Rue du Pinier.
- **Orientation 5B - Optimiser le potentiel d'accueil dans les espaces interstitiels :**
 - Aménagement prioritaire des espaces interstitiels du Bourg, comportant des terrains non bâtis et enclavé au sein de l'enveloppe bâtie : à « Gatte Bourse », aux « Bouiges », au « Petit Pinier », sur « Les Cartes » ;
 - Mise en œuvre de dispositions réglementaires assurant l'utilisation optimale du foncier, en cohérence avec la densité des quartiers d'habitat proches
- **Orientation 5C - Prendre en compte les opérations d'urbanisme en cours :**
 - Intégration dans le projet du potentiel d'accueil encore existant au sein des opérations d'habitat récemment aménagées au cœur du Bourg ;
 - Intégration dans le projet de l'aménagement du lotissement du Moulin, au Nord-Est du bourg, autorisé précédemment au présent document d'urbanisme.

Orientation n°6 - Maîtriser le développement de l'habitat sur l'espace rural

En complément de l'accueil prioritaire de nouveaux habitants sur le Bourg, la commune décide de maîtriser le développement de l'habitat sur l'espace rural en adoptant les orientations suivantes.

Pour la mise en œuvre de cette orientation, la commune a fait le choix de trois sous-orientations et de moyens d'action :

- **Orientation 6A - Renforcer la trame bâtie des villages desservis par l'assainissement collectif, tout en respectant le cadre de vie rural :**
 - Mise en œuvre de dispositions réglementaires autorisant l'implantation de nouveaux logements sur les parcelles non bâties : au Sud du village d'Anxaumont, sur le village de « Chantelle », au Nord du village du « Chiron des Trois Fusées » ;
 - Extension, à long terme, du Bourg d'Anxaumont, pour y diversifier les classes d'âge de la population.
- **Orientation 6B - Mettre un terme à l'urbanisation sur les villages non desservis par l'assainissement collectif :**
 - Mise en œuvre de dispositions réglementaires interdisant l'implantation de nouveaux logements au Nord du Bourg d'Anxaumont et au niveau du village de « la Vallée des Touches », ainsi que sur les hameaux de « Rochepiarde », « La Tourette », « Les Bordes », « Beaulieu », « Les Pierrières » ;
 - Mise en œuvre de dispositions réglementaires autorisant l'évolution du bâti (réhabilitation, extensions, annexes) déjà en place sur ces villages, ainsi que sur les autres lieux-dits ruraux.
- **Orientation 6C - Prendre en compte les opérations d'urbanisme en cours :**
 - Intégration, dans le projet, de l'aménagement du lotissement de « Chantelle », sur le village éponyme, autorisé précédemment au présent document d'urbanisme.

Orientation n°7 - Adapter le niveau d'équipements et de services

Afin de favoriser la vie sociale et de limiter l'usage systématique de l'automobile, la délocalisation des équipements en dehors du Bourg doit être évitée. L'adaptation des équipements et services sur leur propre site et la création de nouveaux services est privilégiée par les orientations suivantes.

Pour la mise en œuvre de cette orientation, la commune a fait le choix de deux sous-orientations et de moyens d'action :

- **Orientation 7A - Renforcer prioritairement les équipements du centre-bourg afin de conforter sa fonction de centralité :**
 - Maintien des équipements scolaires en centre-bourg et augmentation de leurs capacités, en appui sur les équipements proches ;
 - Extension d'un pôle de santé sur la place Sadebria, regroupant des services et des professions libérales liés à ce secteur ;
 - Aménagement léger du parc de la Maison des Sadébriens pour les usages de loisirs et de tourisme, tout en respectant son rôle de réservoir de biodiversité.
- **Orientation 7B - Anticiper l'évolution des besoins globaux à long terme :**
 - Maintien, à long terme, d'une réserve foncière au Nord du bourg afin de disposer d'un site d'accueil pour un nouvel équipement, justifié par des besoins locaux ou intercommunaux ;
 - Accompagnement de la collectivité dans l'équipement numérique du territoire, en partenariat avec les collectivités compétentes.

Orientation n°8 - Organiser et sécuriser les déplacements sur le territoire

L'organisation des déplacements sur le territoire communal constitue un objectif transversal dans le Plan Local d'Urbanisme. Deux orientations spécifiques sont néanmoins prises par la collectivité pour répondre à des enjeux et besoins urgents et spécifiques.

Pour la mise en œuvre de cette orientation, la commune a fait le choix de deux sous-orientations et de moyens d'action :

- **Orientation 8A - Sécuriser les déplacements, prioritairement aux abords des routes départementales :**
 - En partenariat avec le Conseil Départemental, sécurisation prioritaire de la RD 18 sur trois secteurs à enjeux : au droit de l'EHPAD, près de l'arrêt de bus, dans la traversée du Bourg d'Anxaumont et pour l'accès aux zones d'activités économiques.
- **Orientation 8B - Développer les transports alternatifs à l'usage individuel de l'automobile :**
 - Choix des secteurs de développement de l'habitat à proximité des points d'accès au réseau de transports en commun et de covoiturage ;
 - Aménagement de voies cyclables entre le Bourg et les villages de « Chantelle », « Le Chiron des Trois Fusées » et le Bourg d'Anxaumont, ainsi qu'entre le Bourg et la zone d'activités des Cartes pour relier Saint-Julien-l'Ars ;
 - Poursuite du développement des liaisons douces au sein du Bourg afin, notamment, d'intégrer fonctionnellement et socialement les nouveaux quartiers d'habitat.

Orientation n°9 - Développer les activités économiques locales pour équilibrer le territoire

Afin d'éviter un déséquilibre trop important entre habitat et emploi, et de limiter le nombre et la longueur des déplacements sur le territoire, il est essentiel que le développement économique accompagne le développement résidentiel prévu au PLU.

La réponse à cet enjeu implique de renforcer le tissu commercial local, qui assure un rôle clé d'animation urbaine et de lien social. Elle implique également de conserver le rôle moteur de la commune dans le développement économique intercommunal, en préservant une capacité d'accueil d'entreprises sur la zone d'activités des « Cartes ».

Pour la mise en œuvre de cette orientation, la commune a fait le choix de trois sous-orientations et de moyens d'action :

- **Orientation 9A - Stimuler le développement commercial local :**
 - Soutien aux commerces locaux par l'accueil de nouveaux habitants à proximité immédiate du centre-bourg et la création de liaisons douces entre les espaces commerciaux et les nouveaux quartiers d'habitat ;
 - Renforcement du rôle central de la place Sadebria dans la vie de la commune : maintien de l'école, diversification de l'offre de logements et de commerces et aménagement des espaces publics.
- **Orientation 9B - Renforcer le tissu de petites entreprises :**
 - Aménagement de la zone d'activités des « Cartes » pour une meilleure attractivité et visibilité, et sécurisation de ses abords routiers ;
 - Réponse aux besoins de développement des PME présentes sur le territoire communal, en particulier sur les villages.
- **Orientation 9C - Accueillir de nouvelles entreprises dans le cadre intercommunal :**
 - Extension, à long terme, de la zone d'activités économique des « Cartes », en appui sur la future déviation routière de Saint-Julien-l'Ars.

Orientation n°10 - Favoriser l'évolution et le développement des activités agricoles et sylvicoles

En complément de la protection des terres agricoles et des boisements par la maîtrise du développement de l'urbanisation, la commune établit un cadre de travail préservé pour les activités agricoles et sylvicoles.

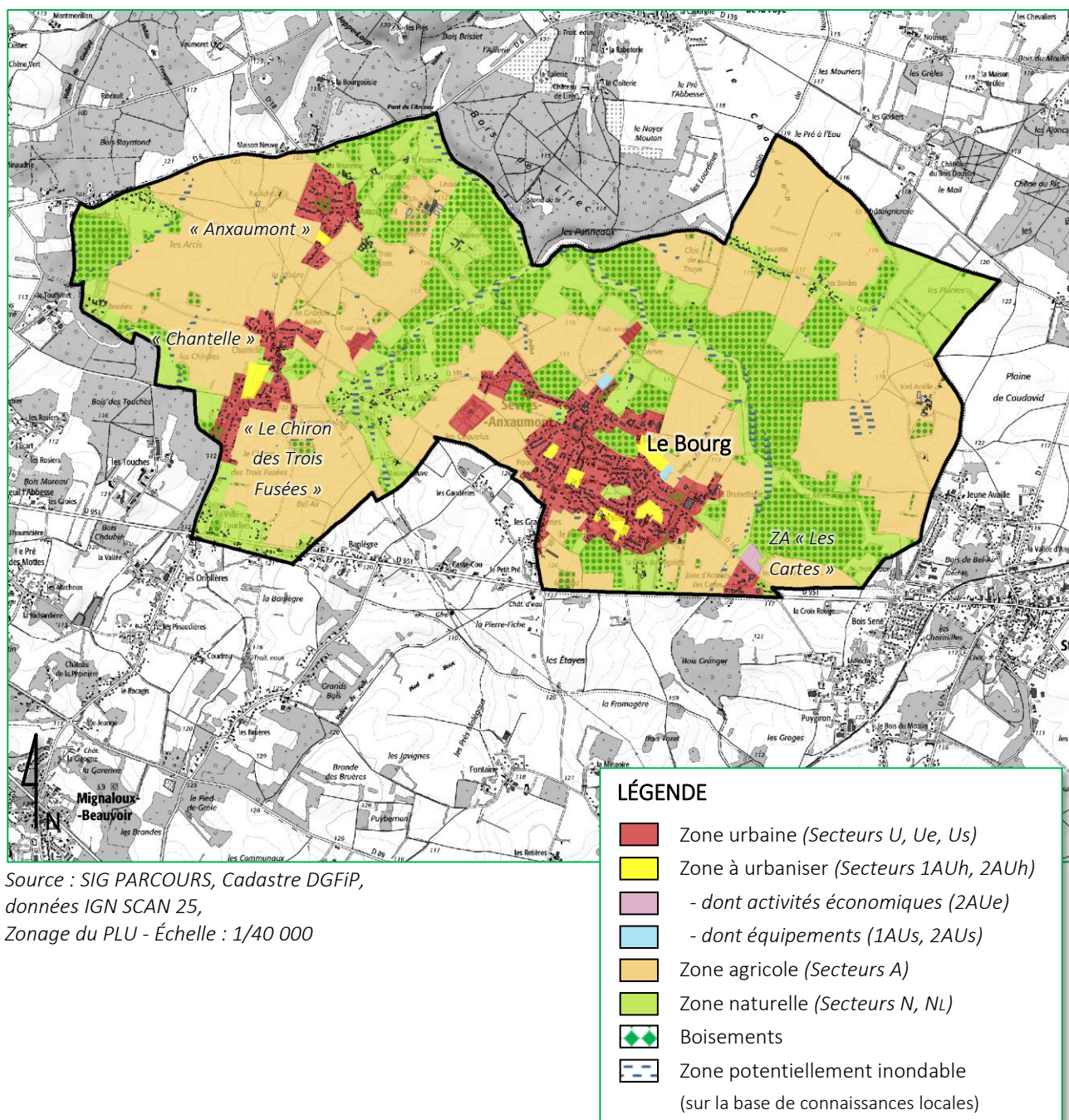
Pour la mise en œuvre de cette orientation, la commune a fait le choix de deux sous-orientations et de moyens d'action :

- **Orientation 10A - Organiser le développement des entreprises agricoles dans un contexte périurbain :**
 - Prise en compte des besoins des entreprises et application d'un principe de regroupement des aménagements et constructions agricoles, en continuité des sites d'exploitation existants, afin d'améliorer la compatibilité entre agriculture, habitat et environnement ;
 - Application du principe de gestion économe des sols afin de limiter le prélèvement de foncier agricole et protection des espaces agricoles contre l'urbanisation diffuse par la maîtrise de l'urbanisation, notamment sur les villages et lieux-dits.
- **Orientation 10B - Prendre en compte les activités sylvicoles :**
 - Délimitation d'une zone naturelle et forestière sur les principaux secteurs boisés, autorisant les constructions et installations liées et nécessaires à l'exploitation sylvicole.

■ TRADUCTION SPATIALE DES PRINCIPAUX ÉLÉMENTS DU PROJET

La carte ci-dessous traduit les choix de la collectivité en matière de choix liés à la délimitation des zones. Elle est reprise ci-après, au chapitre « Conséquences éventuelles de l'adoption du plan », en rapport avec tous les enjeux qui nécessitent une confrontation des choix arrêtés avec les conséquences éventuelles de l'adoption du plan.

Synthèse du projet de territoire



Évolution des zones et secteurs par rapport au document d'urbanisme en vigueur

Une analyse différentielle des zones et secteurs est donnée ci-après, par comparaison entre le Plan Local d'Urbanisme approuvé en Avril 2007 et le présent projet de PLU.

PLU d'Avril 2007		Projet de PLU (2018)	
ZONE URBAINE			
Secteur UD (urbain habitat)	80,4 ha	Secteur U (urbain)	129,4 ha
Secteur UD' (urbain coefficient)	94,2 ha		
Secteur UD* (urbain inconstructible)	15,9 ha		
Secteur UH (activités économiques)	8,4 ha	Secteur Ue (économique)	4,9 ha
Secteur UL (équipements)	4,9 ha	Secteur Us (équipements)	21,8 ha
TOTAL ZONE URBAINE	203,8 ha	TOTAL ZONE URBAINE	156,1 ha
Évolution			-47,7 ha
ZONE À URBANISER			
Secteur AUa (habitat court terme)	16,9 ha	Secteur 1AUh (habitat court terme)	9,7 ha
Secteur AUb (habitat long terme)	18,1 ha	Secteur 2AUh (habitat long terme)	5,5 ha
Secteur AUL (équipements)	11,3 ha	Secteur 1AUs (équip. court terme)	0,7 ha
		Secteur 2AUs (équip. long terme)	0,9 ha
Secteur AUah (économ. long terme)	10,5 ha	Secteur 2AUe (économ. long terme)	2,2 ha
TOTAL ZONE À URBANISER	56,8 ha	TOTAL ZONE À URBANISER	19,0 ha
Évolution			-37,8 ha
ZONE NATURELLE			
Secteur N (naturel)	99,0 ha	Secteur N (naturel)	573,7 ha
Secteur Np (naturel protégé)	398,4 ha		
		Secteur NL (naturel)	34,3 ha
TOTAL ZONE NATURELLE	497,4 ha	TOTAL ZONE NATURELLE	608,0 ha
Évolution			+110,6 ha
ZONE AGRICOLE			
Secteur A (agricole)	784,0 ha	Secteur A (agricole)	765,9 ha
Secteur A* (agricole irrigation)	4,1 ha		
Secteur Ac (agricole constructible)	19,3 ha		
TOTAL ZONE AGRICOLE	807,4 ha		765,9 ha
Évolution			-41,5 ha
TOTAL	1 565,4 ha	TOTAL	1 549,0 ha

Source : Plan Local d'Urbanisme de Sèvres-Anxaumont (Avril 2007), plan de zonage du PLU en projet.

PERSPECTIVES GLOBALES D'ÉVOLUTION EN L'ABSENCE DE MISE EN ŒUVRE DU PLU

L'analyse des perspectives d'évolution probable de l'environnement en l'absence de mise en œuvre du Plan Local d'Urbanisme est réalisée à partir d'un scénario « au fil de l'eau », sur la base des dispositions du PLU en vigueur.

■ AU REGARD DE L'ÉTALEMENT URBAIN

En premier lieu, et sans être excessivement permissif, le Plan Local d'Urbanisme en vigueur, établi en Avril 2007 sur la base d'une législation sensiblement différente (depuis complétée par les Lois « Grenelle I et II » et « ALUR » notamment), rend possible l'urbanisation d'un certain nombre de secteurs de façon disproportionnée par rapport aux besoins actuels de la commune.

L'évolution récente de la réglementation met en avant la lutte contre l'étalement urbain qui entraîne la régression des surfaces agricoles et naturelles, la déperdition d'énergie et l'augmentation des émissions de gaz à effet de serre.

Dans une perspective « au fil de l'eau », il peut induire une **certaine forme d'étalement urbain** autour du Bourg de Sèvres, mais également autour des villages de « La Vallée » et « Le Petit Médoc », ainsi qu'un certain nombre d'écarts ou de lieux-dits actuellement constructibles. L'élaboration du présent Plan Local d'urbanisme a cherché à trouver le bon équilibre entre les besoins démographiques de la commune et le potentiel d'accueil à mobiliser. Subséquemment, une réflexion a été menée sur les villages où il est possible de poursuivre une urbanisation modérée, sous conditions, et ceux au sein ou aux abords desquels ce n'est pas pertinent, notamment au regard des enjeux environnementaux (préservation des continuités écologiques et des éléments de la trame verte et bleue). Cette réflexion, permise par la révision générale du document d'urbanisme, a permis de prendre en compte les travaux liés au Schéma Régional de Cohérence Écologique (SRCE), adopté après approbation du document d'urbanisme en vigueur, et de préciser la Trame verte et bleue locale sur la base de connaissances améliorées.

Le principe de réduction des surfaces ouvertes à l'urbanisation retenu au projet de PLU est développé ci-après, au chapitre « Zones susceptibles d'être touchées de manière notable par la mise en œuvre du plan ».

■ AU REGARD DE LA CONSOMMATION D'ESPACE

De manière générale, l'absence d'une structuration de l'urbanisation aurait pour conséquence de poursuivre un processus qui ne s'inscrirait pas en priorité dans une logique de comblement des interstices du tissu urbain existant ou de continuité urbaine. Ce scénario présenterait une contrainte pour les espaces naturels et agricoles du territoire puisqu'il serait susceptible de conduire au morcellement de ces espaces (avec le risque sous-jacent de rupture des continuités écologiques) et, dans tous les cas de figure, à leur réduction (avec le risque sous-jacent de consommation de terres agricoles à bon potentiel agronomique, vitales au maintien de certaines exploitations). Cette réflexion, permise par la révision générale du document d'urbanisme, a mené à une densification des espaces déjà bâti et à un processus général de réduction de la consommation d'espace.

Ce principe est développé ci-après, au chapitre « Conséquences éventuelles sur les espaces naturels, agricoles et forestiers ».

ZONES SUSCEPTIBLES D'ÊTRE TOUCHÉES DE MANIÈRE NOTABLE PAR LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN

■ CARACTÉRISATION DES ZONES SUSCEPTIBLES D'ÊTRE TOUCHÉES DE MANIÈRE NOTABLE

Les « zones susceptibles d'être touchées de manière notable » sont les secteurs géographiques susceptibles d'être impactés, directement ou indirectement, par les orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durables et, plus généralement, par les dispositions portées par le projet de Plan Local d'Urbanisme.

L'identification de ces zones procède d'un croisement des enjeux environnementaux majeurs présents sur le territoire, avec les éléments de projet susceptibles de les affecter notablement.

■ ÉVOLUTION DES CONDITIONS D'OCCUPATION DU SOL ET DÉFINITION DES ZONES SUSCEPTIBLES D'ÊTRE TOUCHÉES DIRECTEMENT PAR LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN

Les zones susceptibles d'être touchées directement par la mise en œuvre du plan sont celles sur lesquelles le projet de PLU porte une **modification et/ou une concentration des conditions d'occupation du sol à des fins d'urbanisation**, qu'elle soit résidentielle, économique ou dédiée aux équipements et services publics.

Pour la définition de celles-ci, une première approche a consisté à établir un bilan des zones susceptibles de subir une modification des conditions d'occupation du sol par rapport au document d'urbanisme précédent (Plan Local d'Urbanisme approuvé en Avril 2007).

Évolution des conditions d'occupation du sol

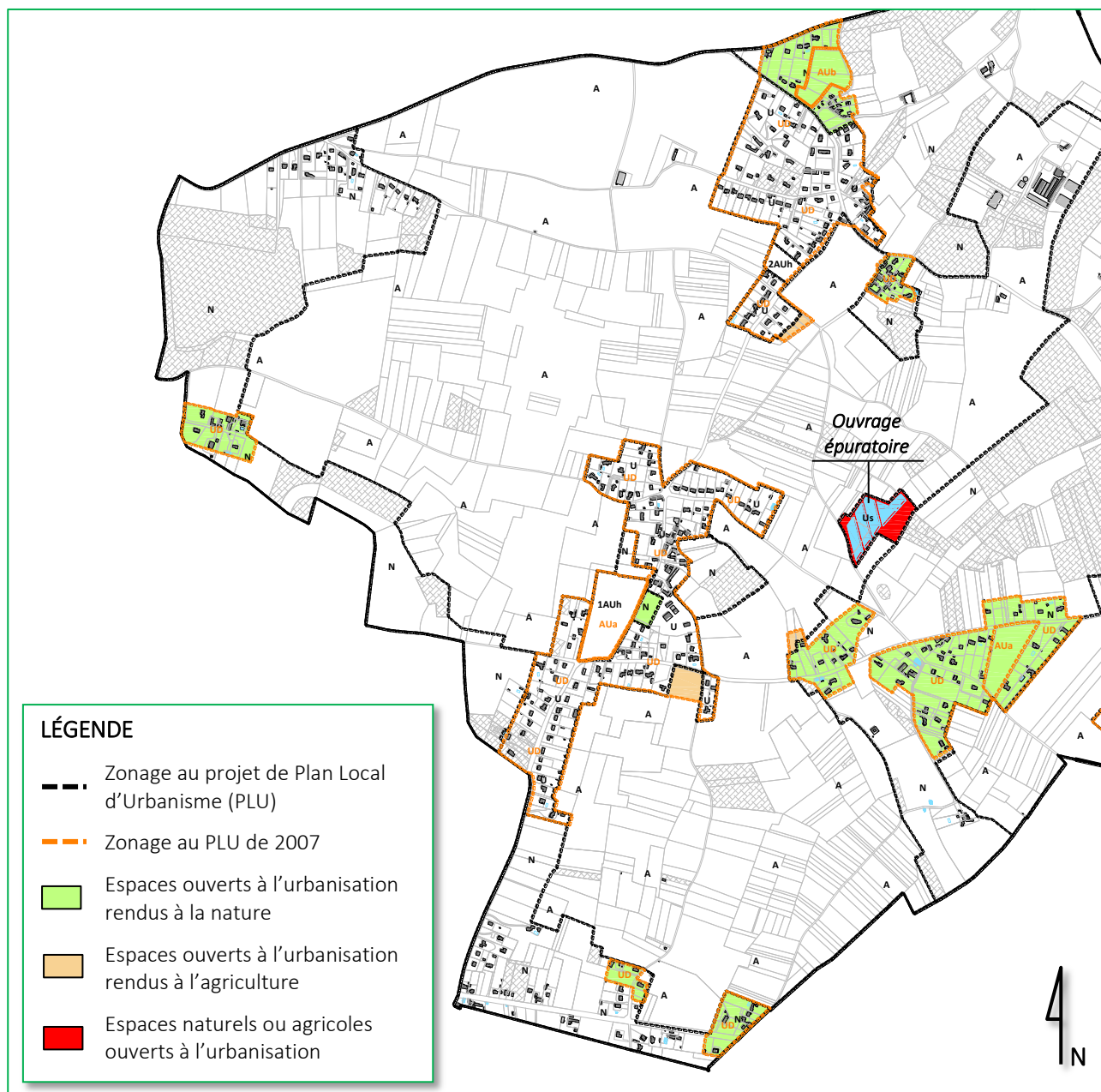
À l'Ouest du territoire communal, seul le secteur autour de l'ouvrage épuratoire desservant « Chantelle », « Anxaumont » et « Le Chiron des Trois Fusées » fait l'objet d'une ouverture à l'urbanisation (2,62 hectares). Précédemment classé en secteur Naturel protégé « Np » au PLU de 2007, un secteur Urbain à vocation d'équipements et de services publics « Us » est défini au projet de PLU pour tenir compte de la réalité du terrain et appliquer à l'équipement des dispositions réglementaires facilitant son fonctionnement. Cette modification de zonage ne constitue donc pas une zone susceptible d'être touchée directement par la mise en œuvre du PLU mais une adaptation à la réalité de l'occupation du sol.

Au Sud de la commune, à proximité de la RD 951, les secteurs constructibles classés « UD » au PLU de 2007 de « La Vallée des Touches » et de « La Banlègre » sont reclassés en secteur Naturel « N » afin de limiter l'étalement urbain et le mitage de l'espace sur ces secteurs potentiellement concernés par des nuisances

sonores importantes (classement sonore des infrastructures de transport terrestre de la Vienne d'Octobre 2015).

Le hameau de « Beaulieu », en limite Ouest du territoire communal, également classé en secteur constructible « UD » au PLU de 2007, est reclassé en secteur Naturel « N » compte-tenu de sa très faible superficie et de l'inopportunité de poursuivre l'urbanisation sur ce hameau.

Évolution des ouvertures et fermetures à l'urbanisation entre le PLU approuvé en 2007 et le projet de PLU à l'Ouest du territoire communal



Source : comparaison des plans de zonage de 2007 et 2018 - Échelle : 1/15 000

Au Nord du village de « Anxaumont », les espaces bâtis au Nord de la RD 18, correspondant aux lieux-dits « Tenue du Puis Baleret » et « La Brunetrie », également classés en secteur constructible « UD » au PLU de 2007, sont reclassés en secteur Naturel « N » afin de limiter l'étalement urbain et le mitage de l'espace sur ces secteurs et de limiter l'urbanisation à l'interface entre les RD 18 et les RD 6, dans une logique de sécurité routière. La zone ouverte à l'urbanisation à long terme « Aub », prévue au PLU de 2007 entre ces deux lieux-dits, n'est pas maintenue.

Au Sud-Est du village de « Anxaumont », le lieu-dit « Les Trois Maisons », également classé en secteur constructible « UD » au PLU de 2007, est reclassé en secteur Naturel « N » afin de maintenir une coupure d'urbanisation entre celui-ci et le village de « Anxaumont » de ne pas créer de continuité urbaine linéaire. La faible taille du hameau ne se prête par ailleurs pas à une poursuite de l'urbanisation sur ce secteur.

Au niveau du lieu-dit « Champs de la Misère », au Sud du village de « Anxaumont », les limites Est de la zone urbaine sont réduites afin de ne pas créer de constructibilité en fonds de parcelles sur l'espace agricole. L'espace est ainsi reclassé en secteur Agricole « A » afin de conserver la vocation agricole des terres.

Au niveau du lieu-dit « La Vallée », au centre du territoire communal, les deux secteurs constructibles « UD » au PLU de 2007, sont reclassés en secteur Naturel « N » (secteur Agricole « A » en limite Nord-Ouest du hameau) afin de tenir compte de la situation du hameau sur une continuité écologique locale, du risque potentiel d'inondation (estimé sur la base d'une connaissance locale) au niveau de la vallée sèche traversant le hameau, et du développement urbain fortement consommateur de foncier mené sur les dernières années. La zone ouverte à l'urbanisation à court terme « AUa », prévue au PLU de 2007 à l'Est du lieu-dit, n'est pas maintenue.

Les limites de zonage sont peu modifiées sur les villages de « Chantelle » et « Le Chiron des Trois Fusées » par rapport au PLU de 2007. La zone ouverte à l'urbanisation à court terme « AUa » située entre les deux villages est maintenue en secteur « 1AUh » afin de créer une trame urbaine cohérente sur ces deux villages. Au centre, un secteur naturel non construit est reclassé en secteur Naturel « N » afin de créer un espace urbain au sein de cette nouvelle trame urbaine. À l'Est du « Chiron des Trois Fusées », une vaste parcelle à usage agricole, précédemment classée en secteur constructible « UD » au PLU de 2007, est reclassée en secteur Agricole « A » afin de conserver la vocation agricole des terres.

Au Nord-Est de la commune, les lieux-dits « La Tourette » et « Les Bordes », classés en secteurs constructibles « UD » au PLU de 2007, sont reclassés en secteur Naturel « N » afin de limiter l'étalement urbain linéaire sur ces deux espaces.

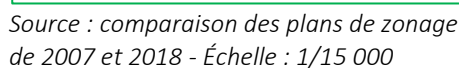
Au Nord du Bourg, le secteur autour de l'ouvrage épuratoire du Bourg fait l'objet d'une ouverture à l'urbanisation (1,36 hectare). Précédemment classé en secteur Naturel protégé « Np » au PLU de 2007, un secteur Urbain à vocation d'équipements et de services publics « Us » est défini au projet de PLU pour tenir compte de la réalité du terrain et appliquer à l'équipement des dispositions réglementaires facilitant son fonctionnement. Cette modification de zonage ne constitue donc pas une zone susceptible d'être touchée directement par la mise en œuvre du PLU mais une adaptation à la réalité de l'occupation du sol.

À l'Ouest du Bourg, au niveau du pôle d'équipements sportifs, la partie Est du secteur Urbain à vocation de loisirs « UL » au PLU de 2007 est reclassée en secteur Agricole « A » compte-tenu de l'achèvement des équipements et afin de conserver la vocation agricole des terres.






Au centre-Ouest du Bourg, le PLU de 2007 prévoyait une zone ouverte à l'urbanisation à long terme « AUb » sur le secteur des « Esseppes ». Compte-tenu du caractère patrimonial du site (présence d'une maison bourgeoise, d'un pigeonnier et d'une tour directement à l'Est de ce secteur) et du caractère agricole des terres, cette ouverture à l'urbanisation n'est pas maintenue et l'espace est reclassé en secteur Agricole « A », à l'Ouest, afin de conserver la vocation agricole des terres, et en secteur Naturel à vocation de loisirs « NL », à l'Est.

Au Nord du Bourg, le PLU de 2007 prévoyait un vaste secteur À Urbaniser à vocation de loisirs « AUL », correspondant pour partie à l'aménagement de la Maison des Sadébriens et du Parc Sadebria. Compte-tenu de l'achèvement de ces équipements et du caractère très faiblement urbanisé du secteur, l'espace correspondant à la Maison des Sadébriens et au Parc Sadebria est reclassé en secteur Naturel à vocation de loisirs « NL ». La constructibilité n'est pas maintenue à l'Ouest de la Route de Bignoux et cet espace est ainsi reclassé en secteur Agricole « A » afin de conserver la vocation agricole des terres.

Évolution des ouvertures et fermetures à l'urbanisation entre le PLU approuvé en 2007 et le projet de PLU à l'Est du territoire communal



LÉGENDE

-  Zonage au projet de Plan Local d'Urbanisme (PLU)
-  Zonage au PLU de 2007
-  Espaces ouverts à l'urbanisation rendus à la nature
-  Espaces ouverts à l'urbanisation rendus à l'agriculture
-  Espaces naturels ou agricoles ouverts à l'urbanisation

Au Sud du Bourg, le PLU de 2007 prévoyait un vaste secteur À Urbaniser à long terme à vocation d'habitat « AUb » sur le secteur des « Grangeries ». Compte-tenu du caractère agricole des terres, cette ouverture à l'urbanisation n'est pas maintenue et l'espace est reclassé en secteur Agricole « A », afin de conserver la vocation agricole des terres. Au Sud-Ouest, en limite du territoire communal, les limites du secteur constructible « UD' » sont réduites afin de ne pas poursuivre une urbanisation linéaire le long de la Route des Grangeries, en direction de la RD 951.

De la même manière, le secteur classé « UD' » au PLU de 2007 de « La Croix de l'Aiguière » est reclassé en secteur Naturel « N » afin de limiter l'étalement urbain et le mitage de l'espace sur ce secteur potentiellement concernés par des nuisances sonores importantes aux abords de la RD 951 (classement sonore des infrastructures de transport terrestre de la Vienne d'Octobre 2015).

En limite Sud-Est du territoire communal, aux abords de la zone d'activité des « Cartes », le PLU de 2007 avait classé un groupe de 4 habitations en contact direct avec la RD 951 en secteur constructible « UD ». Cet espace est reclassé en secteur Naturel « N » au projet de PLU afin de limiter toute urbanisation dans un secteur directement concerné par des nuisances sonores importantes (classement sonore des infrastructures de transport terrestre de la Vienne d'Octobre 2015), par ailleurs situé à l'interface des RD 951 et RD 18 et soumis à un risque en matière de sécurité routière.

Au Nord-Est de la zone d'activité des « Cartes », le PLU de 2007 prévoyait une vaste zone À Urbaniser à court terme à vocation économique « AUah » pour le développement des activités économiques. Les limites de cet espace sont réduites au projet de PLU et le secteur est par ailleurs reclassé en secteur À Urbaniser à long terme à vocation économique « 2AUe ». Il est tenu compte, à l'Ouest, d'un fil d'eau temporaire pouvant potentiellement présenter un risque d'inondation par saturation des sols (sur la base d'une connaissance locale du risque) et, à l'Est, d'un élément patrimonial correspondant à un four à chaux. Ces deux espaces sont reclassés en secteur naturel « N ». À l'Est du Chemin rural des Grands Bois, la constructibilité de l'espace n'est pas maintenue compte-tenu du caractère agricole des terres et du projet d'aménagement, à long terme, d'une déviation de Saint-Julien-l'Ars qui prendrait appui sur le croisement des RD 951 et RD 18. En l'attente, l'espace est reclassé en secteur Agricole « A » afin de conserver la vocation agricole des terres

Synthèse des mesures de lutte contre l'étalement urbain

Au total, sur l'ensemble des villages et hameaux de la commune, l'évolution des ouvertures et fermetures de secteurs à l'urbanisation œuvre en faveur d'une modération de l'étalement urbain.

Seule trois surfaces, pour un total de 5,13 hectare, sont nouvellement ouvertes à l'urbanisation au projet de PLU, majoritairement pour tenir compte de l'occupation réelle des sols (parcelles d'ores et déjà construites, notamment pour deux équipements épuratoires, ou réintégrées à la trame urbaine du Bourg). Ces surfaces sont à mettre en rapport avec les **53,31 hectares reclassés en zone naturelle** et les **22,13 hectares reclassés en zone agricole**.

Bilan de l'évolution de l'ouverture à l'urbanisation entre le PLU de 2007 et le projet de PLU

■ Espaces non constructibles ouverts à l'urbanisation	+ 5,13 hectares	Solde : - 70,31 hectares
■ Espaces constructibles fermés à l'urbanisation (N)	- 53,31 hectares	
■ Espaces constructibles fermés à l'urbanisation (A)	- 22,13 hectares	

Au global, la collectivité réduit sa consommation d'espaces agricoles et naturels et lutte contre l'étalement urbain en réduisant les surfaces ouvertes à l'urbanisation de 70,31 hectares.

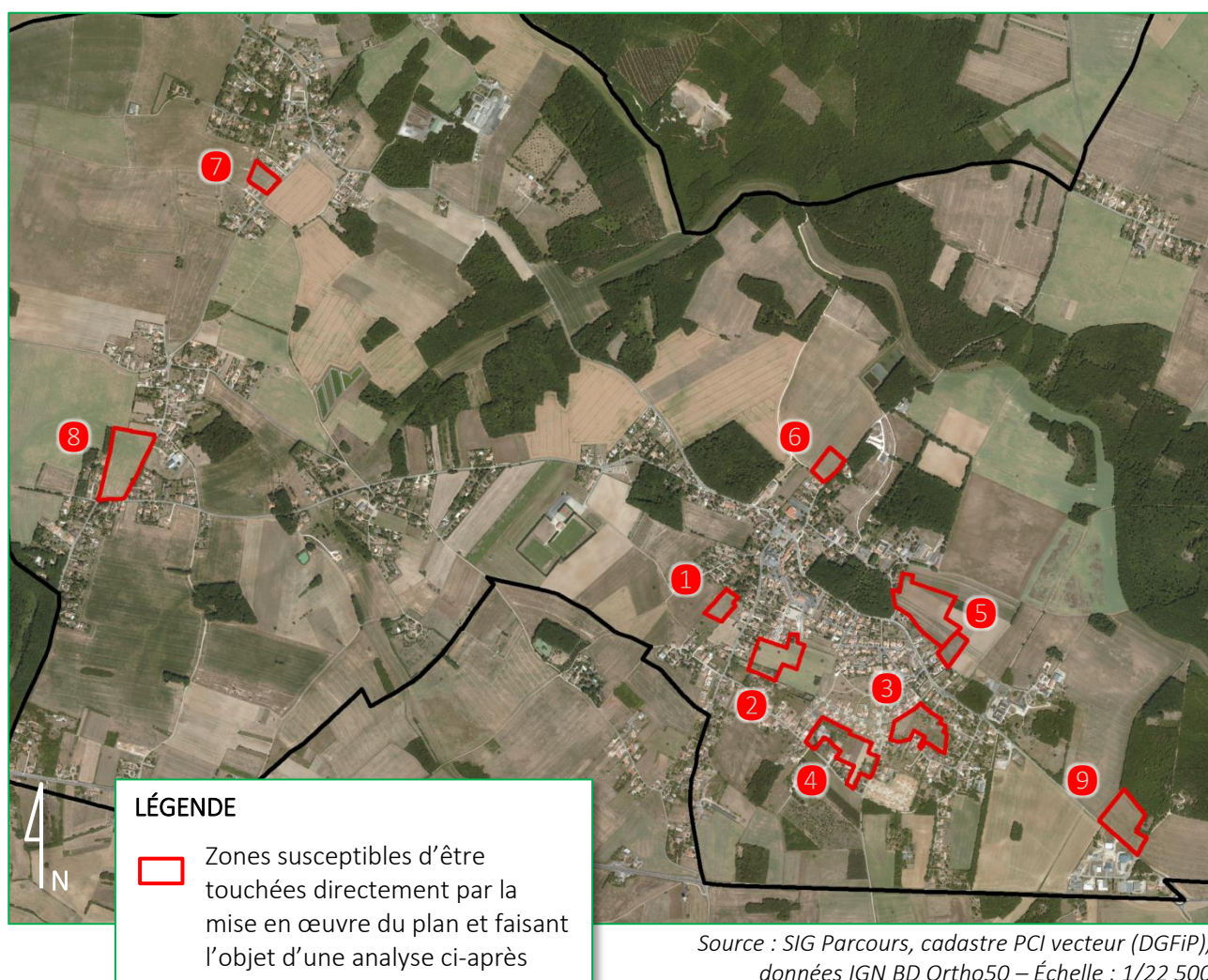
■ ZONES SUSCEPTIBLES D'ÊTRE TOUCHÉES DIRECTEMENT PAR LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN

Comme développé ci-avant, ce sont sur les zones à urbaniser que se concentrent les projets de développement de la commune en matière d'habitat, d'accueil d'entreprises et d'équipements publics.

Pour rappel des données précédentes, les secteurs suivants sont analysés :

1. Secteur « 1AUh » des « Bouiges » ;
2. Secteur « 1AUh » de « Gatte-Bourse » ;
3. Secteur « 2AUh » de « Bois-Menu » (Avenue du Parc) ;
4. Secteur « 2AUh » du « Petit Pinier » ;
5. Secteur « 1AUh » et « 1AU » du « Moulin » ;
6. Secteur « 2AU » de la « Route de Bignoux » ;
7. Secteur « 2AUh » de « Anxaumont » ;
8. Secteur « 1AUh » de « Chantelle » ;
9. Secteur « 2AUe » de la zone d'activité des « Cartes ».

Localisation des zones analysées



Une caractérisation de ces espaces est développée ci-après, notamment au regard de l'occupation actuelle du sol et de la classification CORINE Biotopes correspondante, suite à une analyse de terrain réalisée durant l'été 2017 (Juillet et Août).

Compte tenu du réseau d'assainissement en place et du potentiel épuratoire des deux équipements disponibles sur le territoire communal, l'ensemble des zones « AU » sera desservi par le réseau d'assainissement collectif.

1. Secteur « 1AUh » des « Bouiges »

Vocation du secteur : espace à urbaniser pour l'habitat, constructible sous condition de réalisation des équipements prévus à l'orientation d'aménagement et de programmation.

▪ Analyse de terrain

La parcelle est en attente d'urbanisation avec le développement d'une végétation spontanée. Le site comporte une végétation essentiellement herbacée assez dense, rase sur les contours et plus haute en son centre. Le cortège d'espèces végétales à fleur n'y est pas important, ce qui en limite les enjeux environnementaux.

La parcelle est probablement occupée par des équins certaines périodes de l'année. On peut donc la qualifier de **prairie sèche améliorée** visiblement pâturée (code CORINE Biotopes 81.1).



Prairies sèches améliorées : prairies permanentes sur sols secs ou mésophiles semées ou très fortement fertilisées, pâturées, parfois aussi traitées avec des herbicides sélectifs, avec une flore et une faune appauvries.

▪ Enjeux identifiés

Les enjeux environnementaux identifiés sur la parcelle sont limités. En effet, seuls quelques rares insectes et plantes à fleurs y ont été rencontrés.

Du fait de sa position en cœur d'îlot bâti, elle ne comporte que peu d'intérêt écologique car elle est soumise à de nombreuses pressions : pâturage, utilisation probable d'herbicides, fauche et fréquentation de l'homme.

▪ Conclusion

Au regard des enjeux identifiés, le projet d'urbanisation n'aura pas d'impact dommageable sur les milieux naturels. Sur ce site, le plan local d'urbanisme n'est pas susceptible d'avoir des effets notables sur la diversité biologique, la faune et la flore.

2. Secteur « 1AUh » de « Gatte-Bourse »

Vocation du secteur : espace à urbaniser pour l'habitat, constructible sous condition de réalisation des équipements prévus à l'orientation d'aménagement et de programmation.

■ Analyse de terrain

Située en bordure de lotissements récents, cette parcelle est dominée par une strate herbacée de hauteur moyenne, ponctuée de quelques autres espèces caractéristiques des prairies de fauche comme la Centaurée de jasée, le Trèfle des prés, la Marguerite commune, la Chicorée commune, le Liseron des champs, et autres crépis.

Le code CORINE Biotopes qui qualifie l'espace est le 87.1, correspondant aux **terrains en friche** :

Terrains en friche : Champs abandonnés ou au repos (jachères), bords de route et autres espaces interstitiels sur des sols perturbés. Ils sont colonisés par de nombreuses plantes pionnières introduites ou nitrophiles. Ils fournissent parfois des habitats qui peuvent être utilisés par des animaux d'espaces ouverts.



■ Enjeux identifiés

Lors des investigations de terrain, un certain nombre de lépidoptères (Piéride de la Rave, Amaryllis) et d'orthoptères ont été identifiés. Ces espèces communes marquent cependant la biodiversité.

Sur le plan végétal, un arbre isolé (vieux poirier) et quelques haies de pourtours apportent une certaine diversité, sans enjeu environnemental fort.

■ Conclusion

Au regard des enjeux identifiés, le projet d'urbanisation n'aura pas d'impact dommageable sur les milieux naturels. Sur ce site, le plan local d'urbanisme n'est pas susceptible d'avoir des effets notables sur la diversité biologique, la faune et la flore.

3. Secteur « 2AUh » de « Bois Menu » (Avenue du Parc)

Vocation du secteur : espace à urbaniser à long terme, dont l'ouverture à l'urbanisation est subordonnée à une modification du plan local d'urbanisme entraînant le classement en secteur « 1AUh ».

■ Analyse de terrain

La parcelle présente des indices de fréquentation régulière par des équins. En effet, la strate herbacée est très faiblement développée mais cependant assez dense. Ceci est dû au pâturage fréquent de cet espace.

Le code CORINE Biotopes qui la qualifie est le 81.1 correspondant à la **prairie sèche améliorée** :

Prairies sèches améliorées : prairies permanentes sur sols secs ou mésophiles semées ou très fortement fertilisées, pâturées, parfois aussi traitées avec des herbicides sélectifs, avec une flore et une faune appauvries.



■ Enjeux identifiés

La faible diversité d'espèces végétales et la fréquentation récurrente par des équidés en limite les enjeux environnementaux. En effet, lors des investigations de terrains, presque aucune espèce végétale à fleur n'y a été recensée et la strate herbacée n'y est pas développée. Ainsi, la fréquentation par les insectes y est donc faible. Par effet de cascade, les autres espèces animales sont également absentes.

Quelques résineux sont présents sur la parcelle.

■ Conclusion

Au regard des enjeux identifiés, le projet d'urbanisation n'aura pas d'impact dommageable sur les milieux naturels. Sur ce site, le plan local d'urbanisme n'est pas susceptible d'avoir des effets notables sur la diversité biologique, la faune et la flore.

4. Secteur « 2AUh » du « Petit Pinier »

Vocation du secteur : espace à urbaniser à long terme, dont l'ouverture à l'urbanisation est subordonnée à une modification du plan local d'urbanisme entraînant le classement en secteur « 1AUh ».

■ Analyse de terrain

La parcelle comporte une végétation majoritairement composée de graminées, associées à quelques autres espèces comme la Centaurée de jasée, le Trèfle des prés, la Marguerite commune, la Chicorée commune, le Liseron des champs, et autres crépis. Les végétaux y sont assez développés et densément organisés.

Le code CORINE Biotopes qui qualifie l'espace est le 87.1, correspondant aux **terrains en friche** :

Terrains en friche : Champs abandonnés ou au repos (jachères), bords de route et autres espaces interstitiels sur des sols perturbés. Ils sont colonisés par de nombreuses plantes pionnières introduites ou nitrophiles. Ils fournissent parfois des habitats qui peuvent être utilisés par des animaux d'espaces ouverts.



■ Enjeux identifiés

Du fait de la présence d'une végétation assez haute et diversifiée, des insectes tels que les lépidoptères (papillons) et orthoptères (sauterelles et criquets) sont présents. Les espèces suivantes ont pu être observées.



Criquet des pâtures
(*Chorthippus parallelus*)



Grande sauterelle verte
(*Tettigonia viridissima*)



Mélitée
(*Mellicta athalia* R.)



Amaryllis
(*Prionia tithonus*)

La présence d'arbres fruitiers et de quelques autres essences ornementales permettent la fréquentation du milieu par quelques oiseaux communs comme l'Alouette, la Bergeronnette, le Bruant, l'Étourneau, la Fauvette, le Moineau, etc.

■ Conclusion

Au regard des enjeux identifiés, le projet d'urbanisation n'aura pas d'impact dommageable sur les milieux naturels. Sur ce site, le plan local d'urbanisme n'est pas susceptible d'avoir des effets notables sur la diversité biologique, la faune et la flore.

5. Secteur « 1AUh » et « 1AU » du « Moulin »

Vocation du secteur : espace à urbaniser pour l'habitat, constructible sous condition de réalisation des équipements prévus à l'orientation d'aménagement et de programmation ; espace à urbaniser à court terme dédié à l'accueil d'équipements d'intérêt collectif et de services publics.

■ Analyse de terrain

La parcelle comporte une végétation majoritairement composée de graminées, associée à quelques autres espèces comme la centaurée de jasée, le trèfle des prés, la marguerite commune, la chicorée commune, le liseron des champs, et autres crépis. La densité n'y est pas très importante, et laisse quelques espaces pour le développement de mousses.

Le code CORINE Biotopes qui qualifie l'espace est le 87.1, correspondant aux **terrains en friche** :

Terrains en friche : Champs abandonnés ou au repos (jachères), bords de route et autres espaces interstitiels sur des sols perturbés. Ils sont colonisés par de nombreuses plantes pionnières introduites ou nitrophiles. Ils fournissent parfois des habitats qui peuvent être utilisés par des animaux d'espaces ouverts.



■ Enjeux identifiés

La végétation pérenne y est très limitée. Au Sud-Est, un vieux Châtaignier est présent envahi de lierre et de ronces. Au Nord-Ouest, des résineux et quelques vieux arbres fruitiers sont encore en place. Enfin, en limite Est, une parcelle boisée (Chênes et Châtaigniers) introduit davantage de diversité végétale. Elle est classée au projet de PLU au titre des éléments de paysage à protéger.

■ Conclusion

Ces éléments, tous périphériques, restent limités quant à leur intérêt biologique et au regard de la taille de parcelle. Le projet d'urbanisation n'aura donc que peu d'impact sur l'environnement.

6. Secteur « 2AUs » de la « Route de Bignoux »

Vocation du secteur : espace à urbaniser à long terme, dédié à l'accueil d'équipements d'intérêt collectif et de services publics, dont l'ouverture à l'urbanisation est subordonnée à une modification du plan local d'urbanisme entraînant le classement en secteur « 1AUs ».

▪ Analyse de terrain

La culture de maïs occupe la totalité de l'espace. Cette occupation végétale mono spécifique ainsi que l'utilisation de produits phytosanitaires en limite les enjeux environnementaux.

Le code CORINE Biotopes qui qualifie l'espace est le 82.2 correspondant aux **cultures avec marges de végétation spontanée** :

Cultures traitées intensivement, entremêlées avec des bandes de végétation spontanée.



▪ Enjeux identifiés

Sur ce secteur, il n'y a pas d'enjeu biologique du fait de la valorisation agricole intensive de la parcelle. La diversité herbacée du fossé est limitée du fait de sa localisation entre la route et la parcelle agricole.

▪ Conclusion

Au regard des enjeux identifiés, le projet d'urbanisation n'aura pas d'impact dommageable sur les milieux naturels. Sur ce site, le plan local d'urbanisme n'est pas susceptible d'avoir des effets notables sur la diversité biologique, la faune et la flore.

7. Secteur « 2AUh » de « Anxaumont »

Vocation du secteur : espace à urbaniser à long terme, dont l'ouverture à l'urbanisation est subordonnée à une modification du plan local d'urbanisme entraînant le classement en secteur « 1AUh ».

■ Analyse de terrain

La parcelle comporte une végétation majoritairement composée de graminées, associées à quelques autres espèces communes. La végétation y est assez haute et dense.

Le code CORINE Biotopes qui qualifie l'espace est le 87.1, correspondant aux **terrains en friche** :

Terrains en friche : Champs abandonnés ou au repos (jachères), bords de route et autres espaces interstitiels sur des sols perturbés. Ils sont colonisés par de nombreuses plantes pionnières introduites ou nitrophiles. Ils fournissent parfois des habitats qui peuvent être utilisés par des animaux d'espaces ouverts.



■ Enjeux identifiés

De par la proximité avec d'autres parcelles agricoles en exploitation (utilisation de produits phytosanitaires), les enjeux environnementaux y sont faibles. En effet, lors des investigations de terrain, seuls quelques insectes (papillons, sauterelles et criquets) ont pu être observés.

■ Conclusion

Au regard des enjeux identifiés, le projet d'urbanisation n'aura pas d'impact dommageable sur les milieux naturels. Sur ce site, le plan local d'urbanisme n'est pas susceptible d'avoir des effets notables sur la diversité biologique, la faune et la flore.

8. Secteur « 1AUh » de « Chantelle »

Vocation du secteur : espace à urbaniser pour l'habitat, constructible sous condition de réalisation des équipements prévus à l'orientation d'aménagement et de programmation.

▪ Analyse de terrain

La culture de maïs occupe la majeure partie de cette espace.

Le code CORINE Biotopes qui qualifie l'espace est le 82.2 correspondant aux **cultures avec marges de végétation spontanée** :

Cultures traitées intensivement, entremêlées avec des bandes de végétation spontanée.



▪ Enjeux identifiés

Les seuls milieux vecteurs de biodiversité sont les bordures de champs, peuplées d'espèces messicoles, ainsi qu'une haie assez dense composée de quelques Chênes et espèces buissonnantes associées. Ceux-ci sont le support de vie de la faune commune, en particulier les oiseaux et les insectes.

La haie en place le long de la route, à l'Est de la parcelle, sera conservée dans le contexte réglementaire de l'orientation d'aménagement et de programmation associée à ce secteur.

▪ Conclusion

Au regard des enjeux identifiés, le projet d'urbanisation n'aura pas d'impact dommageable sur les milieux naturels. Sur ce site, le plan local d'urbanisme n'est pas susceptible d'avoir des effets notables sur la diversité biologique, la faune et la flore.

9. Secteur « 2AUe » de la zone d'activité des « Cartes »

Vocation du secteur : espace à urbaniser pour les activités économiques, sous condition de réalisation des équipements prévus à l'orientation d'aménagement et de programmation.

■ Analyse de terrain

La parcelle est exploitée et comporte les chaumes d'une culture de soja. L'absence de couvert végétal ainsi que l'utilisation de produits phytosanitaires en limite les enjeux environnementaux.

Le code CORINE Biotopes qui qualifie l'espace est le 82.2 correspondant aux **cultures avec marges de végétation spontanée** :

Cultures traitées intensivement, entremêlées avec des bandes de végétation spontanée.



■ Enjeux identifiés

La parcelle concernée fait l'objet d'une valorisation agricole intensive. Aucune végétation pérenne n'est en place sur la parcelle proprement dite. Au Nord-Est et à l'Est, un massif forestier borde la parcelle

■ Conclusion

Au regard des enjeux identifiés, le projet d'urbanisation n'aura pas d'impact dommageable sur les milieux naturels. Sur ce site, le plan local d'urbanisme n'est pas susceptible d'avoir des effets notables sur la diversité biologique, la faune et la flore.

■ ZONES SUSCEPTIBLES D'ÊTRE TOUCHÉES INDIRECTEMENT PAR LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN

Les zones susceptibles d'être touchées indirectement par la mise en œuvre du plan sont celles présentant des enjeux environnementaux majeurs et sur lesquelles la mise en œuvre du plan peut avoir une influence indirecte.

La caractérisation de ces zones, ainsi que les conséquences potentielles de la mise en œuvre du Plan Local d'Urbanisme sur celles-ci, sont développées ci-après en parties « conséquences potentielles sur les espaces protégés pour la biodiversité » et « conséquences potentielles sur les espaces importants pour la biodiversité ».

III. CONSÉQUENCES ÉVENTUELLES DE L'ADOPTION DU PLAN



CONSÉQUENCES ÉVENTUELLES SUR LES ESPACES PROTÉGÉS POUR LA BIODIVERSITÉ

La commune de Sèvres-Anxaumont ne comporte pas d'espace protégé pour la préservation de la biodiversité sur le territoire communal. Le plus proche est localisé à 3,8 kilomètres. Il s'agit de la Zone de Protection Spéciale (ZPS) FR5410014 « Forêt de Moulière, Landes du Pinail, Bois du Défens, du Fou et de la Roche de Bran », intégrée au réseau européen Natura 2000.

Compte-tenu de la proximité de ce site avec la commune, sa description est donnée ci-après.

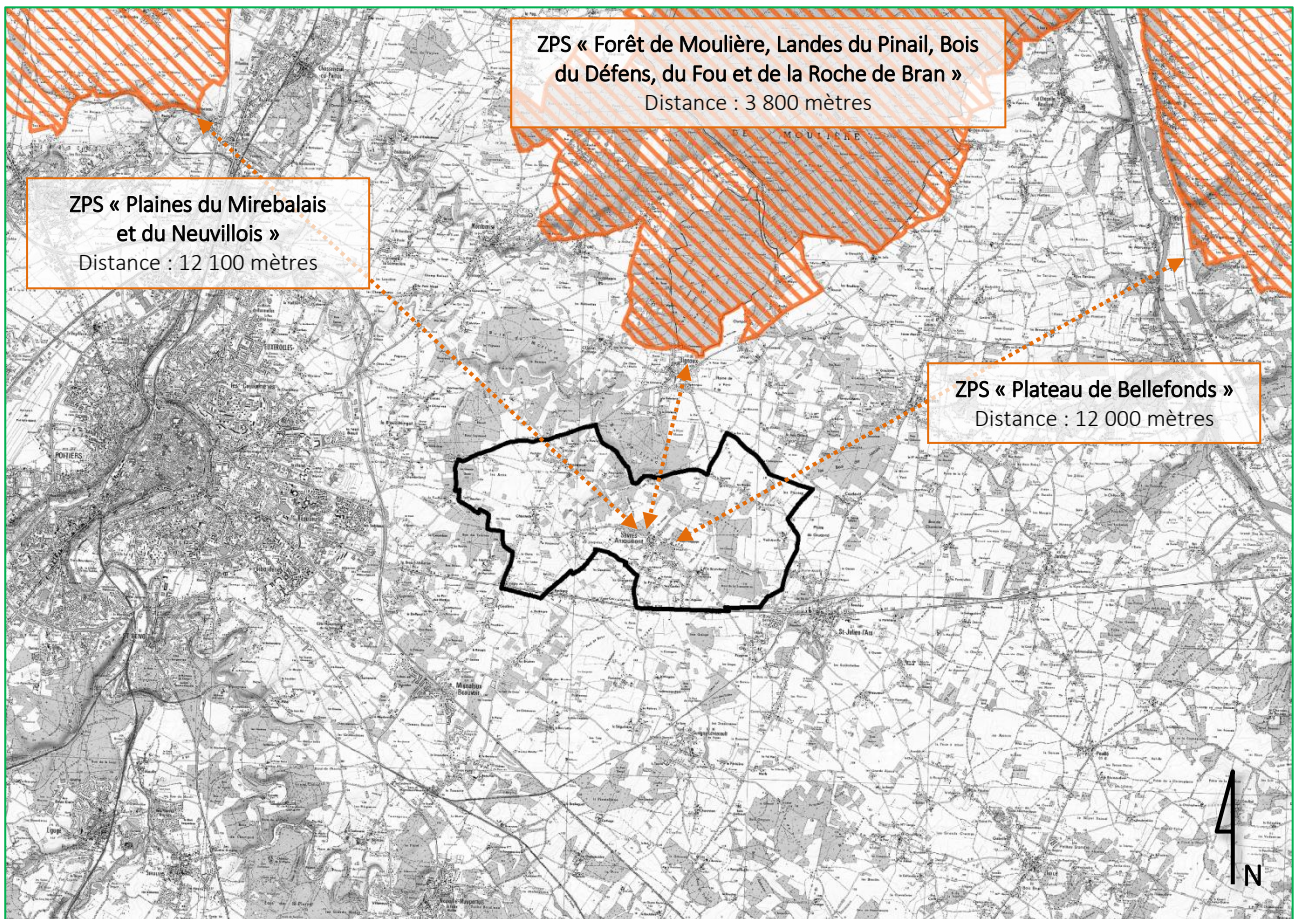
Situation de la commune par rapport aux espaces protégés pour la biodiversité

Espace protégé pour la préservation de la biodiversité		Distance du site le plus proche*
Zone de Protection Spéciale (ZPS)	■	3,8 kilomètres
Site d'Intérêt Communautaire ou Zone Spéciale de Conservation (ZSC)	■	12,6 kilomètres
Zone Importante pour la Conservation des Oiseaux (ZICO)	■	3,8 kilomètres
Arrêté Préfectoral de Protection de Biotope (APB)	■	8,1 kilomètres
Espace Naturel Sensible (ENS)	■	4,0 kilomètres
Site classé	■	8,7 kilomètres
Site inscrit	■	8,7 kilomètres
Parc Naturel National (PN)	■	329,4 kilomètres
Parc Naturel Régional (PNR)	■	33,6 kilomètres
Parc Naturel Marin (PNM)	■	125,9 kilomètres
Réserve Naturelle Nationale (RNN)	■	15,0 kilomètres
Réserve Naturelle Régionale (RNR)	■	42,1 kilomètres
Réserve de biosphère	■	109,3 kilomètres
Réserve Biologique domaniale (RB)	■	52,5 kilomètres
Réserve Nationale de Chasse et Faune Sauvage (RNCFS)	■	136,9 kilomètres
Site RAMSAR	■	41,4 kilomètres

Légende : ■ Site présent sur la commune, ■ Site présent sur une commune limitrophe, ■ Aucun site à proximité

* distance calculée par rapport au Bourg de Sèvres-Anxaumont

Sites Natura 2000 à proximité de Sèvres-Anxaumont



Source : SIG Parcours, cadastre PCI vecteur (DGFIP), données IGN SCAN 25 et INPN – Échelle : 1/125 000

Zone de Protection Spéciale (ZPS) « Forêt de Moulière, Landes du Pinail, Bois du Défens, du Fou et de la Roche de Bran »

La Zone de Protection Spéciale FR5410014 « Forêt de Moulière, Landes du Pinail, Bois du Défens, du Fou et de la Roche de Bran » a été désignée par Arrêté interministériel du 06 Juillet 2004. Son document d'objectifs (DOCOB) a été approuvé par Arrêté Préfectoral du 1^{er} Septembre 2009.

D'une surface de 8 129 hectares, ce site est un plateau argileux à bancs de meulière, couvert pour l'essentiel de landes calcifuges issues de la surexploitation par l'homme de la chênaie atlantique (bois de chauffage, surpâturage, incendies) et parsemées d'innombrables mares résultant de l'ancienne extraction de pierre meulière. Son caractère remarquable est lié à son étendue, à sa diversité et à l'originalité de ses végétations de landes avec tous les gradients d'hydromorphie, de tourbières (différents types en fonction du pH) et d'eaux oligotrophes ou dystrophes, dont beaucoup structurent des habitats d'intérêt communautaire, certains considérés comme prioritaires (lande tourbeuse à Bruyère à quatre angles, lande mésophile à Bruyère à balais et Ajonc nain ou « brande », tourbière alcaline à Choin noirâtre, tourbière acide à Sphaignes, etc.) ou constituant le support d'habitats d'espèces également d'intérêt communautaire (Triton crêté, trois espèces de libellules, Spiranthe d'été)...

L'intérêt du site est avant tout ornithologique.



Espèces de la Directive « Oiseaux » justifiant la désignation du site

A092 : Aigle botté <i>hieraaetus pennatus</i>	A302 : Fauvette pitchou <i>Sylvia undata</i>
A246 : Alouette lulu <i>Lullula arborea</i>	A127 : Grue cendrée <i>Grus grus</i>
A072 : Bondrée apivore <i>Pernis apivorus</i>	A029 : Héron pourpré <i>Ardea purpurea</i>
A084 : Busard cendré <i>Circus pygargus</i>	A229 : Martin-pêcheur d'Europe <i>Alcedo atthis</i>
A082 : Busard Saint-Martin <i>Circus cyaneus</i>	A073 : Milan noir <i>Milvus migrans</i>
A080 : Circaète Jean-le-Blanc <i>Circaetus gallicus</i>	A133 : Œdicnème criard <i>Burhinus oedicnemus</i>
A224 : Engoulevent d'Europe <i>Caprimulgus europaeus</i>	A238 : Pic mar <i>Dendrocopos medius</i>
A098 : Faucon émerillon <i>Falco columbarius</i>	A236 : Pic noir <i>Dryocopus martius</i>
	A338 : Pie-grièche écorcheur <i>Lanius collurio</i>

Source : Inventaire National du Patrimoine Naturel (INPN), Muséum National d'Histoire Naturelle (MNHN)

Parmi les principaux enjeux du site figurent des espèces d'intérêt majeur et d'autre d'intérêt fort.

Espèces d'intérêt majeur

A084 : Busard cendré <i>Circus pygargus</i>	A224 : Engoulevent d'Europe <i>Caprimulgus europaeus</i>
A082 : Busard Saint-Martin <i>Circus cyaneus</i>	A302 : Fauvette pitchou <i>Sylvia undata</i>

Espèces d'intérêt fort

A080 : Circaète Jean-le-Blanc <i>Circaetus gallicus</i>	A238 : Pic mar <i>Dendrocopos medius</i>
---	--

Source : Inventaire National du Patrimoine Naturel (INPN), Muséum National d'Histoire Naturelle (MNHN)

■ CONSÉQUENCES ÉVENTUELLES PORTÉES PAR LE PROJET DE PLU

Le projet de Plan Local d'Urbanisme ne porte aucun élément susceptible d'avoir une influence sur le site « Forêt de Moulière, Landes du Pinail, Bois du Défens, du Fou et de la Roche de Bran » ou sur un autre espace protégé pour la préservation de la biodiversité.

L'adoption du plan n'autorisera donc pas de projet susceptible de générer des conséquences dommageables sur les espaces protégés pour la préservation de la biodiversité.

CONSÉQUENCES ÉVENTUELLES SUR LES ESPACES IMPORTANTS POUR LA BIODIVERSITÉ

La commune de Sèvres-Anxaumont comporte un espace naturel important pour la préservation de la biodiversité. Il s'agit de la Zone Naturelle d'Intérêt Écologique, Faunistique et Floristique (ZNIEFF) de type I « Bois de Lirec ». Sa description, ci-après, est donnée en référence à la fiche de présentation éditée par la DREAL Nouvelle-Aquitaine.

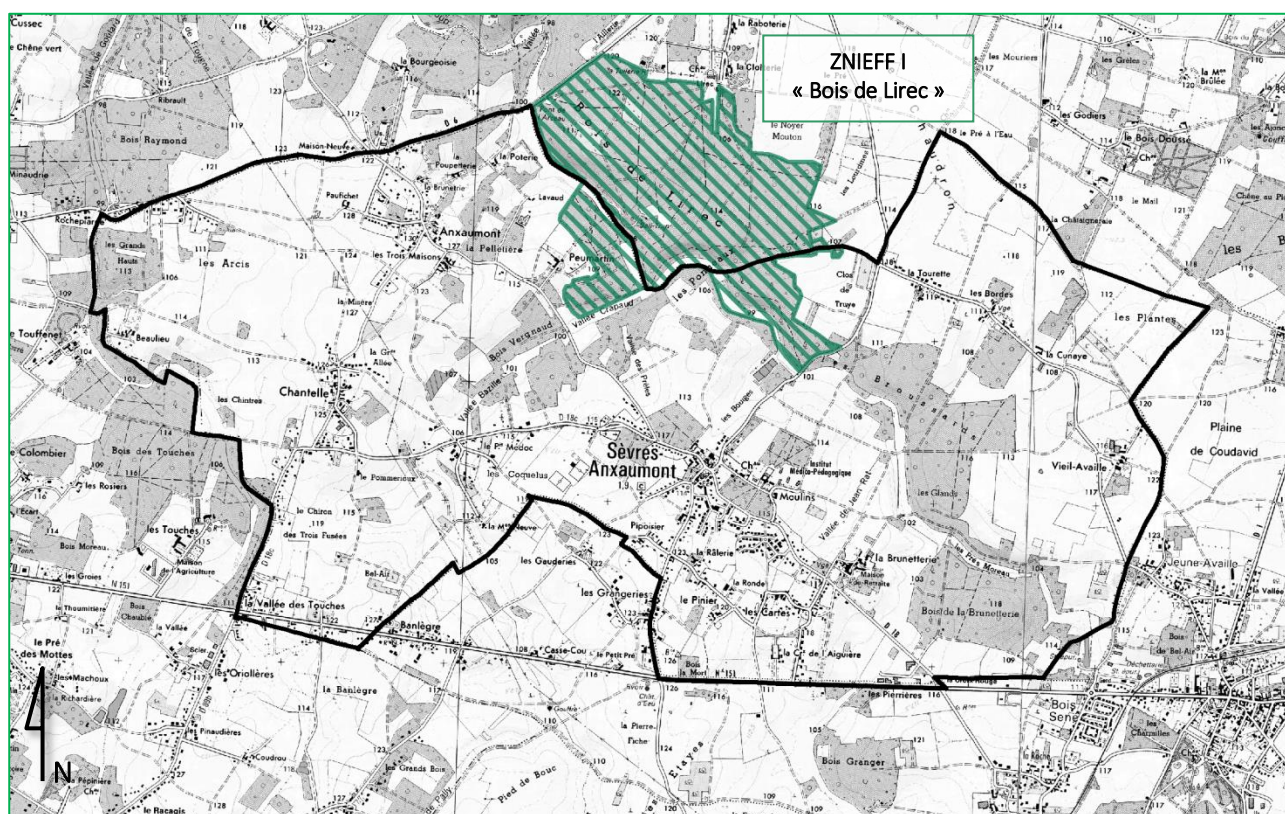
Situation de la commune par rapport aux espaces importants pour la biodiversité

Espace important pour la préservation de la biodiversité		Distance du site le plus proche*
ZNIEFF continentale de type I	■	1 site sur la commune
ZNIEFF continentale de type II	■	4,0 kilomètres
ZNIEFF marine de type I	■	Sans objet
ZNIEFF marine de type II	■	Sans objet
Terrains du Conservatoire Régional des Espaces Naturels (CREN)	■	6,8 kilomètres
Terrains du Conservatoire du Littoral	■	Sans objet

Légende : ■ Site présent sur la commune, ■ Site présent sur une commune limitrophe, ■ Aucun site à proximité

* distance calculée par rapport au Bourg de Sèvres-Anxaumont

Périmètre des sites importants pour la préservation de la biodiversité sur la commune



Source : SIG Parcours, cadastre PCI vecteur (DGFIP), données IGN SCAN 25 et INPN – Échelle : 1/40 000

La ZNIEFF de type I « Bois de Lirec »

Cet espace important pour la préservation de la biodiversité couvre une superficie totale de 189 hectares, dont **44 hectares** sur la commune de Sèvres-Anxaumont, le reliquat se situant sur la commune limitrophe de Bignoux.

▪ Description du site

Il s'agit d'une chênaie traitée en futaie, incluant des secteurs mixtes feuillus/résineux et quelques coupes de régénération, l'ensemble étant clôturé par un grillage de 2 mètres de hauteur. La structure et l'âge des peuplements forestiers, ainsi que la proximité du grand massif de Moulière expliquent la présence d'un important cortège d'oiseaux sylvicoles qui, dans l'état actuel des connaissances, constitue l'essentiel de son intérêt patrimonial.

▪ Intérêt principal :

La nidification de l'Autour des palombes, espèce rare en France et dont la population totale n'excède pas 3 000 couples, représente l'élément majeur du bois. Ce rapace sédentaire, affectionnant les grands massifs boisés où il est à l'abri des dérangements, a longtemps été persécuté par l'homme en raison de sa prédilection pour les oiseaux de basse-cour et, notamment, les pigeons domestiques, de capture plus aisée que ses proies sauvages (geais, pigeons, tourterelles, corneilles).



Autour des Palombes (Accipiter gentilis)

Dès le mois de Janvier, le mâle recharge ou construit une ou plusieurs aires volumineuses à grande hauteur (généralement le long d'un tronc de chêne mature) qu'il propose à la femelle avec laquelle il s'appariera en Mars. La ponte est déposée dans le courant du mois d'Avril et les 2 à 3 jeunes éclosent en Mai, après 38 jours d'incubation. Ils séjourneront au nid durant 7 semaines environ mais, même après leur envol, resteront encore 3 semaines au moins autour de l'aire où ils continueront à être nourris par la femelle. En Poitou-Charentes, l'Autour est présent dans les quatre départements mais semble plus abondant dans la Vienne où son effectif est estimé à 50/100 couples nicheurs (pour une population régionale totale de 180 à 280 couples). Espèce très sensible aux dérangements, l'Autour des palombes a besoin d'une tranquillité maximale lors de tout son cycle de nidification, ce qui conduit à proscrire les travaux forestiers perturbants entre le 15 Mars et le 15 Juillet. La conservation d'un habitat intact - la futaie caducifoliée âgée - et non artificialisé (limitation des introductions de résineux) est également un facteur essentiel pour le maintien de l'espèce.

▪ Caractéristique des habitats

Sur le site, l'Autour est accompagné par quelques espèces sylvicoles peu communes, voire franchement rares : Grosbec casse-noyaux, un passereau au régime alimentaire original constitué par les akènes, graines et baies de divers arbres et arbustes ; Pouillot siffleur, un passereau insectivore inféodé aux forêts âgées à canopée élevée ; Bouvreuil pivoine, espèce plutôt nordique et « montagnarde », très disséminée en Poitou-Charentes.



Espèces déterminantes de faune

Oiseaux

Autour des Palombes *Accipiter gentilis* (PN)

Bouvreuil pivoine *Pyrrhula pyrrhula* (PN)

Engoulevent d'Europe *Caprimulgus europaeus* (DO, PN)

Grosbec casse-noyaux *Coccothraustes coccothr.* (PN)

Huppe fasciée *Upupa epops* (PN)

Pouillot siffleur *Phylloscopus sibilatrix* (PN)

DO : espèce inscrite à la directive Oiseaux (Annexe II) ; PN : espèce protégée en France

■ CONSÉQUENCES ÉVENTUELLES PORTÉES PAR LE PROJET DE PLU

La mise en œuvre du Plan Local d'Urbanisme générera une évolution dans la réglementation du droit des sols. La carte ci-après repère la ZNIEFF du « Bois de Lirec » au regard du zonage projeté.

Le projet de Plan Local d'Urbanisme prévoit un **classement protecteur de la ZNIEFF**, intégralement classée en secteur naturel « N ».

Espaces importants pour la biodiversité et zonage au projet de PLU

Superficie de la ZNIEFF sur la commune	44,0 ha	100,0 %
■ Classement en secteur naturel « N »	44,0 ha	100,0 %

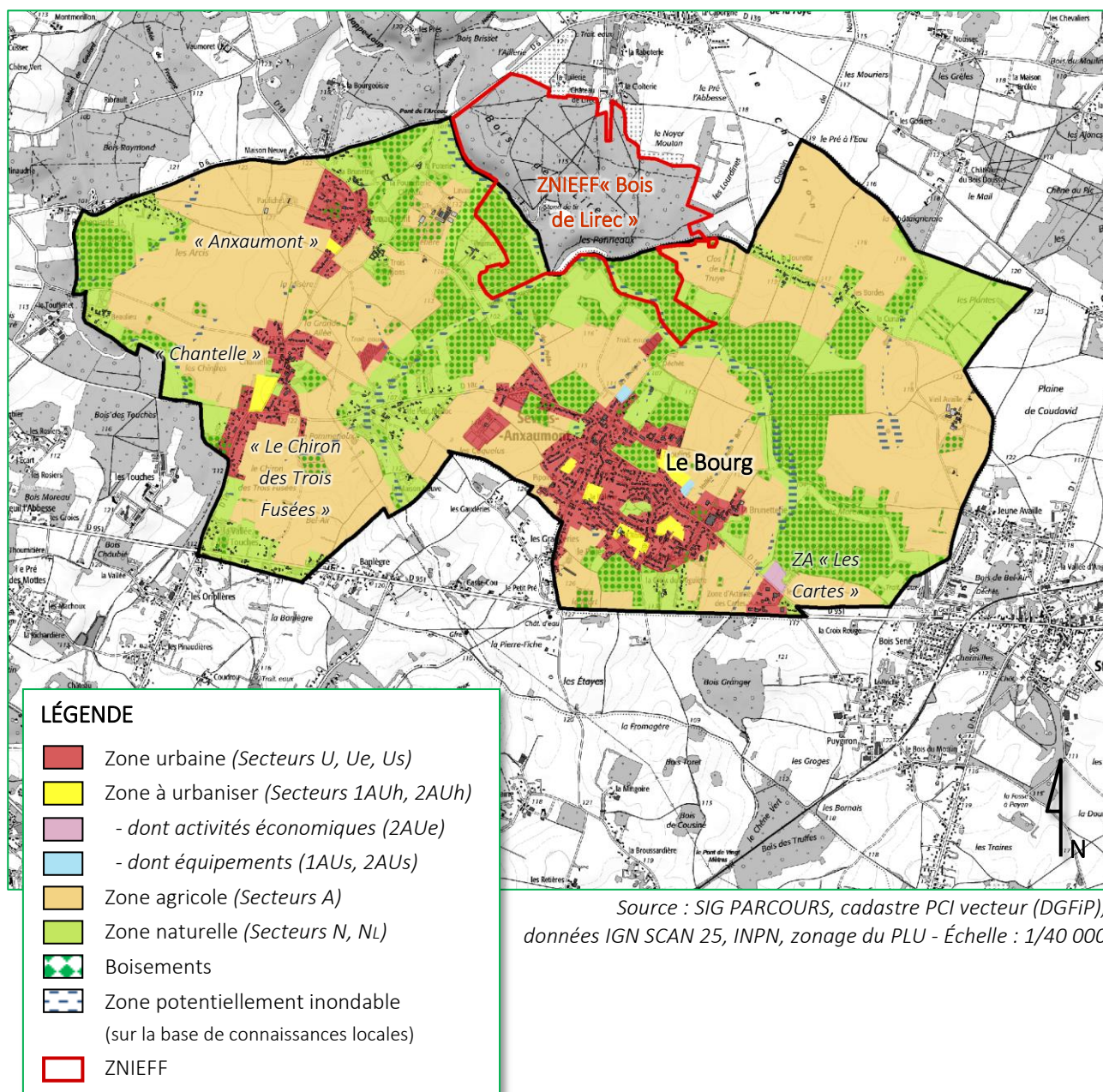
En secteur naturel « N », aucune nouvelle construction n'est autorisée. Seuls sont admis les travaux de rénovation de l'existant et les annexes et extensions des bâtiments à usage d'habitation ou agricole, sous conditions.

Les annexes aux bâtiments d'habitation sont ainsi limitées à 30 m² et sous condition d'être situées à moins de 30 mètres de la résidence principale, afin d'éviter un mitage des espaces naturels et agricoles. L'emprise au sol des extensions, toutes destinations confondues, est également restreinte en pourcentage de l'emprise au sol de la construction initiale, afin d'éviter un développement du bâti.

Aucun projet n'est porté par le projet de Plan Local d'Urbanisme au sein du périmètre des sites importants pour la biodiversité.

L'adoption du plan n'autorisera donc pas de projet susceptible de générer des conséquences dommageables sur la richesse biologique de la ZNIEFF présente sur le territoire communal.

Zonage au projet de Plan Local d'Urbanisme et ZNIEFF



Source : SIG PARCOURS, cadastre PCI vecteur (DGFIP), données IGN SCAN 25, INPN, zonage du PLU - Échelle : 1/40 000

CONSÉQUENCES ÉVENTUELLES SUR LES ÉLÉMENTS DE LA TRAME VERTE ET BLEUE

■ LES BOISEMENTS

304,8 hectares de boisements ont été recensés lors de la réalisation de l'état initial de l'environnement. Tous les boisements ainsi recensés participent au fonctionnement écologique de la trame verte et bleue, ainsi qu'à la qualité des paysages de la commune. Ils bénéficient en conséquence de classements protecteurs spécifiques dont l'importance est proportionnelle aux enjeux environnementaux rencontrés :

- **275,0 hectares de massifs forestiers sont protégés en tant qu'espaces boisés classés** (90,2% des boisements identifiés sur la commune) en raison de leur haute valeur écologique ou paysagère. Ces boisements sont localisés sur les secteurs identifiés comme réservoirs de biodiversité dans le Schéma Régional de Cohérence Écologique ou aux abords de ceux-ci. Leur protection stricte est motivée en ce sens.
- **29,8 hectares de massifs forestiers épars sont protégés en tant qu'éléments de paysage** (article L.151-23 du Code de l'Urbanisme) (9,8% des boisements identifiés sur la commune) en raison de leur rôle dans la constitution des corridors écologiques en « pas japonais » de la trame verte, ainsi que de leur participation à la composition paysagère. Leur protection souple est motivée en ce sens.

Le règlement du PLU impose par ailleurs une obligation de compensation à hauteur de 100% des surfaces détruites pour les boisements identifiés au titre des éléments de paysage à protéger, sur le territoire communal, et dans le contexte d'une liste d'essences végétales adaptées au milieu naturel et au climat local.

Une partie du Bois de Lirec, classé en Zone Naturelle d'Intérêt Écologique, Faunistique et Floristique (ZNIEFF), au Nord de la commune, est concernée par un Plan Simple de Gestion. Dans un souci de cohérence globale, cet espace est également protégé au titre des espaces Boisés Classés.

La création de dispositions réglementaires protégeant l'ensemble des boisements génère des conséquences positives quant à leur pérennité du fait de la mise en œuvre du plan.

■ LES HAIES BOCAGÈRES

10,8 kilomètres de haies bocagères ont été recensés lors de la réalisation de l'état initial de l'environnement, en appui sur des photos aériennes, des visites de site et le travail participatif d'un groupe « Trame verte et bleue », composé de citoyens de la commune. Ces haies sont intégralement inscrites en tant qu'éléments de paysage à protéger (article L.151-23 du Code de l'Urbanisme) : leur destruction sera conditionnée au dépôt d'une déclaration préalable en Mairie.

Le règlement du PLU impose par ailleurs une obligation de compensation à hauteur de 100% des linéaires détruits pour les haies bocagères classées en éléments de paysage à protéger, sur le territoire communal, et dans le contexte d'une liste d'essences végétales adaptées au milieu naturel et au climat local.

La création de dispositions réglementaires protégeant l'ensemble du maillage de haies génère des conséquences positives quant à sa pérennité du fait de la mise en œuvre du plan.

■ LES ARBRES REMARQUABLES ET/OU ISOLÉS

38 arbres remarquables ou isolés ont été recensés lors de la réalisation de l'état initial de l'environnement, en appui sur des visites de site et le travail participatif du groupe « Trame verte et bleue ». Ces arbres sont protégés en tant qu'espaces boisés classés en raison de leur valeur culturelle, écologique et esthétique. Leur protection stricte est motivée en ce sens.

La création de dispositions réglementaires protégeant l'ensemble des arbres remarquables génère des conséquences positives quant à leur pérennité du fait de la mise en œuvre du plan.

■ LES MARES

Afin de prendre en compte les enjeux écologiques de celles-ci, les **28 mares recensées** à l'état initial de l'environnement sont classées en tant qu'éléments de paysage à protéger (article L.151-23 du Code de l'Urbanisme) au projet de Plan Local d'Urbanisme. Cette disposition réglementaire soumet leur destruction (par comblement) au dépôt d'une déclaration préalable en Mairie.

La création de dispositions réglementaires protégeant l'ensemble des mares garantit l'absence de conséquences dommageables de la mise en œuvre du plan sur cette partie de la trame bleue

■ LES ESPACES À DOMINANTE HUMIDE

Un inventaire de « prélocalisation de zones humides » a été mené à l'échelle départementale en 2015 par la DREAL Nouvelle-Aquitaine. Le travail, conduit sur la base d'une photo-interprétation, recense **41,2 hectares de « zones humides »** qui doivent davantage être comprises comme des enveloppes de probabilité, au sein desquelles une caractérisation rigoureuse doit être menée afin de confirmer ou infirmer l'existence d'un milieu humide.

Le projet de Plan Local d'Urbanisme reprend le recensement de ces espaces à dominante et le porte au règlement graphique pour information. Au sein des dispositions générales du règlement littéral, une obligation de caractérisation est imposée à tout projet mené au sein de ces périmètres, sur la base du Guide de la méthode nationale d'évaluation des fonctions des zones humides édité par l'ONEMA en 2016.

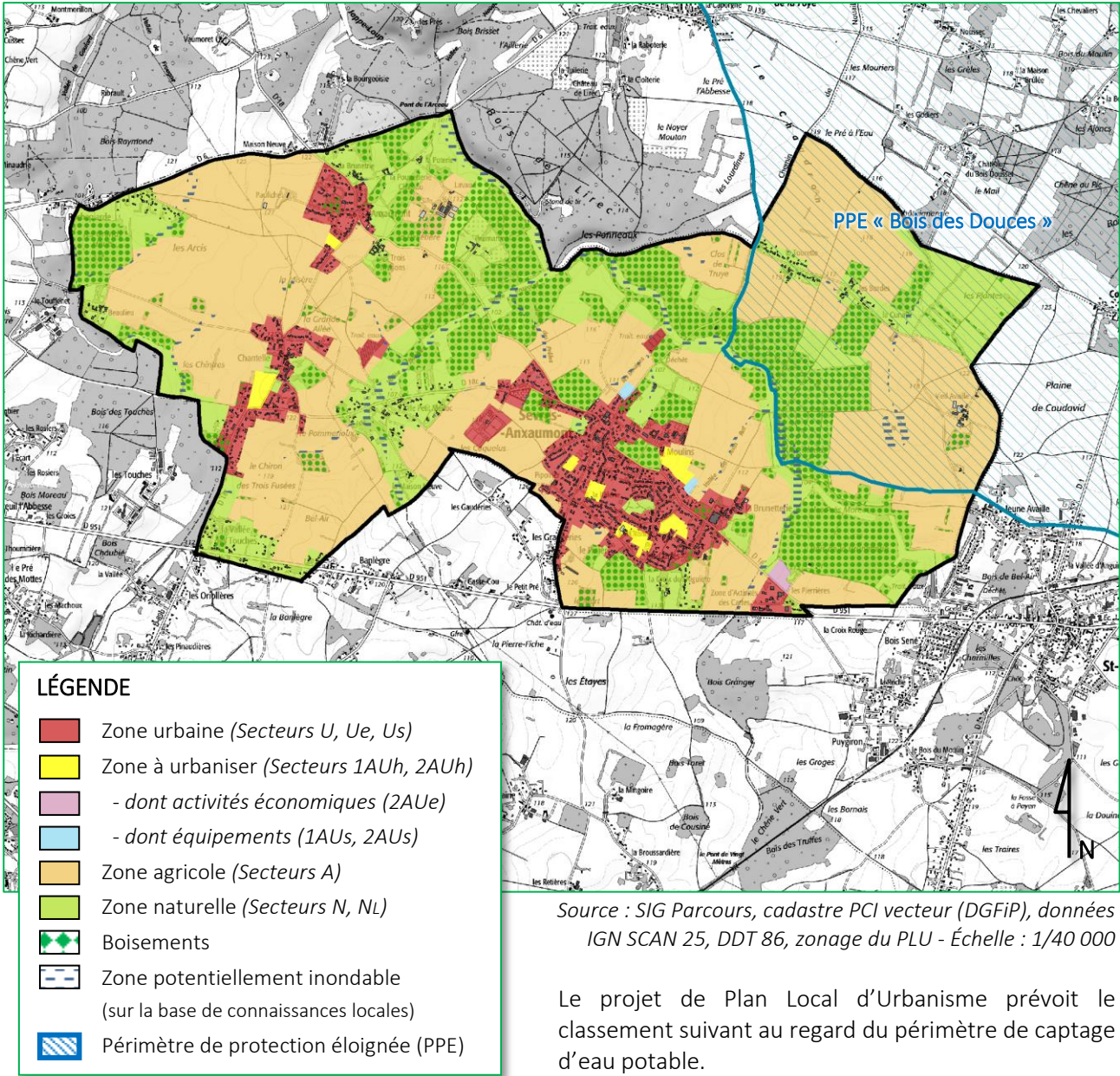
Au sein de ces enveloppes de probabilité, tout projet d'aménagement devra faire l'objet d'études de qualification de la morphologie des sols, au regard de l'article R.211-108 du Code de l'Environnement, pour attester de l'existence d'une zone humide, le cas échéant. En cas de confirmation de présence d'une zone humide, les obligations de prise en compte et, potentiellement, de compensation en cas de destruction, sont renvoyées vers les dispositions réglementaires du SDAGE Loire-Bretagne et du SAGE du Clain.

La création de dispositions réglementaires strictes protégeant les enveloppes de probabilité de zones humides génère des conséquences positives quant à leur prise en compte du fait de la mise en œuvre du plan.

■ CONSÉQUENCES ÉVENTUELLES PORTÉES PAR LE PROJET DE PLU

La mise en œuvre du Plan Local d’Urbanisme générera une évolution dans la réglementation du droit des sols. La carte ci-après repère le périmètre de protection éloignée du captage d’eau potable au regard du zonage projeté.

Zonage au projet de Plan Local d’Urbanisme et périmètre de protection de captage



Captage d’eau potable et zonage au projet de PLU

Forage du « Bois des Douces » - Périmètre de Protection Éloignée			
Superficie sur la commune	329,6 ha	100,0 %	
■ Classement en secteur naturel « N »	132,1 ha	40,1 %	
■ Classement en secteur agricole « A »	197,5 ha	59,9 %	

Le Périmètre de Protection Éloignée du captage du « Bois des Douces » bénéficie d'un classement modérément protecteur, avec 40,1% du périmètre en secteur naturel « N ». L'Arrêté Préfectoral n°2007/DDASS/SE/002 du 08 Juin 2007, autorisant l'exploitation de ce captage, ne comprend pas de prescriptions réglementaires liées au Périmètre de Protection Éloignée.

En secteur naturel « N » aucune nouvelle construction n'est autorisée. Seuls sont admis les travaux de rénovation de l'existant et les annexes et extensions des bâtiments à usage d'habitation ou agricole, sous conditions.

Les annexes aux bâtiments d'habitation sont ainsi limitées à 30 m² et sous condition d'être situées à moins de 30 mètres de la résidence principale, afin d'éviter un mitage des espaces naturels et agricoles. L'emprise au sol des extensions, toutes destinations confondues, est également restreinte en pourcentage de l'emprise au sol de la construction initiale, afin d'éviter un développement du bâti.

L'adoption du plan n'autorisera donc pas de projet susceptible de générer des conséquences dommageables sur la ressource en eau.

CONSÉQUENCES ÉVENTUELLES SUR LES ESPACES NATURELS, AGRICOLES ET FORESTIERS

■ INCIDENCES SUR LES ESPACES AGRICOLES

Comme développé ci-avant, la démarche itérative menée pour l'élaboration du projet de PLU a permis de limiter la consommation d'espace en mobilisant des outils de lutte contre l'étalement urbain : reprise de logements vacants, reconquête des espaces interstitiels, identification du bâti susceptible de changer de destination en zone agricole ou naturelle, recensement des espaces internes à l'enveloppe urbaine pouvant accueillir des opérations d'ensemble.

Une consommation d'espace est cependant attendue au projet de PLU, selon les modalités suivantes :

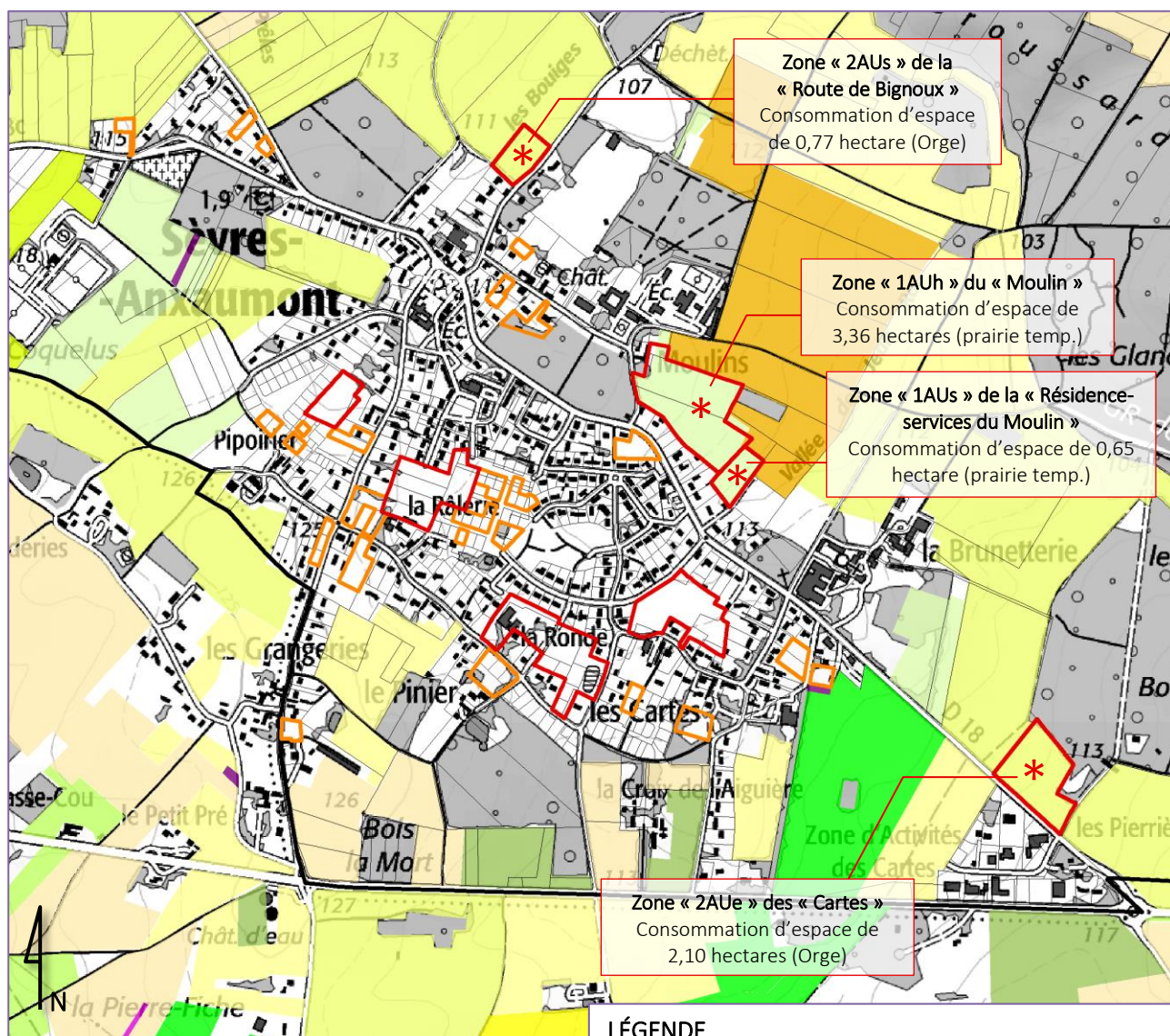
- L'implantation de 19 logements en **espaces interstitiels** du Bourg et des principaux villages n'entraînera pas de consommation d'espaces agricoles ou naturels. De même, s'agissant d'espaces déjà bâtis, la reprise de vacance et l'identification de bâti susceptible de changer de destination en zone agricole ou naturelle est sans impact en matière de consommation d'espace.
- **L'ouverture à l'urbanisation à vocation d'habitat** (secteurs « 1AUh » et « 2AUh ») entraînera une consommation d'espaces agricoles de l'ordre de 6,52 hectares, concentrés sur les secteurs du « Moulin » (3,36 hectares) et de « Chantelle » (3,16 hectares).
- **L'ouverture à l'urbanisation à vocation économique** (secteur « 2AUe ») entraînera une consommation d'espaces agricoles de l'ordre de 2,10 hectares sur l'extension à long terme de la zone d'activité des « Cartes ».
- **L'ouverture à l'urbanisation à vocation d'équipements et de services publics** (secteurs « 1AU » et « 2AU ») entraînera une consommation d'espaces agricoles de l'ordre de 1,42 hectare, sur les secteurs de la « Résidence-service du Moulin » (0,65 hectare) et de la « Route de Bignoux » (0,77 hectare).

Dans les 10 prochaines années, la **consommation d'espace totale sera ainsi de 10,04 hectares**, soit un rythme moyen de 1,0 hectare par an. Cette consommation est estimée à partir du Registre Parcellaire Graphique 2016, qui identifie les terres déclarées à vocation agricole. Elle est par ailleurs cartographiée ci-après.

La diminution de ce rythme constitue l'objectif de modération de la consommation d'espace fixé par la commune de Sèvres-Anxaumont dans l'application de son Plan Local d'Urbanisme. En effet, **la consommation d'espace attendue sur la période 2018/2028 est en réduction de 44,0 % par rapport à la période 2007/2017.**

La cartographie ci-dessous met en évidence que l'ensemble des secteurs de développement retenus (espaces interstitiels et zones ouvertes à l'urbanisation) sont dès à présent insérés dans le tissu urbain. Peu font l'objet d'une valorisation sur le plan agricole.

Consommation d'espace attendue sur le Bourg



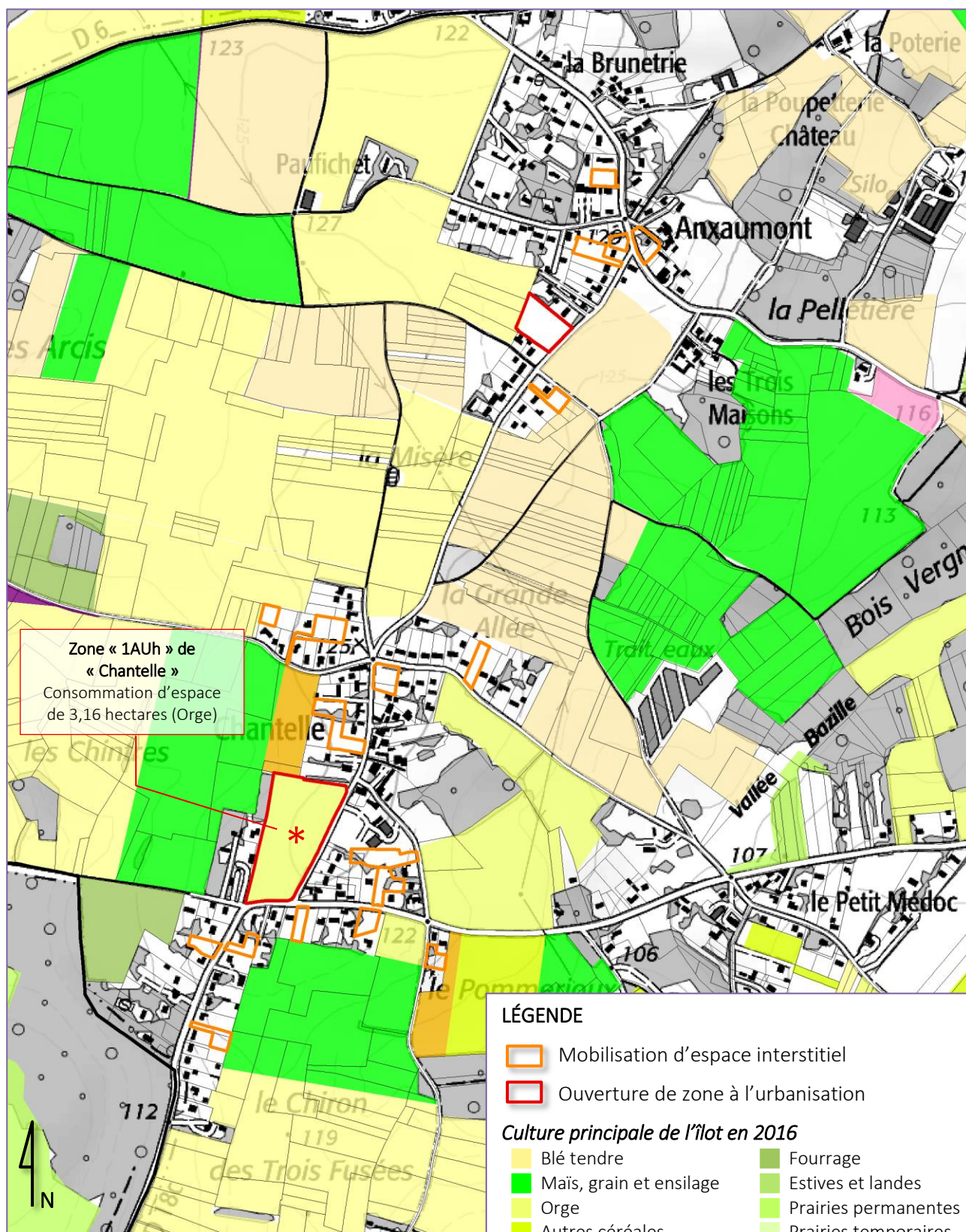
Source : SIG Parcours, cadastre PCI vecteur (DGFIP), données IGN SCAN 25, Agence de Paiements et de Services, Registre Parcellaire Graphique 2016 – Échelle : 1/12 500

LÉGENDE

- Mobilisation d'espace interstitiel
- Ouverture de zone à l'urbanisation

Culture principale de l'îlot en 2016

- | | |
|---|--|
| Blé tendre | Fourrage |
| Maïs, grain et ensilage | Estives et landes |
| Orge | Prairies permanentes |
| Autres céréales | Prairies temporaires |
| Colza | Verges |
| Tournesol | Vignes |
| Autres oléagineux | Fruits à coques |
| Protéagineux | Autres cultures |
| Plantes à fibres | Légumes et fleurs |
| Semences | Arboriculture |
| Autres gels | Divers |
| Légumineuses à grains | |



Source : SIG Parcours, cadastre PCI vecteur (DGFIP), données IGN SCAN 25, Agence de Paiements et de Services, Registre Parcellaire Graphique 2016 – Échelle : 1/10 000

L'adoption du plan ne générera que des conséquences modérées sur les espaces agricoles étant donné le volume limité de prélèvement (10,04 hectares).

■ INCIDENCES SUR LES ESPACES NATURELS

Le Plan Local d'Urbanisme ne prévoit pas de prélèvement d'espaces naturels pour l'urbanisation.

■ INCIDENCES SUR LES ESPACES FORESTIERS

Le Plan Local d'Urbanisme ne prévoit pas de prélèvement d'espaces forestiers pour l'urbanisation.

Par ailleurs, le projet de PLU prévoit une protection adaptée des boisements de la commune, comme développé ci-avant.

CONSÉQUENCES ÉVENTUELLES EN MATIÈRE DE RISQUES

■ LES RISQUES NATURELS

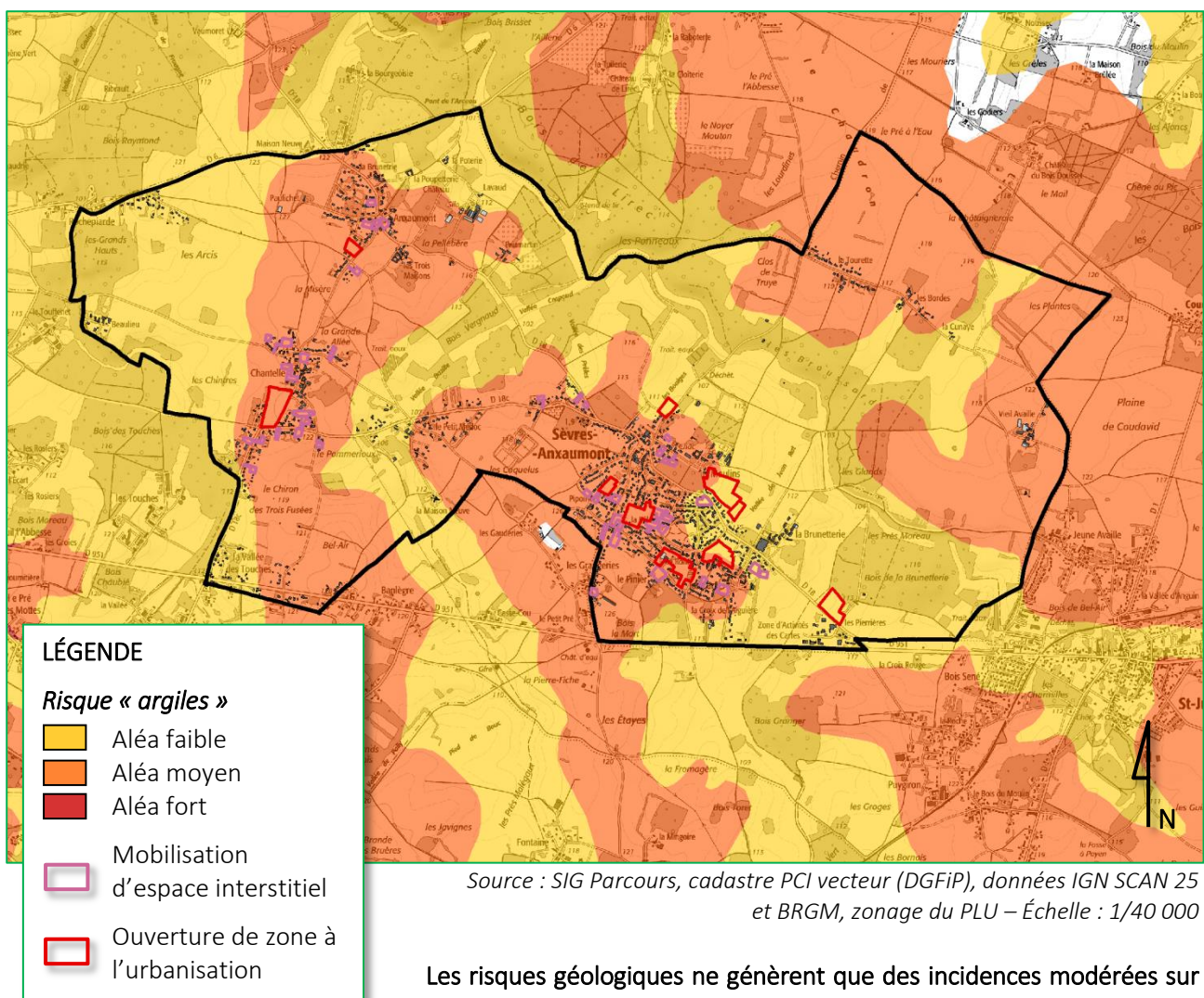
Prise en compte des risques liés à la géologie

Les enjeux induits par les risques liés à la géologie sont d'importance modérée à Sèvres-Anxaumont. Ils relèvent essentiellement du risque sismique et des conséquences éventuellement générées par le comportement de certains types d'argiles sur l'intégrité des constructions.

La connaissance de ce risque est exposée au volume I du rapport de présentation, au chapitre « Gestion des risques, pollutions et nuisances », et est donc portée à l'information des pétitionnaires.

La commune étant intégralement concernée par le risque de « retrait-gonflement » des argiles, l'ensemble des secteurs concernés par le projet de PLU est soumis à un aléa faible ou moyen au regard de ce risque.

Localisation du risque « argiles » vis-à-vis des secteurs portés par le projet de PLU



Prise en compte des risques liés à l'hydrologie

■ Risque d'inondation par débordement de cours d'eau

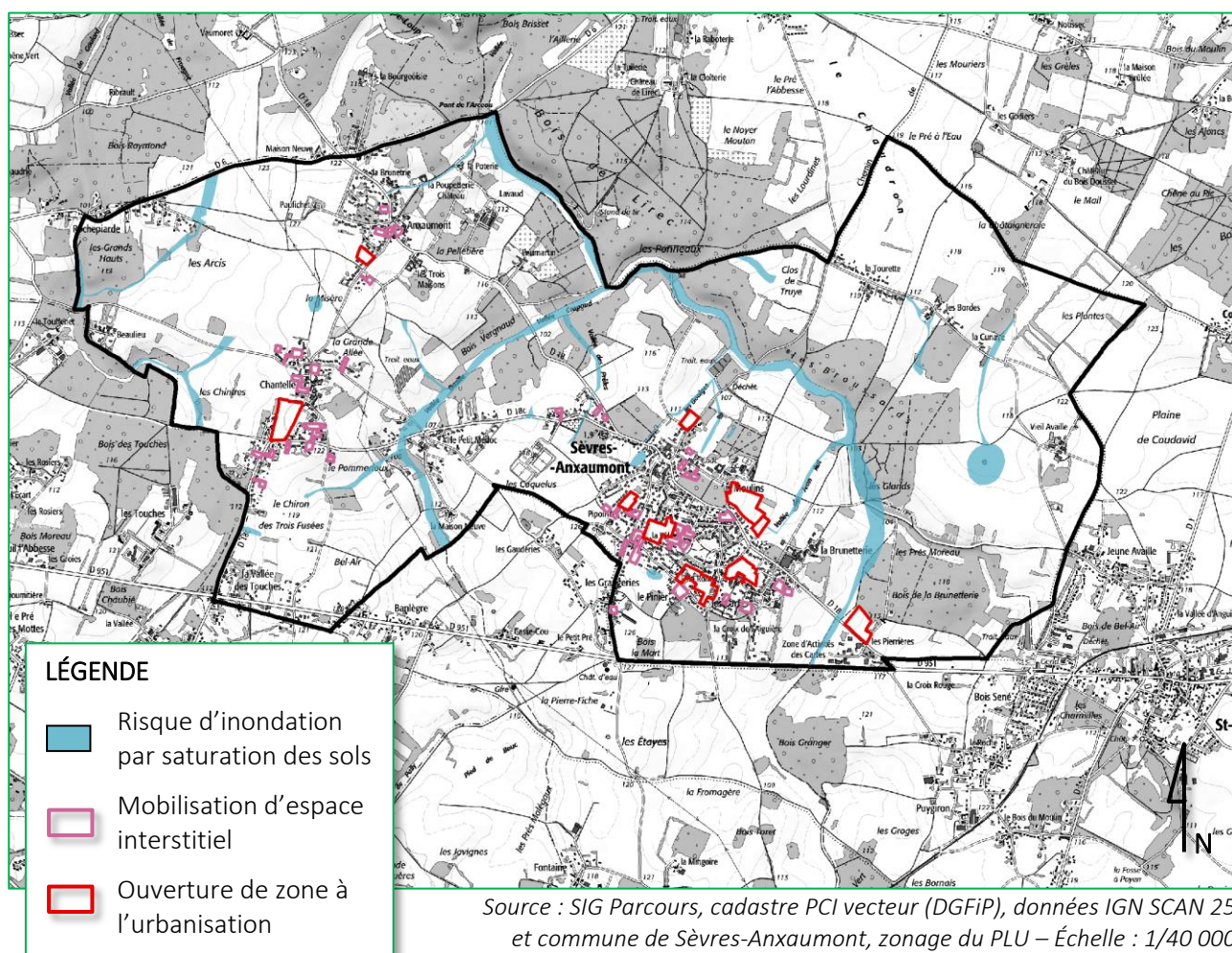
La commune n'est pas concernée en l'absence de cours d'eau sur le territoire. Aucune zone inondable n'est définie par un Atlas des Zones Inondables ou Plan de Prévention des Risques d'inondation.

■ Risque d'inondation par saturation des sols

La commune a identifié, sur la base d'une connaissance locale du risque, des secteurs potentiellement soumis à inondation par saturation des sols et stagnation des eaux. Il s'agit, pour l'essentiel, des vallées sèches et des points bas topographiques du territoire.

Ce risque est reporté au règlement graphique pour une prise en compte optimale du risque.

Localisation du risque de saturation des sols vis-à-vis des secteurs portés par le projet de PLU



Aucun des secteurs concernés par le projet de PLU n'est soumis à cet aléa.

Les risques hydrologiques ne génèrent donc pas d'incidence spécifique sur la commune.

■ LES RISQUES ANTHROPIQUES ET TECHNOLOGIQUES

Prise en compte des risques liés à la sécurité routière

L'article 8 du règlement du PLU impose des principes forts en matière de maintien de la sécurité routière pour les opérations de construction et d'aménagement, sur l'ensemble des secteurs de la commune :

« Pour être constructible, tout terrain doit avoir accès à une voie publique ou privée soit directement soit par l'intermédiaire d'un passage aménagé sur fonds voisin et éventuellement obtenu en application des dispositions du Code Civil.

La largeur et l'aménagement des accès doivent permettre l'approche des engins de lutte contre l'incendie et de secours, le maintien des conditions de sécurité routière préexistantes. »

Le Plan Local d'Urbanisme de Sèvres-Anxaumont assure également le maintien de la sécurité publique sur les voies ouvertes à la circulation en évitant tout développement linéaire de l'urbanisation en dehors des espaces déjà bâtis.

Prise en compte des risques technologiques

Le territoire de la commune n'héberge qu'une installation classée ICPE : l'exploitation agricole « SCEA de la Baie des Champs », au niveau du lieu-dit « Lavaud », au Nord-Ouest du territoire communal.

Cette installation est prise en compte à plusieurs niveaux par le projet de Plan Local d'Urbanisme. Sa pérennité relève d'une orientation du Projet d'Aménagement et de Développement Durables visant à « Favoriser l'évolution et le développement des activités agricoles et sylvicoles ».

Celle-ci est par ailleurs située à distance de toute implantation de bâti et ne génère donc pas de risque spécifique. Un périmètre indicatif de 100 mètres est matérialisé au règlement graphique, au titre de la réglementation ICPE, pour assurer les périmètres de réciprocité régis par l'article L.111-3 du Code rural et de la Pêche maritime.

Aucun projet n'est porté par le PLU au sein du périmètre d'exploitation ou aux abords de celui-ci.

Le projet porté par le PLU n'induit aucune augmentation des risques anthropiques.

CONSÉQUENCES ÉVENTUELLES EN MATIÈRE DE POLLUTIONS

■ QUALITÉ DE L'EAU

Conséquences éventuelles liées à la gestion des eaux usées

■ Ouvrage épuratoire du Bourg de Sèvres

Le traitement des eaux usées du Bourg est assuré par une station d'épuration de type « boues activées » et « filtres plantés ». Elle dessert le Bourg de Sèvres et les hameaux de « Pipoirier », « Les Grangeries », « La Brunetterie » et « Les Cartes ».

L'ouvrage a été mis en service en 2013 et est dimensionné pour 1 900 EH (Équivalents Habitants) et un débit de 240 m³/jour.

La charge de la station était de 1 217 EH en 2017, soit 64,1% de sa capacité nominale, et le débit de 176 m³/jour, soit 73,3% de son débit de référence.

L'ouvrage a été jugé conforme en 2017, tant en matière de respect de la réglementation que de performances. Par ailleurs, une conformité prévisionnelle est prévue pour 2018.

■ Ouvrage épuratoire du village de « Chantelle »

Le village de « Chantelle » dispose d'un ouvrage d'assainissement collectif, de type « lagunage naturel ». L'ouvrage a été mis en service en 1996 et est dimensionné pour 1 000 EH (Équivalents Habitants) et un débit de 150 m³/jour.

La charge de la station était de 599 EH en 2017, soit 59,9% de sa capacité nominale, et le débit de 23 m³/jour, soit 15,3% de son débit de référence.

L'ouvrage a été jugée conforme en 2017 en matière de respect de la réglementation. Une non-conformité a été établie en matière de performances. En revanche, une conformité prévisionnelle est prévue pour 2018.

■ Incidence du projet de PLU

Le Plan Local d'Urbanisme prévoit une augmentation de la population de 210 personnes sous 10 ans. Compte-tenu des choix arrêtés en matière de mobilisation d'espaces interstitiels, de changements de destination du bâti en zone agricole ou naturelle et des secteurs ouverts à l'urbanisation, il est estimé que 65,4% de ces nouveaux habitants résideront dans le Bourg et 34,6% dans les villages de « Chantelle », « Anxaumont » et « Le Chiron des Trois Fusées ».

Cela suppose une charge théorique supplémentaire correspondant à 7,2% des capacités de la station d'épuration du Bourg, ce qui porterait la charge totale à 71,3% de sa capacité nominale, et une charge théorique supplémentaire correspondant à 7,3% des capacités de la station d'épuration de « Chantelle », ce qui porterait la charge totale à 67,2% de sa capacité nominale.

Le calcul *a maxima* démontre qu'aucune extension des équipements épuratoires n'est nécessaire pour répondre aux besoins supplémentaires générés par le développement résidentiel.

Compte tenu du réseau d'assainissement en place et du potentiel épuratoire des deux équipements disponibles sur le territoire communal, l'ensemble des zones « AU » sera desservi par le réseau d'assainissement collectif.

■ Autres dispositions mises en œuvre par le projet de PLU

Une disposition est introduite afin de réguler les eaux usées spécifiques (d'origine agricole ou industrielle notamment) qui pourraient nécessiter des traitements particuliers. Cette disposition réglementaire est imposée pour tous les secteurs de la zone agricole, ainsi que pour les secteurs urbains et à urbaniser, à l'article 9 du règlement :

« Seuls les effluents domestiques sont autorisés dans le réseau collectif. Les effluents d'un autre type (industriel ou agricole notamment) ne pourront être acceptés que si leurs caractéristiques le permettent (avec ou sans prétraitement), en accord avec le gestionnaire du réseau. »

À l'article 9 du règlement, le raccordement au réseau d'assainissement est par ailleurs rendu obligatoire si le réseau existe. À défaut, la mise en œuvre d'un système d'assainissement individuel est imposée.

Les dispositions réglementaires portées par le projet de PLU garantissent l'absence de conséquences dommageables de la mise en œuvre du plan sur l'assainissement des eaux usées.

Conséquences éventuelles liées à la gestion des eaux pluviales

L'incidence du PLU de Sèvres-Anxaumont sur la qualité des eaux pluviales est évaluée au regard de la modification de leur régime d'écoulement et de leur qualité, sur les secteurs destinés à être urbanisés.

Ces eaux pluviales proviennent des toitures des constructions, ainsi que des surfaces imperméabilisées aux abords des propriétés (terrasses, allées de garage). Elles sont réputées globalement propres, en conséquence notamment de l'interdiction prochaine de vente de produits phytosanitaires aux particuliers et aux collectivités (au 1^{er} Janvier 2019).

Afin de ne pas contraindre le développement résidentiel, le règlement du Plan Local d'Urbanisme ne prévoit pas de coefficient pour limiter les surfaces imperméabilisées. Il impose en revanche une gestion « à la parcelle » des eaux pluviales par les propriétaires, avec l'interdiction de rejet au réseau pluvial public, ce qui amène *de facto* à prévoir leur infiltration sur le terrain d'assiette de la construction.

Cette disposition réglementaire est imposée pour tous les secteurs du territoire, à l'article 9 du règlement :

« Les eaux pluviales sont récupérées et résorbées sur le terrain d'assiette des projets par des dispositifs adaptés. En cas d'impossibilité technique, les eaux pluviales pourront être rejetées au réseau public (fossé, caniveau ou réseau enterré), s'il existe et s'il est suffisant, avec l'accord du gestionnaire. »

La propreté initiale de ces eaux et leur infiltration directe sur le terrain d'assiette des constructions garantit à ce niveau l'absence de conséquences dommageables de la mise en œuvre du plan sur la qualité des eaux.

■ QUALITÉ DE L'AIR

Conséquences éventuelles liées aux déplacements

L'augmentation prévue de la population communale générera une augmentation structurelle des besoins en déplacements, pour l'accès aux zones d'emplois ainsi qu'aux équipements, services et commerces. Ces besoins s'exprimeront dans le périmètre communal mais également et surtout au-delà, dans le contexte d'un fonctionnement global du territoire.

Compte-tenu de la répartition modale des moyens de transports actuellement utilisés par les habitants de Sèvres-Anxaumont, il existe un risque d'augmentation notable des trajets automobiles, estimé à 252 déplacements par jour⁴.

Afin de rationaliser la demande en déplacements, de maîtriser les émissions de gaz à effet de serre et de lutter contre la pollution de l'air, le PLU de Sèvres-Anxaumont prévoit plusieurs dispositions pour favoriser les modes de déplacements alternatifs à l'usage individuel du véhicule automobile :

- Mobilisation en priorité, pour le développement de l'habitat, du logement vacant et des espaces interstitiels au sein des enveloppes bâties du Bourg et des principaux villages, afin de concentrer les logements à proximité des services et équipements publics, des commerces, et des points d'accès aux transports alternatifs et, ainsi, de limiter le recours aux transports automobiles ;
- Mise en œuvre d'une zone à urbaniser à long terme à vocation économique « 2AUe » en extension de la zone d'activité des « Cartes », afin de développer l'emploi au niveau local et, ainsi, de limiter le recours aux transports automobiles ;
- Protection réglementaire, au titre des éléments de paysage à protéger (article L.151-19 du Code de l'Urbanisme), des chemins de randonnée de la commune afin de préserver la capacité des habitants à utiliser, autant que faire se peut, des cheminements doux.
- Instauration, lorsque nécessaire, de préconisations de réalisation de cheminements doux dans les orientations d'aménagement et de programmation des secteurs à urbaniser afin de créer des liaisons piétonnes et cyclables entre les différents quartiers et le centre-bourg et/ou entre les villages et le Bourg afin de favoriser, autant que faire se peut, les cheminements doux.

En raison des mesures mises en place pour limiter les déplacements automobiles, le développement résidentiel porté par le projet de PLU n'aura que des conséquences négligeables sur la qualité de l'air.

Conséquences éventuelles liées liées aux activités en place

Aucune installation n'a été recensée dans la base iREP (Registre Français des Émissions Polluantes) pour la commune de Sèvres-Anxaumont.

Conséquences éventuelles liées liées aux nouvelles activités

Le Plan Local d'Urbanisme ne prévoit pas l'accueil d'activités économiques générant des impacts notables sur la qualité de l'air. Les activités pouvant s'implanter en zone urbaine ou à urbaniser, notamment, doivent en effet demeurer compatibles avec la présence de l'habitat.

Cette disposition réglementaire est imposée pour tous les secteurs du territoire, à l'article 1 du règlement :

Constructions et activités interdites : [...]

« - De façon générale, toute activité ou construction susceptible de créer ou de subir des nuisances : altération de la nappe phréatique, nuisances sonores ou olfactives, pollution des sols ou de l'air par des poussières et des éléments toxiques... »

La mise en œuvre du Plan Local d'Urbanisme n'est pas susceptible de générer des conséquences dommageables sur la qualité de l'air par l'accueil d'activités générant des nuisances.

⁴ Sur la base d'un accueil net de 210 habitants, comportant 60% d'actifs et nécessitant 2 trajets domicile/travail par jour.

■ GESTION DES DÉCHETS

Nonobstant les mesures de réduction prises en amont, l'augmentation de la population communale générera une augmentation proportionnelle du volume des déchets ménagers produits. Ceux-ci seront éliminés dans le cadre des dispositions prévues par le Plan Départemental de Prévention et de Gestion des Déchets Non Dangereux (PDPGDND).

Le règlement du PLU met également en œuvre une disposition, à l'article 8 de tous les secteurs, de manière à éviter la création d'impasses routières et permettent ainsi la circulation des engins de collecte des déchets.

« La largeur et l'aménagement des accès doivent permettre l'approche des engins de lutte contre l'incendie et de secours, le maintien des conditions de sécurité routière préexistantes ainsi que le fonctionnement des services publics de collecte des déchets. »

CONSÉQUENCES ÉVENTUELLES EN MATIÈRE DE NUISANCES

■ LES NUISANCES SONORES

Les contraintes acoustiques sont généralement liées à l'implantation des voies de circulation, d'activités industrielles, artisanales, commerciales ou d'équipements de loisirs.

Sur la commune, la RD 951 est classée en catégorie 3 au titre des infrastructures de transport terrestre soumises à un périmètre de nuisances sonores. Un secteur de 100 mètres de part et d'autre de la voie est donc affecté par le bruit. Au niveau du lieu-dit « La Banlègre » et à l'Est de la ZA des « Cartes », sur la commune de Saint-Julien-l'Ars, l'infrastructure est classée en catégorie 4 (secteur de 30 mètres de part et d'autre de la voie). Au sein de ces périmètres, de prescriptions d'isolement acoustique s'appliquent au nouveau bâti. Le projet de Plan Local d'Urbanisme ne prévoit cependant pas d'urbanisation nouvelle au sein de ces périmètres.

Ce classement sonore des infrastructures de transport terrestre du département de la Vienne a été pris par Arrêté Préfectoral n°2015-DDT-830 du 1^{er} Septembre 2015. Il a été modifié par Arrêté Préfectoral modificatif n°2015-DDT-1149 du 27 Octobre 2015.

Le réseau routier départemental en place sur le territoire communal génère un trafic modéré qui ne suscite pas de nuisance sonore spécifique.

Il n'y a pas non plus d'installation industrielle ou artisanale identifiée comme générant des nuisances de ce type.

En tout état de cause, le règlement prévoit une disposition prévenant toute construction ou activité susceptible de générer des nuisances sonores, pour tous les secteurs du territoire, à l'article 1 :

Constructions et activités interdites : [...]

« De façon générale, toute activité ou construction susceptible de créer ou de subir des nuisances : altération de la nappe phréatique, nuisances sonores ou olfactives, pollution des sols ou de l'air par des poussières et des éléments toxiques... »

La lutte contre les nuisances sonores est prise en compte au projet de Plan Local d'Urbanisme.

■ LES NUISANCES OLFACTIVES

À Sèvres-Anxaumont, les seules infrastructures, activités ou équipements susceptibles de générer des nuisances olfactives pour le voisinage sont les ouvrages épuratoires et, éventuellement, les exploitations agricoles. Le Plan Local d'Urbanisme ne prévoit pas l'aménagement d'éléments susceptibles d'apporter de nouvelles nuisances ou d'en subir.

Cette disposition réglementaire est imposée pour tous les secteurs du territoire, à l'article 1 du règlement :

Constructions et activités interdites : [...]

« De façon générale, toute activité ou construction susceptible de créer ou de subir des nuisances : altération de la nappe phréatique, nuisances sonores ou olfactives, pollution des sols ou de l'air par des poussières et des éléments toxiques... »

Une distance de 100 mètres (zone *non-aedificandi*) est respectée entre les secteurs ouverts à la constructibilité et les ouvrages épuratoires, en application de l'article R.151-31-2 du Code de l'Urbanisme).

Les principales nuisances olfactives sont générées par l'agriculture (épandages, traitements) dans le cadre du fonctionnement normal de cette activité. Afin de limiter l'exposition des populations à cette nuisance, le développement dispersé des constructions au sein de l'espace rural est évité, de même que l'accroissement des secteurs de contact direct entre activités agricoles et espaces résidentiels.

La lutte contre les nuisances olfactives ne représente pas un enjeu notable sur la commune. Afin d'éviter tout développement d'enjeu, la question est prise en compte au projet de PLU afin de limiter l'implantation d'habitations aux abords des installations potentiellement concernées.

CONSÉQUENCES ÉVENTUELLES EN MATIÈRE DE PRÉSERVATION DES PAYSAGES ET DE LA QUALITÉ DU CADRE DE VIE

■ LA PRÉSERVATION DES PAYSAGES

Les paysages présents à Sèvres-Anxaumont possèdent un intérêt important pour le cadre de vie et le développement du tourisme vert, en raison de la diversité et de la qualité des éléments qui les composent. Ils constituent des atouts pour le développement résidentiel et économique et leur préservation est en ce sens un enjeu important qui doit être pris en compte au document d'urbanisme.

Le Plan local d'Urbanisme de Sèvres-Anxaumont prend en compte ces enjeux par la mise en œuvre des orientations « Préserver un cadre de vie harmonieux », « Renforcer le Bourg par l'accueil prioritaire de nouveaux habitants » et « Maîtriser le développement de l'habitat sur l'espace rural » du Projet d'Aménagement et de Développement Durables.

Ces orientations renvoient à l'enjeu de maîtrise du développement résidentiel avec la localisation et l'intégration des nouvelles constructions au sein du territoire. Cet enjeu est pris en compte de la manière suivante :

- La **maîtrise de l'urbanisation résidentielle** sur l'espace rural. En dehors du Bourg et des principaux villages, le développement de l'habitat n'est autorisé qu'à travers l'évolution du bâti déjà en place ; l'implantation de nouvelles maisons d'habitation n'est pas autorisée, ce qui évite de générer des impacts visuels excessifs.
- L'**organisation du développement agricole** : les constructions et installations nécessaires à l'exploitation agricole doivent être implantées en secteur agricole « A », à proximité des sièges d'exploitations existants. Cette disposition est motivée par la volonté de la collectivité d'éviter la dispersion des constructions agricoles sur le territoire de manière analogue et équitable avec l'interdiction de dispersion des constructions résidentielles, afin de préserver les paysages de la commune.
- La préservation des paysages de la commune est également assurée à travers le **maintien des coupures d'urbanisation** entre les différents espaces bâtis.
- Les zones ouvertes à l'urbanisation au projet de PLU sont assorties, dans le cadre des orientations d'aménagement et de programmation correspondantes, de prescriptions paysagères pour limiter l'impact paysager des constructions qui y seront implantées.

En complément de ces actions, la démarche de préservation des haies et des boisements, engagée suite à la définition de la trame verte et bleue communale, permettra également de préserver la qualité des paysages. Le détail de ces protections est donné ci-avant.

Le Plan Local d'Urbanisme prend en compte l'enjeu de qualité des paysages de manière transversale par l'organisation de l'implantation des constructions et par la préservation des éléments végétaux, évitant ainsi de générer des conséquences notables.

■ LA QUALITÉ DU CADRE DE VIE

La qualité du cadre de vie relève majoritairement d'une perception subjective de l'environnement par les populations qui y résident. Outre les problématiques d'exposition aux nuisances (voir partie consacrée à ce sujet), la définition et la prise en compte de cette notion doivent donc être fondées sur des approches globales afin de pouvoir être traduites dans le Plan Local d'Urbanisme.

Ainsi, en complément de la prise en compte de la qualité paysagère, présentée ci-avant, le Plan Local d'Urbanisme est susceptible de préserver et de mettre en valeur le cadre de vie dans les domaines suivants :

- La qualité des espaces publics et espaces verts.
- L'accès à la nature et à l'espace rural.
- Le maintien des éléments de patrimoine, garants de l'identité du territoire.

Qualité architecturale du bâti

Le règlement du Plan Local d'Urbanisme autorise, en tous secteurs, la rénovation du bâti en place afin d'éviter toute déshérence d'une architecture vernaculaire typique et appréciable sur le plan esthétique et culturel.

Le règlement du PLU met en œuvre, à travers l'article 5, des dispositions spécifiées relatives aux caractéristiques architecturales des façades, des toitures et des clôtures. Les couleurs vives et/ou brillantes sont notamment interdites en tous secteurs. L'emploi à nu de matériaux maçonnés destinés à être enduits est également interdit en tous secteurs.

Qualité des espaces publics et espaces verts

La qualité du tissu villageois des hameaux, lieux-dits et écarts de la commune est préservée à travers un classement de ceux-ci en secteurs naturel « N » ou agricole « A ». Ce classement permet la rénovation du bâti en place et préserve à ces espaces la qualité agricole ou naturelle qui les caractérise.

Enfin, le règlement du PLU met en œuvre, à travers l'article 5, des dispositions spécifiées relatives aux clôtures. En tous secteurs, des préconisations de végétalisation des clôtures sont prises :

« Toute clôture grillagée réalisée en bordure des voies publiques devra être doublée d'une haie vive composée d'essences locales et diversifiées. Cette prescription ne s'applique pas aux clôtures destinées à un usage agricole. »

Une liste d'essences végétales préconisées, adaptées au milieu naturel et au climat local, est donnée en annexe au règlement du PLU afin d'éviter les plantations monospécifiques ou inadaptées.

Accès à la nature et à l'espace rural

Les chemins ruraux constituent un patrimoine commun, pour leur fonction circulaire, leur intérêt historique ainsi que pour leur rôle d'accès à la nature et à l'espace rural (itinéraires de promenade et randonnées). Leur préservation revêt en ce sens un enjeu majeur pour le maintien du cadre de vie.

À Sèvres-Anxaumont, cet enjeu est pris en compte grâce à l'inscription de **32,2 kilomètres de chemins** en tant qu'éléments de paysage à protéger (article L.151-19 du Code de l'Urbanisme). La destruction de ces chemins est ainsi soumise au dépôt d'une déclaration préalable en Mairie.

Pérennité des éléments de patrimoine

Le petit patrimoine bâti, héritage des activités humaines et rurales passées, constitue un élément essentiel du cadre de vie en représentant des points de repères historiques, culturels et identitaires du territoire.

À Sèvres-Anxaumont, cet enjeu est pris en compte grâce à l'inscription de **24 éléments architecturaux** en tant qu'éléments de paysage à protéger (article L.151-19 du Code de l'Urbanisme).

La destruction partielle ou totale de ce patrimoine est ainsi soumise au dépôt d'une déclaration préalable en Mairie.

SYNTHÈSE DES CONSÉQUENCES ÉVENTUELLES

La synthèse des conséquences éventuelles de l'adoption du plan est donnée en référence aux éléments développés ci-avant, et selon la nomenclature suivante :

- Conséquences négatives
- Conséquences négligeables
- Absence de conséquence
- Conséquences positives

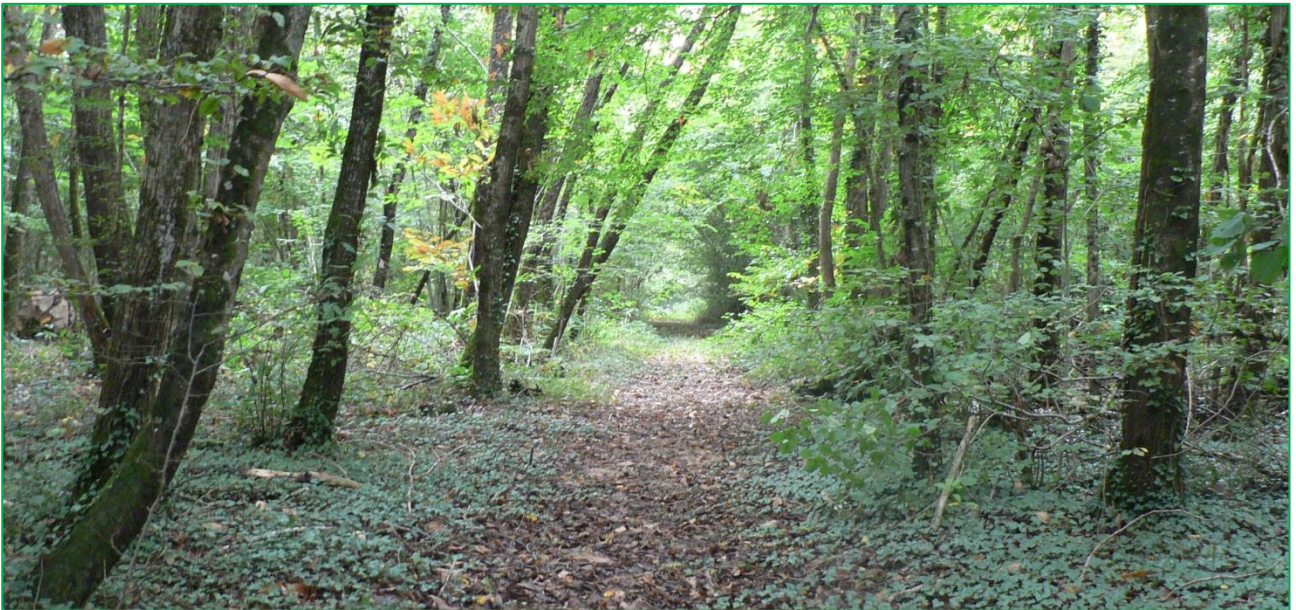
Élément ayant fait l'objet d'une évaluation des conséquences	Conséquence(s) attendue(s)
ESPACES PROTÉGÉS POUR LA BIODIVERSITÉ	
ABSENCE DE CONSÉQUENCE sur le site Natura 2000 « Forêt de Moulière, Landes du Pinail, Bois du Défens, du Fou et de la Roche de Bran » du fait de son éloignement et de l'absence de lien fonctionnel avec la commune.	■
ESPACES PROTÉGÉS POUR LA BIODIVERSITÉ	
ABSENCE DE CONSÉQUENCE sur la ZNIEFF « Bois de Lirec » du fait d'un classement naturel « N » protecteur (100,0% de la zone) restreignant très fortement la constructibilité.	■
ÉLÉMENTS DE LA TRAME VERTE ET BLEUE LOCALE	
CONSÉQUENCES POSITIVES sur les boisements du fait d'une protection adaptée et de l'obligation de mesures compensatoires en cas de destruction. Espace Boisé Classé pour les boisements présentant un intérêt majeur (90,2%). Élément de Paysage à Protéger pour les boisements présentant un intérêt mineur (9,8%).	■
CONSÉQUENCES POSITIVES sur le maillage de haies bocagères du fait d'une protection adaptée de l'ensemble du linéaire diagnostiqué et de l'obligation de mesures compensatoires en cas de destruction.	■
CONSÉQUENCES POSITIVES sur les arbres remarquables du fait d'une protection stricte de l'ensemble des éléments diagnostiqués.	■
ABSENCE DE CONSÉQUENCE sur les mares du fait d'une protection adaptée de l'ensemble des éléments diagnostiqués.	■
CONSÉQUENCES POSITIVES sur les espaces à dominante humide du fait de la mise en œuvre de dispositions réglementaires strictes sur leur prise en compte et leur caractérisation.	■
RESSOURCE EN EAU	
ABSENCE DE CONSÉQUENCE sur la ressource en eau. Le principal enjeu est lié au Périmètre de Protection Éloigné du forage du « Bois des Douces », non assorti de prescriptions réglementaires à l'Arrêté Préfectoral d'autorisation.	■
ESPACES AGRICOLES, NATURELS ET FORESTIERS	
CONSÉQUENCES NÉGATIVES sur les espaces agricoles : 10,04 hectares sont prélevés au total, pour le développement du logement, des activités économiques et des équipements. Le rythme de consommation d'espace est cependant réduit de 44,0% par rapport à la période 2007/2017.	■

Élément ayant fait l'objet d'une évaluation des conséquences	Conséquence(s) attendue(s)
ABSENCE DE CONSÉQUENCE sur les espaces naturels en l'absence de prélèvement de foncier à vocation naturelle pour la réalisation du projet.	■
CONSÉQUENCES POSITIVES sur les espaces forestiers en l'absence de prélèvement de foncier à vocation sylvicole pour la réalisation du projet. Les espaces forestiers de la commune font par ailleurs l'objet d'une réglementation spécifique et les boisements d'un classement adapté, protégeant leur intérêt écologique, esthétique ou économique.	■
RISQUES	
ABSENCE DE CONSÉQUENCE en matière de risques. Le projet porté par le PLU ne génère pas une exposition supplémentaire des biens ou des personnes aux risques géologique, hydrologiques, anthropiques ou industriels.	■
POLLUTIONS	
CONSÉQUENCES NÉGLIGEABLES en matière de pollutions. Le projet de PLU ne porte pas de conséquences sur la gestion des eaux et celle des déchets. Des conséquences marginales en matière de qualité de l'air peuvent cependant survenir du fait de l'augmentation des déplacements, corrélée à l'augmentation très modérée de la population communale.	■
NUISANCES	
ABSENCE DE CONSÉQUENCE en matière de nuisances sonores ou olfactives. Le règlement du PLU restreint toute construction ou activité susceptible de générer de telles nuisances. Les constructions ou activités en place susceptibles d'en générer sont prises en compte pas le PLU dans le cadre des réglementations générales afférentes.	■
PRÉSERVATION DES PAYSAGES ET DE LA QUALITÉ DU CADRE DE VIE	
ABSENCE DE CONSÉQUENCE sur les paysages de la commune à travers une maîtrise de l'urbanisation, tant résidentielle qu'agricole, la concentration des nouvelles constructions au sein des espaces déjà bâtis et la préservation des éléments paysagers (boisements, haies bocagères...).	■
CONSÉQUENCES POSITIVES sur la qualité du cadre vie grâce à l'application de mesures réglementaires préservant et valorisant la qualité architecturale du bâti, la qualité des espaces publics, des espaces verts et du traitement paysager des limites publiques, l'accès la nature et à l'espace rural, la pérennité des éléments de patrimoine remarquable et/ou typique.	■

En conséquence, le projet de Plan Local d'Urbanisme ne présente que peu de conséquences éventuelles dommageables. Celles-ci sont limitées aux prélèvements de foncier agricole (10,04 hectares pour l'ensemble du projet de PLU, en forte réduction par rapport au document d'urbanisme précédent) et à l'accroissement modéré des déplacements automobiles liés à l'augmentation de population.

À l'inverse, de nombreuses conséquences positives sont attendues, liées aux mesures réglementaires mises en place pour la prise en compte de la Trame verte et bleue locale, la préservation du milieu forestier et, globalement, pour la qualité du cadre de vie.

IV. EXPLICATION DES CHOIX RETENUS POUR LE PROJET



CHOIX RETENUS AU REGARD DES OBJECTIFS DE PROTECTION ÉTABLIS

■ CORRÉLATION AVEC LES OBJECTIFS DE PROTECTION COMMUNAUTAIRES

Comme abordé ci-avant (chapitre « Conséquences éventuelles sur les espaces protégés pour la biodiversité »), la commune de Sèvres-Anxaumont n'est pas située dans le périmètre d'un site communautaire.

Le site le plus proche est localisé à 3,8 kilomètres. Il s'agit de la Zone de Protection Spéciale (ZPS) FR5410014 « Forêt de Moulière, Landes du Pinail, Bois du Défens, du Fou et de la Roche de Bran », intégrée au réseau européen Natura 2000.

Le projet de Plan Local d'Urbanisme ne porte aucun élément susceptible d'avoir une influence sur ce site ou sur un autre espace protégé pour la préservation de la biodiversité. Il n'y a par ailleurs pas de lien fonctionnel entre les sites ouverts à l'urbanisation au projet de PLU et le site « Forêt de Moulière, Landes du Pinail, Bois du Défens, du Fou et de la Roche de Bran ».

Le projet de Plan Local d'Urbanisme ne retient pas de choix au regard des objectifs de protection communautaires.

CHOIX RETENUS AU REGARD DES SOLUTIONS DE SUBSTITUTION RAISONNABLES

■ TENANT COMPTE DES OBJECTIFS D'APPLICATION DU PLAN

L'application des dispositions réglementaires du PLU conduit à éviter toute conséquence dommageable sur la biodiversité. Les choix opérés assurent donc de manière optimale la prise en compte des enjeux environnementaux dans les limites fixées par le champ d'application réglementaire du PLU.

Dans ce contexte, toute solution de substitution conduirait à une efficacité environnementale au moins équivalente, voire inférieure. L'étude de scénarii alternatifs permettant la réalisation des objectifs d'application du plan n'apparaît donc pas comme pertinente.

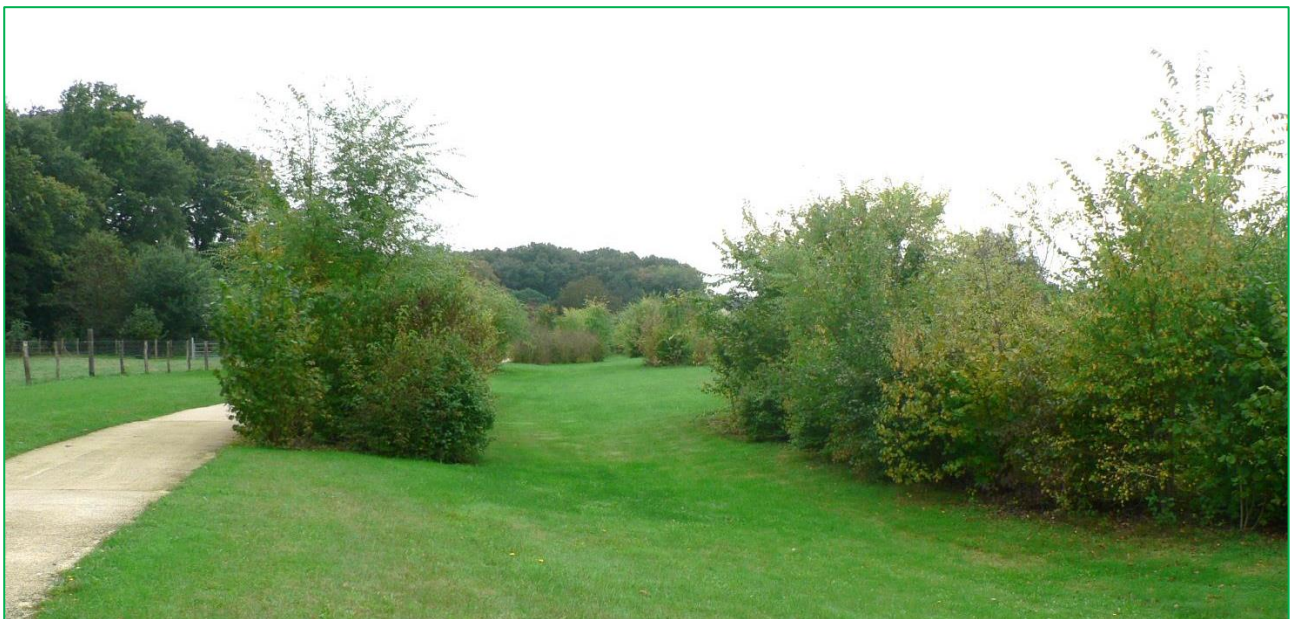
■ TENANT COMPTE DU CHAMP D'APPLICATION GÉOGRAPHIQUE DU PLAN

La conception du Plan Local d'Urbanisme a été réalisée à l'échelle du territoire de la commune de Sèvres-Anxaumont. Les réflexions ont été élargies à la périphérie du territoire, en intégrant notamment les sites Natura 2000 proches, la Zone Naturelle d'Intérêt Écologique, Faunistique et Floristique (ZNIEFF) du « Bois de Lirec », ceci pour prendre en compte la richesse biologique induite par les effets de lisière des boisements et les connexions écologiques potentielles entre ces les espaces protégés ou importants et le territoire communal.

Dans le contexte d'élaboration d'un Plan Local d'Urbanisme communal, et en l'absence de Schéma de Cohérence Territoriale approuvé, la mise en œuvre de solutions de substitution s'affranchissant de la limite communale n'apparaît pas comme réaliste.

À terme, le SCoT du Seuil du Poitou, le futur Schéma Régional de Cohérence Écologique (SRCE) de la Région Nouvelle-Aquitaine et le futur Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires (SRADDET) de la Région Nouvelle-Aquitaine pourront engager de telles réflexions.

V. MESURES ENVISAGÉES POUR ÉVITER, RÉDUIRE OU COMPENSER LES CONSÉQUENCES DOMMAGEABLES



MESURES D'ÉVITEMENT

Dans la conception amont du projet, le Plan Local d'Urbanisme de Sèvres-Anxaumont intègre les enjeux induits par la sensibilité écologique du territoire, afin d'éviter de générer des conséquences dommageables sur l'environnement. Cette prise en compte est transcrite réglementairement par la délimitation de secteurs protecteurs, limitant fortement les possibilités d'aménagements et de constructions sur les secteurs les plus fragiles. Le plan n'autorise pas la destruction de milieux naturels et n'est pas susceptible d'altérer le fonctionnement du réseau écologique par la rupture de corridors écologiques.

Les conséquences dommageables étant ainsi évitées dans la conception même du projet, comme détaillé ci-après.

■ MESURES D'ÉVITEMENT LIÉES À UNE RÉGLEMENTATION PROTECTRICE AU NIVEAU DES ESPACES IMPORTANTS POUR LA BIODIVERSITÉ

Comme détaillé ci-avant, le projet de Plan Local d'Urbanisme prévoit un **classement protecteur des espaces importants (ZNIEFF du « Bois de Lirec »)** pour la préservation de la biodiversité, dont la totalité sera classée en secteur naturel « N ».

Espaces importants pour la biodiversité et zonage au projet de PLU (rappel)

Superficie de la ZNIEFF sur la commune	44,0 ha	100,0 %
■ Classement en secteur naturel « N »	44,0 ha	100,0 %

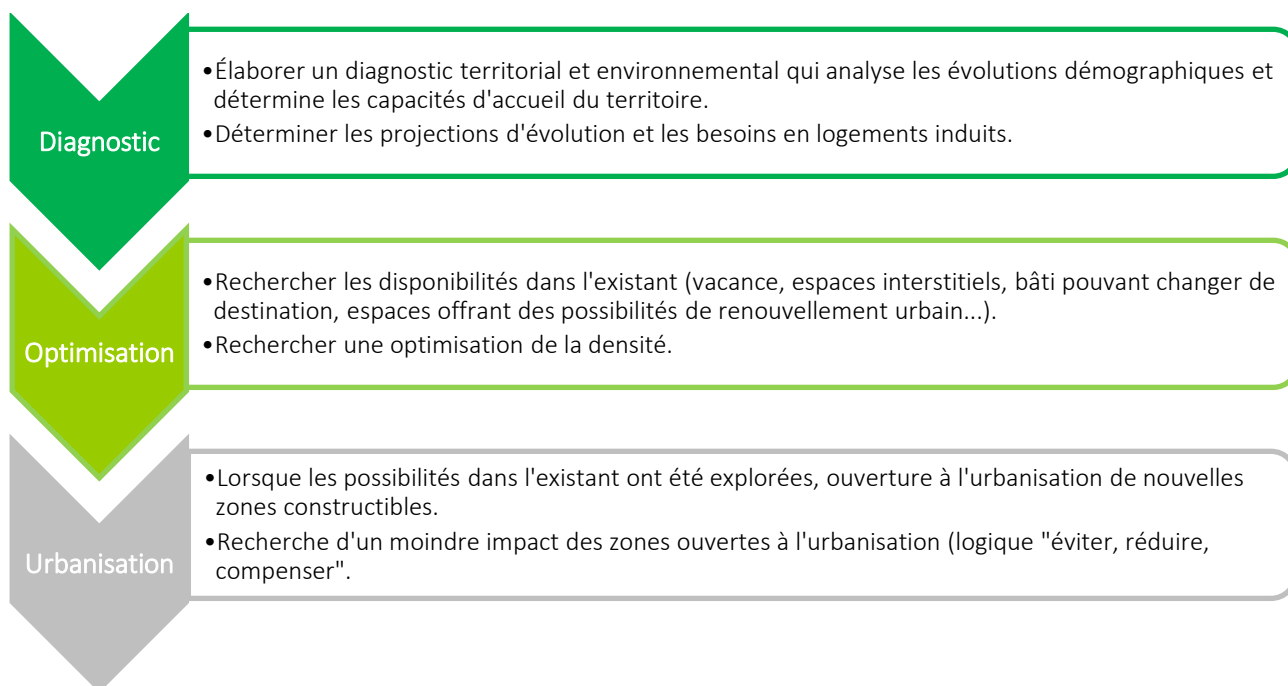
En secteur naturel « N », aucune nouvelle construction n'est autorisée. Seuls sont admis les travaux de rénovation de l'existant et les annexes et extensions des bâtiments à usage d'habitation ou agricole, sous conditions.

Les annexes aux bâtiments d'habitation sont ainsi limitées à 30 m² et sous condition d'être situées à moins de 30 mètres de la résidence principale, afin d'éviter un mitage des espaces naturels et agricoles. L'emprise au sol des extensions, toutes destinations confondues, est également restreinte en pourcentage de l'emprise au sol de la construction initiale, afin d'éviter un développement du bâti.

La conception d'un zonage protecteur sur les espaces importants évite ainsi toute conséquence dommageable sur ces espaces.

■ MESURES D'ÉVITEMENT LIÉES À UNE ADAPTATION DU PROJET AUX BESOINS DU TERRITOIRE

La réponse aux besoins portés par le projet de Plan Local d'Urbanisme a suivi une démarche itérative visant à modérer la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers, et à lutter contre l'étalement urbain. Cette démarche itérative est résumée ci-dessous.



À Sèvres-Anxaumont, et dans le sens de cette logique itérative, la réponse aux besoins a été résolue à quatre niveaux :

- La reprise des logements vacants,
- La reconquête des espaces interstitiels,
- Le changement de destination du bâti en zone naturelle ou agricole,
- L'extension du bâti (zones à urbaniser).

La conception du projet sur la base d'objectifs démographiques réalistes a permis une réponse à ces besoins sur la base d'une densification de l'existant avant ouverture à l'urbanisation de nouveaux secteurs.

■ MESURES D'ÉVITEMENT LIÉES À UNE LUTTE CONTRE L'ÉTALEMENT URBAIN

L'élaboration du Plan Local d'Urbanisme a constitué l'opportunité de mettre en œuvre de manière très concrète le principe de gestion économe des sols, notamment en adaptant la superficie des zones ouvertes à l'urbanisation aux besoins réels de développement résidentiel et économique. Cette évolution du document d'urbanisme se traduit par une très forte diminution de la consommation d'espace autorisée dans le droit des sols.

Au total, sur l'ensemble des villages et hameaux de la commune, l'évolution des ouvertures et fermetures de secteurs à l'urbanisation œuvre en faveur d'une modération de l'étalement urbain.

Seule trois surfaces, pour un total de 5,13 hectare, sont nouvellement ouvertes à l'urbanisation au projet de PLU, majoritairement pour tenir compte de l'occupation réelle des sols (parcelles d'ores et déjà construites, notamment pour deux équipements épuratoires, ou réintégrées à la trame urbaine du Bourg). Ces surfaces sont à mettre en rapport avec les **53,31 hectares reclassés en zone naturelle** et les **22,13 hectares reclassés en zone agricole**.

Bilan de l'évolution de l'ouverture à l'urbanisation entre le PLU de 2007 et le projet de PLU

■ Espaces non constructibles ouverts à l'urbanisation	+ 5,13 hectares	Solde : - 70,31 hectares
■ Espaces constructibles fermés à l'urbanisation (N)	- 53,31 hectares	
■ Espaces constructibles fermés à l'urbanisation (A)	- 22,13 hectares	

Au global, la collectivité réduit sa consommation d'espaces agricoles et naturels et lutte contre l'étalement urbain en réduisant les surfaces ouvertes à l'urbanisation de 70,31 hectares.

MESURES DE RÉDUCTION

L'adoption du Plan Local d'Urbanisme de Sèvres-Anxaumont n'est pas susceptible de générer des conséquences dommageables sur l'environnement.

Compte-tenu des mesures d'évitement menées par la collectivité dans le cadre du projet de Plan Local d'Urbanisme, il n'est pas envisagé de mesures destinées à réduire les conséquences du plan sur leur environnement.

MESURES DE COMPENSATION

L'adoption du Plan Local d'Urbanisme de Sèvres-Anxaumont n'est pas susceptible de générer des conséquences dommageables sur l'environnement.

Compte-tenu des mesures d'évitement menées par la collectivité dans le cadre du projet de Plan Local d'Urbanisme, il n'est pas envisagé de mesures destinées à compenser les conséquences du plan sur leur environnement.

■ MESURES D'ACCOMPAGNEMENT S'APPARENTANT À DES MESURES DE COMPENSATION

Les zones ouvertes à l'urbanisation au projet de PLU sont assorties, dans le cadre des orientations d'aménagement et de programmation correspondantes, de prescriptions paysagères pour limiter l'impact paysager des constructions qui y seront implantées.

VI. CRITÈRES, INDICATEURS ET MODALITÉS RETENUS POUR L'ANALYSE DES RÉSULTATS



■ MODALITÉS RETENUES

Le Projet d'Aménagement et de Développement Durables est défini sur une période de 10 ans. L'analyse des résultats du plan, au regard des objectifs fixés, doit être réalisée neuf ans au plus tard après son approbation, conformément à l'article L.153-27 du Code de l'Urbanisme, reproduit ci-dessous.

Afin d'identifier à un stade précoce les incidences négatives imprévues, conformément à l'article L.122-6 du Code de l'Environnement, reproduit ci-dessous, et envisager, si nécessaire, les mesures appropriées, il est proposé la rédaction d'un rapport d'analyse des effets du plan sur l'environnement à la moitié de la période prévue pour la mise en œuvre du projet. Il contiendra des données chiffrées sur l'année en cours concernant les indicateurs exposés ci-après.

La constitution du rapport d'analyse pourrait donc avoir lieu quatre ans après l'approbation du Plan Local d'Urbanisme, soit au cours de l'année 2023, puis au terme des neuf ans fixés par la réglementation, soit au cours de l'année 2028.

Les élus compétents en matière d'environnement pourront se réunir pour examiner les conclusions de ce rapport et, si nécessaire, proposer au Conseil Municipal et au Conseil Communautaire de réorienter ou de compléter certaines décisions en matière d'aménagement. Une modification du Plan Local d'Urbanisme pourra être décidée suite à ce débat.

Article L.153-27 du Code de l'Urbanisme

Neuf ans au plus après la délibération portant approbation du plan local d'urbanisme, ou la dernière délibération portant révision complète de ce plan, ou la délibération ayant décidé son maintien en vigueur en application du présent article, l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale ou le conseil municipal procède à une analyse des résultats de l'application du plan, au regard des objectifs visés à l'article L.101-2 et, le cas échéant, aux articles L.1214-1 et L.1214-2 du Code des Transports.

L'analyse des résultats porte également, le cas échéant, sur les unités touristiques nouvelles mentionnées à l'article L.122-16 du présent code.

L'analyse des résultats donne lieu à une délibération de ce même organe délibérant ou du conseil municipal sur l'opportunité de réviser ce plan.

Article L.122-6 du Code de l'Environnement

L'évaluation environnementale comporte l'établissement d'un rapport qui identifie, décrit et évalue les effets notables que peut avoir la mise en œuvre du plan ou du programme sur l'environnement ainsi que les solutions de substitution raisonnables tenant compte des objectifs et du champ d'application géographique du plan ou du programme. Ce rapport présente les mesures prévues pour éviter les incidences négatives notables que l'application du plan ou du programme peut entraîner sur l'environnement, les mesures prévues pour réduire celles qui ne peuvent être évitées et les mesures prévues pour compenser celles qui ne peuvent être évitées ni réduites. Il expose les autres solutions envisagées et les raisons pour lesquelles, notamment du point de vue de la protection de l'environnement, le projet a été retenu. Il définit les critères, indicateurs et modalités retenus pour suivre les effets du plan ou du programme sur l'environnement afin d'identifier notamment, à un stade précoce, les impacts négatifs imprévus et envisager, si nécessaire, les mesures appropriées.

Le rapport sur les incidences environnementales contient les informations qui peuvent être raisonnablement exigées, compte tenu des connaissances et des méthodes d'évaluation existant à la date à laquelle est élaboré ou révisé le plan ou le programme, de son contenu et de son degré de précision et, le cas échéant, de l'existence d'autres plans ou programmes relatifs à tout ou partie de la même zone géographique ou de procédures d'évaluation environnementale prévues à un stade ultérieur.

INDICATEURS DE SUIVI DES EFFETS DU PLAN SUR L'ENVIRONNEMENT

Les critères et indicateurs retenus ci-après sont pris en application de l'article L.153-27 du Code de l'Urbanisme et sur la base des grands principes de l'article L.101-2 du même Code, lorsqu'applicables au contexte communal.

Article L.101-2 du Code de l'Urbanisme

Dans le respect des objectifs du développement durable, l'action des collectivités publiques en matière d'urbanisme vise à atteindre les objectifs suivants :

1° L'équilibre entre :

- a) Les populations résidant dans les zones urbaines et rurales ;*
- b) Le renouvellement urbain, le développement urbain maîtrisé, la restructuration des espaces urbanisés, la revitalisation des centres urbains et ruraux ;*
- c) Une utilisation économe des espaces naturels, la préservation des espaces affectés aux activités agricoles et forestières et la protection des sites, des milieux et paysages naturels ;*
- d) La sauvegarde des ensembles urbains et la protection, la conservation et la restauration du patrimoine culturel ;*
- e) Les besoins en matière de mobilité ;*

2° La qualité urbaine, architecturale et paysagère, notamment des entrées de ville ;

3° La diversité des fonctions urbaines et rurales et la mixité sociale dans l'habitat, en prévoyant des capacités de construction et de réhabilitation suffisantes pour la satisfaction, sans discrimination, des besoins présents et futurs de l'ensemble des modes d'habitat, d'activités économiques, touristiques, sportives, culturelles et d'intérêt général ainsi que d'équipements publics et d'équipement commercial, en tenant compte en particulier des objectifs de répartition géographiquement équilibrée entre emploi, habitat, commerces et services, d'amélioration des performances énergétiques, de développement des communications électroniques, de diminution des obligations de déplacements motorisés et de développement des transports alternatifs à l'usage individuel de l'automobile ;

4° La sécurité et la salubrité publiques ;

5° La prévention des risques naturels prévisibles, des risques miniers, des risques technologiques, des pollutions et des nuisances de toute nature ;

6° La protection des milieux naturels et des paysages, la préservation de la qualité de l'air, de l'eau, du sol et du sous-sol, des ressources naturelles, de la biodiversité, des écosystèmes, des espaces verts ainsi que la création, la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques ;

7° La lutte contre le changement climatique et l'adaptation à ce changement, la réduction des émissions de gaz à effet de serre, l'économie des ressources fossiles, la maîtrise de l'énergie et la production énergétique à partir de sources renouvelables.

■ PRINCIPES D'ÉQUILIBRE DE L'URBANISME

Indicateur	Objectifs de principe (le cas échéant)	Réalisation en 2023	Réalisation en 2028
HABITAT			
Reprise de logements vacants	7 logements		
Reconquête d'espaces interstitiels	19 logements		
Changements de destination	20 logements		
MOBILITÉ			
Chemins de randonnée préservés (EPP L.151-19 du Code de l'Urbanisme)	32,2 kilomètres		

■ QUALITÉ URBAINE, ARCHITECTURALE ET PAYSAGÈRE

Indicateur	Objectifs de principe (le cas échéant)	Réalisation en 2023	Réalisation en 2028
QUALITÉ URBAINE, ARCHITECTURALE ET PAYSAGÈRE			
Éléments de patrimoine préservés (EPP L.151-19 du Code de l'Urbanisme)	24 éléments		

■ DIVERSITÉ DES FONCTIONS ET MIXITÉ SOCIALE DANS L'HABITAT

Indicateur	Référence	Réalisation en 2023	Réalisation en 2028
POPULATION			
Population totale	2026 (2014)		
Taille des ménages	2,47 (2014)		
FONCTION RÉSIDENTIELLE			
Nombre de résidences principales	819 (2014)		
Nombre de résidences secondaires	10 (2014)		
Nombre de logements vacants	35 (2014)		
Rythme de construction	15,4 logts/an (2007/2017)		
Nombre de permis déposés (habitat)			
Surface totale consommée			
MIXITÉ SOCIALE ET GÉNÉRATIONNELLE			
Part des locataires dans le parc de logements	16,6% (2014)		
Part des locataires sociaux dans le parc	2,8% (2014)		
Population âgée de moins de 20 ans	482 (2014)		
Population âgée de plus de 60 ans	548 (2014)		

Indicateur	Référence	Réalisation en 2023	Réalisation en 2028
Indice de jeunesse	0,88 (2014)		
ÉQUIPEMENTS			
Nombre d'enfants scolarisés sur la commune	131 (2018/2019)		
Nombre de permis déposés (équipements)			
Surface totale consommée			
DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE			
Nombre d'emplois sur la commune	402 (2014)		
Habitants employés sur la commune	101 (2014)		
Habitants employés hors commune	801 (2014)		
Indicateur de concentration d'emploi	44,6 (2014)		
Nombre de commerces en centre-bourg			
Nombre de permis déposés (dév. éco)			
Surface totale consommée			
DÉPLACEMENTS ET TRANSPORTS			
Part des transports en commun	0,4 % (2014)		
Part des mobilités douces	2,6 % (2014)		
Bilan carbone des actifs	687,3 tonnes/an (2014)		

■ SÉCURITÉ ET LA SALUBRITÉ PUBLIQUES

Indicateur	Référence	Réalisation en 2023	Réalisation en 2028
SÉCURITÉ PUBLIQUE			
Nombre d'accidents sur le réseau viaire	1 (2009/2013) dont 0 mort		
SALUBRITÉ PUBLIQUE			
Nombre de raccordements au réseau d'assainissement collectif			
Part de la population raccordée au réseau d'assainissement collectif			
Conformité de la STEP du Bourg	OUI (2017)		
Conformité de la STEP de « Chantelle »	OUI (2017)		

■ PRÉVENTION DES RISQUES, POLLUTIONS ET NUISANCES

Aucun indicateur n'est défini en raison de la faiblesse des enjeux sur la commune.

■ PROTECTION DES MILIEUX NATURELS ET DES PAYSAGES

Indicateur	Objectifs de principe (le cas échéant)	Réalisation en 2023	Réalisation en 2028
MILIEUX NATURELS			
Boisements classés en EBC	275,0 hectares		
Arbres remarquables/isolés classés en EBC	39 éléments		
Autres boisements préservés (EPP L.151-23 du Code de l'Urbanisme)	29,8 hectares		
Haies bocagères préservées (EPP L.151-23 du Code de l'Urbanisme)	10,8 kilomètres		
Mares préservées (EPP L.151-23 du Code de l'Urbanisme)	28 éléments		
PRÉSERVATION DE LA QUALITÉ DE L'EAU			
Respect des références de qualité	OUI (2018)		
Teneur en nitrates	39 mg/L (2018)		
PRÉSERVATION DES RESSOURCES NATURELLES			
Nombre d'abonnés eau potable			
Consommation d'eau potable habitant/an			
CONSOMMATION D'ESPACE, LUTTE CONTRE L'ÉTALEMENT URBAIN			
Nombre de permis de construire déposés (toutes destinations confondues)			
Surface totale consommée (assiette foncière)			

■ LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE

Indicateur	Référence	Réalisation en 2023	Réalisation en 2028
ÉNERGIES RENOUVELABLES			
Nombre de déclarations de travaux pour production d'énergies renouvelables			

INDICATEURS DE SUIVI DES EFFETS DU PLAN SUR LE SITE NATURA 2000

Comme abordé ci-avant (chapitres « Conséquences éventuelles sur les espaces protégés pour la biodiversité » et « Choix retenus au regard des objectifs de protection établis »), la commune de Sèvres-Anxaumont n'est pas située dans le périmètre d'un site communautaire.

Le site le plus proche est localisé à 3,8 kilomètres. Il s'agit de la Zone de Protection Spéciale (ZPS) FR5410014 « Forêt de Moulière, Landes du Pinail, Bois du Défens, du Fou et de la Roche de Bran », intégrée au réseau européen Natura 2000.

Le projet de Plan Local d'Urbanisme ne porte aucun élément susceptible d'avoir une influence sur ce site ou sur un autre espace protégé pour la préservation de la biodiversité. Il n'y a par ailleurs pas de lien fonctionnel entre les sites ouverts à l'urbanisation au projet de PLU et le site « Forêt de Moulière, Landes du Pinail, Bois du Défens, du Fou et de la Roche de Bran ».

Le projet de Plan Local d'Urbanisme ne retient pas d'indicateur de suivi des effets du plan sur le site Natura 2000.